

CETTE SEMAINE

Seizième année — Apériodique — été 2008 — n°96 — Prix libre ou abonnement



Vive la Catalogne
où les curés mijotent
au fond des marmites expiatoires
avec leur couenne
on fera de belles bottes
que le Saint-Père un jour
recevra dans le cul.

Vive la Catalogne
et son insolent drapeau
qui balaie comme une gifle
la joue de l'Europe
frappant d'apoplexie
les batraciens accroupis
sur le fumier fasciste.

Vive la Catalogne
dont les églises pourries
servent de briquet
aux cigarettes des miliciens.

Vive la Catalogne
où les grimaces de l'Occident
et les débris du christianisme
disparaissent enfin
dans la trappe de la Révolution !...

Georges Henein
Les Humbles (Paris), n°12, décembre 1936



Mauvaises intentions

- Terrorisme d'Etat, même pas peur ! 3
- Temps de chien 3
- Tactiques policières d'interrogatoire 5
- Lettre de Bruno et Ivan 8
- Chronologie sommaire de la solidarité 8
- Pourquoi je me suis fait la malle 10
- Lettre d'Isa et Farid 12
- Vues du délire antiterroriste 13
- Mauvaises intentions 14
- Quelques bassesses... / ...Quelques faux amis 15
- Semaine de la solidarité 16
- Paris-Fresnes malgré la flicaille 20
- A Fresnes comme ailleurs, solidarité 21

Etrangers de partout

- Sète, manif devant le centre de rétention 22
- Montreuil, solidarité face aux rafles 35

- Existe-t-il un gène du flic ? 23

Restructurations urbaines

- Affiche Marseille 2013 24
- Cévennes, L'écotouriste et son monde 25
- Lyon, les armes de l'ennemi 26

Journaflics

- Les raisons d'une inimitié 28
- Tabassage de journaliste 29
- Humains 29

Squats

- Cévennes, contre l'expulsion du Prat del Ronc 30
- Paris, Les confessions d'un repent 31
- Marseille, expulsion et procès 32

- Entre chien et loup 33
- Brèves du désordre 34

Italie

- Rovereto
- Non aux rondes 36
- Maintenant ça suffit 37
- Sur la manif contre Maroni 37
- Turin
- Croix-Rouge assassins ! 38
- Baldacci acte II 38
- Les Egyptiens, vous les voulez esclaves... 39
- Baisers clandestins et libre amour 39
- La lutte contre le centre de rétention 40
- Un point sur la situation italienne 41
- Lecce
- Actions contre Security Expo 2008 42
- Sur quelques unes de nos certitudes 43
- Déchet 43
- Un matin je me suis réveillé 44
- Gênes
- Camarade... mon cul 44
- Sans issue de secours 45

Belgique

- Un oiseau ne peut pas voler sans ailes 46
- Brèves de la lutte contre les centres fermés 46
- Emeute à la prison de Verviers 49
- Brisons la routine macabre de la machine... 49
- Ils construisent des cages à Lantin 50
- Brèves du désordre 50

- Georges Henein (1914-1973)
- Vive la Catalogne* (décembre 1936) 1
- Anselme Bellegarrigue (1820/5-?)
- Que le contrat social est une monstruosité* (1850) 52



CETTE SEMAINE

BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
<http://cettesemaine.free.fr/>
cettesemaine@no-log.org
 Abonnement : 12.50 euros / an
 (15.50 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui souhaitent recevoir le journal n'ont pas forcément à se poser la question de l'abonnement, une demande suffit

Tout individu ou groupe désireux de distribuer le journal dans son coin (table de presse, infokiosk, librairie sans bip,...) peut nous contacter à l'adresse ci-contre.

Même pas peur !

Fontenay-sous-bois/Vierzon. Rappelons que depuis début avril, au prétexte d'une «jonction supposée», ces deux affaires sont réunies à l'antiterrorisme, qui a inventé une organisation, la «*mouvance anarcho-autonome francilienne*», pour ce faire. Les juges Marie-Antoinette Huyvet et Edmond Brunaud gèrent l'affaire, assistés de l'équipe Menara du Quai des orfèvres.

Dans la partie «Fontenay», Damien reste sous contrôle judiciaire (interdiction de quitter le territoire national). Ivan a été incarcéré à Villepinte et Bruno à Fresnes (où il a été en quartier disciplinaire puis quartier d'isolement), avant d'être transféré à Mulhouse. Après plus de quatre mois d'incarcération préventive, tous deux ont été à leur tour placés sous strict contrôle judiciaire (obligation de chercher du travail, interdiction de quitter le département, pointage une fois par semaine aux keufs et deux fois par mois au Spip), respectivement dans l'ouest et à Belfort. Le 5 juillet, un texte de Bruno rend public son évasion du contrôle judiciaire, notamment afin de se replacer aux côtés de celles et ceux qui luttent dehors.

Dans la partie «Vierzon», Farid est transféré fin février du D4 au D5 de Fleury-Mérogis contre sa volonté (l'administration pénitentiaire ayant de plus organisé son lynchage par d'autres taulards), puis le 17 avril à Meaux-Chauconin suite à sa participation à la journée du prisonnier révolutionnaire aux côtés de Basques, et enfin placé le 26 mai en contrôle judiciaire avec obligation de travailler, obligation de prévenir s'il sort d'Ile-de-France, pointage une fois par semaine au contrôle pénal et une fois par mois au contrôle judiciaire.

Quant à Isa, accusée en plus sur un supposé ADN d'avoir participé en mai 2007 à l'attaque contre un véhicule de police, elle est sous mandat de dépôt d'un an, et est passée de Fleury-Mérogis à Lille-Séquedin (sanctionnée par l'administration pénitentiaire pour un dessin de la taule devenant soupçon de tentative d'évasion), puis à Rouen début juillet.

Enfin, son frère Juan, arrêté le 21 mai à Montreuil par l'antiterrorisme pendant 48h puis relâché, est repris le 20 juin chez ses parents et incarcéré à Fresnes, puis Rouen début juillet. Il est accusé à son tour, sur une supposée trace ADN, d'avoir participé à l'attaque du véhicule de keuf. A noter que ceux-ci recherchent encore trois autres ADN masculins dans cette affaire et que plusieurs proches ont déjà été interrogés.

Paris, 26 mai. Perquisition pendant trois jours d'un appartement dans le 18e, où se mêlent les stupés et l'antiterrorisme. Quatre camarades effectueront 3 jours de garde à vue. Ils sont notamment mis en examen pour trafic de stupéfiants.

Rennes, 3 juin. La gendarmerie se déplace à Paris, où elle perquisitionne deux appartements et met en garde à vue pendant 24h trois camarades, dont Gwenola. Elle enquête sur l'attaque, le 8 février 2004, du chantier de la future prison de Vezin-le-Coquet (Ille-et-Vilaine), où un groupe électrogène, une pelleuse et un tractopelle avaient été détruits par des molotovs. Le chantier avait pris du retard et les dégâts estimés à l'époque à au moins 200 000 euros.

Rennes, 26 juin. Suite à une manifestation sauvage devant le centre de rétention de St-Jacques et après deux fumigènes allumés, 22 personnes sont interpellées et feront 24h en garde à vue pour «port ou transport d'artifices non détonnant».

Fresnes, 2 juillet. Suite à une manifestation sauvage derrière la prison de Fresnes, quatre camarades font 48h de garde à vue. Autant d'appartements sont perquisitionnés le lendemain par la PJ, en présence d'un membre de la brigade anticriminalité, parfois cagoulé. Ils passent en procès le 3 septembre 2008 devant la 11e chambre du TGI de Créteil pour refus variés (ADN, empreintes digitales, photos), incitation à l'émeute et, pour l'un d'eux, «outrage» et «port ou transport d'artifices non détonnants».

Marseille, 10 juillet. Suite à l'expulsion d'un squat, trois personnes font 24h de garde à vue. L'une est relâchée sans suite, la seconde passera en procès le pour «outrage». La dernière passera en comparution immédiate, en récidive de refus d'ADN, puis sera placée sous contrôle judiciaire (pointage deux fois par semaine). Elle passe en procès le 25 août à 14h.

TEMPS DE CHIEN

Inutile de se voiler la face avec le chiffon des contradictions internes du capital qui le mèneront inévitablement à sa propre perte, ou d'enfourer sa tête dans le sable chaud des illusions démocratiques : on vit des temps de chien.

Depuis plusieurs mois, l'État nous enlève l'un après l'autre plusieurs camarades. On aurait cependant tort de ne pas voir que ces arrestations ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres de l'accroissement des moyens de contrôle et de répression dont il dispose : de la construction incessante de prisons en tout genre au fichage génétique, des peines plancher à l'allongement de la durée de rétention, du témoin anonyme aux caméras de surveillance, des rafles à la fusion des services de renseignement, des flashballs et autres tasers à l'interconnexion de tous les fichiers sociaux...

Dans un contexte mondial qui ne garantit plus de stabilité durable, où la concurrence économique est toujours aussi acharnée tandis que se multiplient les guerres asymétriques, c'est un indice du prix que le capital peut se permettre de faire payer à tous afin de maintenir son taux de profit. Cet énième tour de vis dans la gestion de l'exploitation donne ainsi à l'Europe comme un avant goût du vent qui souffle ailleurs sur la planète.

Face à des conditions de survie et d'exploitation toujours plus insupportables, l'État rééquilibre donc une nouvelle fois sa panoplie en renforçant le bâton de la coercition sans pour autant renoncer à agiter la carotte d'une redistribution visant à acheter la paix sociale. On est en somme rappelés à l'ordre, clairement sommés de participer à notre propre servitude ou de nous soumettre en tous points. L'étau se resserre partout : toujours plus difficile de faire l'artiste rebelle sans se légaliser, de faire le proprio qui autoconstruit en espérant couper à ces mêmes lois qui garantissent pourtant son bien, de cultiver son lopin bio en pensant échapper aux lois de la nature qui y déversent les engrais du voisin ou les fuites radioactives de la centrale du coin. Ce qui relevait de plans répandus de débrouilles qui jouaient sur les interstices du système afin de travailler le moins possible s'amenuise à son tour. Là encore, la seule alternative possible se réduit toujours plus aux impératifs bruts de la domination : l'exploitation maximale ou les illégalismes. L'autre monde possible tant vanté par les alternos est en réalité celui que la domination est en train de remodeler.

Quant à l'idéologie de l'alternative participative, elle se montre à présent sans ambiguïté pour ce qu'elle est : sous le sceau de la collaboration avec les flics, cet autre nom du citoyen. Et de la même manière, toute contestation doit dialoguer avec l'État ou disparaître. Concrètement, cela peut aussi bien s'incarner dans ces faucheurs volontaires qui, sous le vernis d'un refus mis en actes, travaillent en symbiose avec les gendarmes et les médias dans les champs avant de revendiquer plus d'État dans les tribunaux. Ou dans ces porte-parole d'un



réseau contre les rafles créé au nom de la défense de la sacro-sainte famille, qui pondent régulièrement des communiqués caressant les policiers dans le sens de la matraque¹.

La bonne nouvelle est que même les aveugles, ceux qui s'accrochent désespérément à l'Etat pour le supplier *en vain* de modérer les effets dévastateurs de la restructuration en cours, doivent prendre acte que la donne a changé. L'exemple de l'adoption de la réforme des retraites dans le secteur public au printemps 2003, malgré des manifestants s'accumulant par millions dans les rues sept semaines de suite, et de son ultime conclusion l'hiver dernier lors d'une grève des transports perdue d'avance *dans les têtes*, est significatif. Face à l'inconnu, si le réflexe reste encore pour beaucoup de s'accrocher au monde d'avant, ce n'est plus que par impuissance ou par résignation. Car lutter signifie en effet toujours plus clairement renforcer directement le capital (vouloir plus d'Etat ou plus de démocratie), soit tenter de passer à des situations insurrectionnelles. La disparition du «vieux mouvement ouvrier» maqué par les partis autoritaires est donc aussi paradoxalement ce qui élargit les possibilités de renversement de ce monde.

Une moins bonne nouvelle est par contre que non seulement l'ennemi est en train de prendre une bonne longueur d'avance en matière de technologies de contrôle du territoire, mais aussi et surtout en terme de rapport de force dans les conditions d'exploitation, rendant toujours plus probable le scénario de la guerre civile comme mode de gestion du capital, face à une guerre sociale dans laquelle les dominés peinent à reconnaître leurs vrais ennemis, à défaut de se reconnaître entre eux. On peut ainsi chausser ses lunettes de militant radical hexagonal et ne voir que les formes émeutières qu'ont pris certains conflits récents (CPE, entre deux tours de la Présidentielle, marins-pêcheurs ou viticulteurs, mouvement lycéens) sans toutefois briser plus avant les séparations, ou tenter d'analyser l'ensemble du mouvement réel. Il nous semble alors qu'on ne peut négliger au niveau global ni le renforcement des vieilles manifestations interclassistes comme la religion ou le nationalisme (les groupes fascistes, comme les sectes religieuses, profitent amplement de la misère), ni la destruction des dernières possibilités de collectivité ou d'autonomie –sans leurre sur leurs limites traditionnelles– par la pénétration des rapports du capital et un empoisonnement généralisé de la planète (pensons à l'extension des OGM et du nucléaire, en plus des industries classiques et de leurs déchets).

A ce stade, la question n'est pas d'être plus ou moins optimiste sur les possibilités et les conditions de dépassement des antagonismes parcellaires vers l'insurrection généralisée, mais de s'interroger sur la contribution que nous pouvons y apporter, nous. A moins d'être attaché à une vision autoritaire (des masses à radicaliser vers la conquête du pouvoir) ou complotiste (l'intervention de spécialistes organisés en vue de porter des coups spectaculaires qui se veulent décisifs, oubliant que la domination est un rapport social et non pas militaire) de l'insurrection, soit une fois faite la critique du mouvementisme (il n'y a que les grands nombres qui comptent) comme de l'avant-gardisme (les grands nombres sont une main d'oeuvre spectatrice de son propre destin), on peut réfléchir au développement des moyens adoptés à nos fins.

Si on part de l'hypothèse que ce qui manque ce ne sont certes pas les conflits sociaux, inévitables dans un système où quelques uns vivent aux dépens de tous les autres, mais bien un contenu susceptible de dépasser à la fois la guerre de tous contre tous et le recours nostalgique aux vieilles régulations (syndicats, partis, etc.), on peut soit retomber dans un militantisme qui attendrait que les résistances se manifestent d'un mouvement à un autre (hier le CPE ou la SNCF, aujourd'hui les sans-papiers, demain les prisons), soit tenter d'intervenir de fa-

çon autonome là où la conflictualité se fait jour, tout en tentant de relier ce qui est séparé, dans ce monde qui conjugue à la fois massification et atomisation. Car qui a dit qu'on ne peut pas parler de technologies lors d'un mouvement étudiant, en sabotant par exemple les laboratoires de mort qui infestent les universités, ou qu'on ne peut pas parler de déportations lors d'une grève à la SNCF, en partageant des rapports de complicité et des techniques qui les rendront moins efficaces ?

Cependant, l'activité seule, même lorsqu'elle s'insère dans un quotidien (comme c'est le cas des luttes contre les rafles, sur le problème du logement ou celui de la «vie chère» par exemple), ne peut pas se passer de perspectives, sous peine de tomber dans un activisme qui ne profiterait qu'aux récupérateurs institutionnels. Ainsi, une agitation qui n'essayerait pas de favoriser l'auto-organisation des dominés face aux tendances autoritaires ou réformistes, un groupe affinitaire qui s'associerait avec ces dernières au sein d'un collectif ou pour organiser une activité (occupation, manifestation,...) –au nom de la soi disant lutte commune bien sûr–, renforcerait de fait rapidement la domination. Tout comme on ne peut combattre l'aliénation avec des formes aliénées, c'est seulement dans la conflictualité permanente avec le pouvoir, ses structures, ses hommes et ses idéologies qu'on peut tendre à une subversion de tous les rapports sociaux. Si agir à peu nombreux ne signifie pas pour autant agir isolément, si notre impatience et notre détermination à attaquer ici et maintenant font partie du conflit de classe, ce n'est que dans leur dialectique avec une perspective anti-autoritaire qu'elles rencontreront leur caractère subversif.

Dans la répression qui vient nous chatouiller ces derniers temps, c'est justement la question du contenu de nos activités, nos *mauvaises intentions* qui sont visées, au-delà des prétextes factuels extraits de l'antagonisme diffus et anonyme. Elle ne vient ni cogner à notre porte parce que nous serions une force (réelle ou affirmée à coups de slogans aussi creux qu'abstraites), ni parce que nous serions déjà dangereux. Par ce temps de chien –pour la domination aussi, au vu des conséquences sociales potentiellement explosives des restructurations du capital–, l'Etat a ainsi tout intérêt à faire peur pendant qu'il en a les moyens, à diviser préventivement en tentant d'isoler ceux qui sont porteurs d'une praxis qui remet radicalement en cause l'ordre de ce monde.

Face à la répression, on peut alors soit se contenter d'attendre son tour ou de faire le gros dos en espérant ruser avec l'ennemi, soit se solidariser de là où on est et à partir de ses activités existantes, reliant par exemple cette répression spécifique aux luttes menées sans médiations. Alors, plutôt que de faire de cette solidarité naissante un rapport en soi, il nous semble que c'est au contraire en continuant à développer des pratiques nuisibles à cette société dans son ensemble qu'on portera dehors ces camarades, contribuant à créer les conditions de leur libération et de celle de tous les autres, ce qui n'exclut bien sûr pas des occasions particulières comme cela a été le cas dans plusieurs villes d'ici et d'ailleurs lors de la semaine de solidarité sans frontières. Continuer en nous rendant imprévisibles, parce que c'est aussi une bonne manière de montrer l'inutilité de ces arrestations à ceux qui les ordonnent et les exécutent.

Si l'exemple des émeutes de novembre 2005 nous enseigne au moins une chose, c'est que peut désormais surgir à tout moment une extension et une intensification d'une guerre sociale qui prendra le pas sur la guerre civile du capital. Et tant que ces pratiques d'attaques diffuses seront menées par des groupes affinitaires qui refusent toute médiation (leaders associatifs, religieux ou institutionnels, porte-parole autoproclamés) et ne dialoguent avec le pouvoir qu'en une danse de barricades et d'un feu qui parle immédiatement de par le choix de ses cibles² et de son mode auto-organisé, l'Etat ne réussira à les contenir qu'en profitant de leur limites sociales. Or, justement, il n'est pas dit que dans cet avenir lourd de conflit et où le terrain de la soumission montre aussi des failles, de plus en plus de personnes ne se reconnaissent pas dans ces pratiques-là. Alors, au-delà de l'insurrection, cet inconnu qui bouleverse la vie de tous, reviendra avec force toute la question d'une perspective anarchiste de la liberté.

1. Le 18 octobre 2007, face à une menace de rafle, RESF appelait les parisiens «à encourager [les interventions policières] quand elles font leur travail de lutte contre la criminalité, de secours à la population ou d'organisation de la circulation». Les rédacteurs de ce texte infâme non seulement n'ont pas été démentis par un second communiqué de même source, mais sont bien sûr restés à leur place de cheffailons. De même, le 9 juillet 2008, face à une autre menace de rafle de grande ampleur, RESF appelle les montreuillois à s'y opposer, terminant son communiqué par un «tant mieux pour les sans papiers mais tant mieux aussi pour les policiers à qui un sale boulot aura été épargné».

2. Au-delà des tas de ferraille habituels : voir le recensement non exhaustif dans Cette Semaine n°88, mars 2006, pp. 3-6



Tactiques policières d'interrogatoire «anti-terroriste»

Une série d'auditions et une arrestation ont eu lieu ces dernières semaines dans le cadre de l'enquête sur ce que les juges, flics et journalistes appellent «la mouvance anarcho-autonome francilienne». Il semble important de décrire quelques-unes des tactiques d'interrogatoire employées par les flics pour obtenir ce qu'ils ont envie d'entendre. Ces auditions en appellent d'autres, sans doute rapidement car juges et flics semblent être dans une phase active des investigations. Toutes ces auditions ont aussi permis de confirmer la manœuvre politique sous-jacente à cette instruction visant à qualifier de terroriste tout un ensemble de pratiques et de points de vue critiques. Rappelons que cinq personnes sont mises en examen dans cette affaire (Ivan, Bruno, Damien et les deux de Vierzon), qu'Ivan, Bruno et la fille arrêtée à Vierzon sont incarcérées et que les deux autres sont sous contrôle judiciaire, le garçon arrêté à Vierzon venant d'être libéré après quatre mois de préventive.

Pour l'instant, les auditions n'ont concerné que les personnes mises en examen, leurs familles ainsi que des proches qui ont fait des demandes de parloir. Dans ce dernier cas, se rendre à l'audition était une condition indispensable (mais parfois insuffisante) à l'obtention du permis de visite. Rappelons que l'on peut ne pas se rendre à un interrogatoire lorsqu'on est convoqué en tant que témoin (surtout lorsque la convocation est notifiée par un simple courrier ou par téléphone, comme ce fut le cas ici), que ça peut être un délit mais que ce n'est pas systématique car c'est compliqué pour eux de poursuivre tout un ensemble de témoins qui ne se présentent pas. **Il y a un intérêt collectif évident à ne pas se rendre à ces auditions dont les résultats ne sont utilisés qu'à charge dans ces affaires.**

Les auditions des proches et des membres des familles ont eu lieu à la brigade criminelle, Quai des Orfèvres à Paris. Pour l'instant seuls les mis en examens ont été auditionnés chez la juge antiterroriste en charge de cette affaire, Marie-Antoinette (ça s'invente pas !) Houyvet, qui est assistée d'un autre juge, Edmond Brunaud. A la brigade criminelle c'est le "groupe Menara" qui s'occupe de l'affaire, du nom de leur chef, un flic qui se présente d'abord sympa et respectueux de la procédure, puis qui joue souvent le rôle du méchant dans les interrogatoires tout en finissant ses gueulantes pour mettre la pression d'une petite remarque en s'inventant une proximité avec les interrogés (par exemple : «Moi aussi j'ai des enfants» aux parents, ou «Moi aussi je viens de tel endroit»). Bref du classique de flic.



L'idée de ce texte est donc aussi de décrire des techniques souvent employées dans les interrogatoires car mieux préparés, il est plus facile de les voir venir et de ne pas se faire avoir. Ça concerne aussi bien les mis en cause dans les affaires que leurs proches (familles, potes qui demandent des parloirs...). **Avec les familles, au-delà d'en apprendre éventuellement sur les faits, les flics tentent de retracer un parcours de vie pour construire un profil à des fins judiciaires** qui pourrait expliquer «comment il ou elle a pu en arriver là, c'est-à-dire devenir terroriste». De là tout un ensemble de questions pour déceler des manifestations précoces de cette prédestination au terrorisme : «Comment était-il (ou elle) à l'école, au collège, au lycée ?», «Avait-il (ou elle) des amis ou était-il ou elle asocial ?», «Se battait-il (ou elle) souvent ?», «Quelle est son orientation sexuelle ?». De plus, de nombreuses questions semblent anodines mais peuvent souvent être utilisées à charge dans un sens ou dans l'autre ; un "bon élève" te place rapidement dans la catégorie des idéologues manipulateurs, un "mauvais élève" dans celle des asociaux précoces et des rétifs à toute autorité, alors choisis ton camp camarade ! Ça peut sembler caricatural mais plusieurs indices laissent entendre de telles interprétations, surtout, comme c'est le cas dans cette affaire, quand le dossier ne repose sur aucun fait (même si ces "parcours de vie" sont très fréquents dans les affaires criminelles de toutes sortes).

Les flics utilisent également une tactique consistant à endormir un peu l'interrogé

au milieu de questions un peu bidons avant de rebondir subitement sur des trucs plus intéressants pour eux : «A-t-il (ou elle) fait des voyages ?», «Quels sports pratiquait-il (ou elle) ?» puis de demander «Mais avec qui faisait-il (ou elle) tout ça ? Vous venez de dire qu'il avait des amis, vous vous souvenez bien de certains noms ?». En ayant répondu aux précédentes questions, il est plus difficile (mais pas impossible évidemment) d'esquiver les suivantes. On peut citer également la tactique des "questions guidées" où tu comprends déjà très bien vers où le flic veut te mener dans la manière de poser la question : «Qu'est-ce que tu penses du squatt de la rue X ou Y ?», le flic présuppose déjà que tu connais tel ou tel lieu et n'importe quel type de réponse viendra au moins confirmer cette hypothèse. Ils peuvent aussi répéter plusieurs fois la même question ou insister lourdement sur un point précis.

La base dans les interrogatoires, utilisée presque systématiquement, c'est la tactique du flic gentil et du flic méchant. Le premier est celui qui parle le plus, met en confiance, pose ses questions gentiment, est serviable et se montre compréhensif («Je comprends que ce soit dur pour vous», «Vous savez, de vous à moi, je n'aime pas interroger les familles» ou «Moi aussi je trouve que cette affaire prend des proportions délirantes»). **Et puis il y a le flic méchant, celui qu'on n'avait pas trop remarqué depuis le début, qui ne parlait pas, qui n'est pas tout le temps dans la pièce, qui fait des aller-retours, puis qui surgit à un moment clé** (moment de doute, d'hésita-

tion avant une réponse) en se mettant très proche de l'interrogé, en gueulant et en lui mettant un gros coup de pression : «*Je crois que vous n'avez pas compris ou vous êtes !*», «*Vous n'avez pas l'air de vous rendre compte de la gravité des faits !*», «*Vous (ou votre enfant selon les cas) allez passer une bonne partie de votre (sa) vie au trou !*». Dans cette affaire au Quai des Orfèvres c'est souvent le même Menara qui se charge de cette performance théâtrale. En sachant qu'elle se produit presque à chaque fois, cette technique d'intimidation tombe vite à l'eau et Menara devient un personnage comique plutôt ridicule à vociférer tout seul. Evidemment il n'y a rien de systématique, parfois les flics sont tous sur le registre "gentils" ou tous "méchants", souvent aussi ils changent de registre au fil de l'interrogatoire, encore plus si c'est une garde-à-vue, au gré des réactions de l'interrogé et de ce qui leur donne le plus de résultats.

Les autres tactiques sont également assez classiques. Plusieurs personnes peuvent être convoquées en même temps et auditionnées séparément et simultanément. Des flics font des allers-retours entre les deux pièces et traquent les contradictions entre les déclarations. Outre l'intimidation, les flics insistent sur la proximité notamment avec les parents en instaurant des rapports du type : «*Vous savez, pour votre enfant ce n'est pas trop tard, il (ou elle) peut s'en sortir, mais il (ou elle) est mal entouré... Pour le sortir de là, parlez-moi de ses fréquentations.*». Les flics essaient aussi le registre de la culpabilisation des mauvais parents «*Vous ne savez pas où il (ou elle) habite ? Mais vous ne vous intéressez plus à lui (ou elle) !*». Il leur arrive aussi de laisser l'auditionné seul dans le bureau, ou avec des personnes qui semblent s'affairer à autre chose, ceci dans le but de voir son comportement. **Les interrogatoires sont aus-**

si des tests de personnalité, le flic sur le côté qui n'a pas parlé de tout l'interrogatoire ne vous a peut-être pas lâché du regard en guettant vos expressions ou les manifestations de votre visage. Dans un commissariat, dans le bureau d'un juge ou d'un flic, on est toujours en territoire ennemi, ne l'oublions pas.

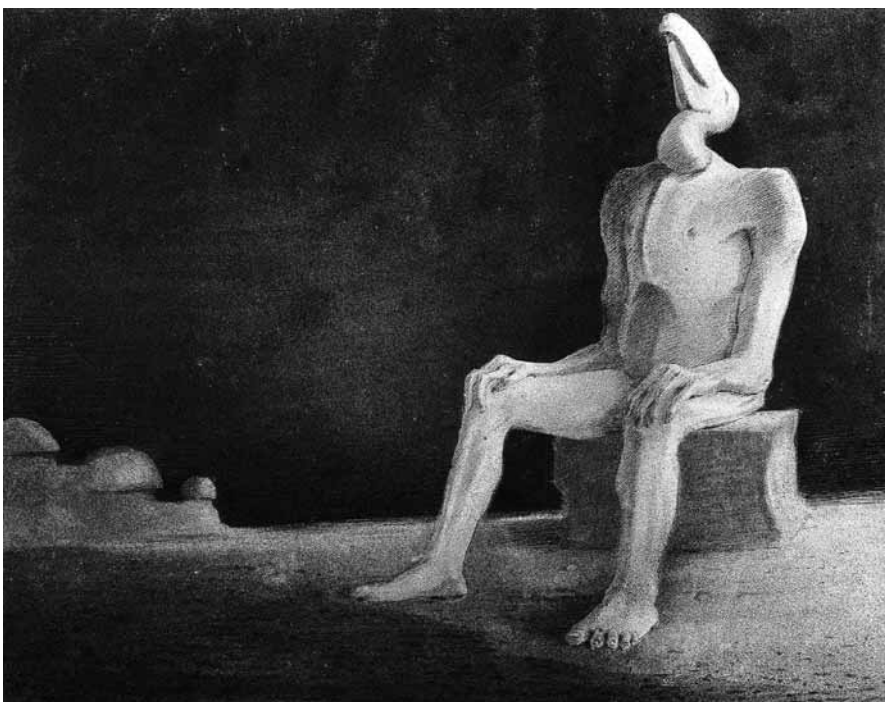
Evidemment la meilleure des tactiques consiste à tout faire pour éviter ces moments et à ne rien déclarer mais on n'a pas toujours le choix [ça se discute]... Le cas de la garde-à-vue est plus spécifique, dans l'immense majorité des cas il vaut mieux ne rien déclarer en garde-à-vue, encore plus lorsqu'elle a lieu dans le cadre d'une instruction en cours. **Il existe tellement de cas où les gens se sont enfoncés ou en ont enfoncé d'autres en croyant bien faire en déclarant des choses en garde-à-vue.** Tout ce qui vient d'être dit dans ce texte s'applique évidemment à la garde-à-vue et il faut rajouter quelques éléments plus spécifiques. Premièrement, t'as pas accès au dossier en garde-à-vue, tu n'y as accès qu'au moment où tu es déféré au parquet, c'est-à-dire quand t'es conduit au tribunal, que ce soit en vue d'une comparution immédiate ou d'une mise en examen. Cet élément est primordial, surtout si le motif de la garde-à-vue est sérieux et si elle se déroule dans le cadre d'une affaire déjà instruite, comme c'est le cas ici. **Il vaut mieux garder d'éventuelles déclarations pour le juge d'instruction [ou mieux encore, le juge du procès], à la fin de la garde-à-vue et après avoir vu le dossier avec ton avocat.**

Pendant une garde-à-vue (48 heures maximum en régime normal, 144 heures en régime antiterroriste ou criminalité organisée avec dans ces deux derniers cas pas d'avocat avant 72 heures, avocat qui de toute façon n'a pas accès à ce moment au dossier), les flics rajoutent quelques registres outre tous

ceux qu'on vient d'évoquer. Ils utilisent souvent la tactique du «*de toutes façons, on sait déjà tout*», qui te pousse à confirmer certaines accusations minimales en te disant qu'ils le savent déjà et qu'ainsi tu crédibilises ta position vis-à-vis de la justice, un «*je vous ai tout dit*» qui laisse l'impression de sauver l'essentiel en te disant «*ce que je leur ai dit, ils le savaient déjà*». **Il existe plein de cas où c'est faux, où ils jouent de leur impression de toute-puissance pour te faire confirmer des choses qu'ils ignorent.** Ca vaut même pour des questions de base du type «*Avez-vous eu déjà affaire à la police et à la justice ? Ca sert à rien de nous le cacher on le retrouvera !*», ce qui est parfois faux car ils ne retrouvent pas toujours tout dans leurs fichiers, ou ils le retrouvent de manière erronée ou incomplète. S'il ne faut pas tomber dans le piège de la toute-puissance policière, il faut aussi se garder de l'inverse, c'est-à-dire du «*Ils sont à la masse, je vais les baratiner, je maîtrise parfaitement mon discours*». En garde-à-vue tu ne sais jamais ce qu'ils savent et ce qu'ils ignorent et même s'ils sont souvent à la masse, ils sont quand même bien formés et rodés aux interrogatoires et risquent bien plus de te piéger si tu te lances dans des déclarations de toutes façons hasardeuses et très risquées pour toi et pour les autres mis en cause.

Ils jouent sur la fatigue, la lassitude, l'angoisse des heures passées enfermées en cellule à attendre son sort. **Six jours seuls dans un trou c'est long, ça donne parfois la mauvaise idée de tenter des choses pour espérer en sortir.** Les flics se servent évidemment de toutes ces heures, c'est même le principe de la garde-à-vue. Ils insistent beaucoup sur le fait qu'il est dans ton intérêt de parler, que tu as l'opportunité de te justifier : «*Moi je veux bien te croire que t'as rien à voir avec ça, mais il faut que tu t'en expliques, sinon le juge il va te mettre au trou direct et là t'en prends pour des années !*», «*Je ne te comprends pas, tu as l'occasion de t'expliquer, pourquoi tu saisis pas cette occasion ? Je crois que t'as pas compris le fonctionnement de la justice, en déclarant rien t'enfonces ton cas c'est clair, vraiment je te comprends pas...*».

Une des techniques les plus perverses qu'ils emploient consiste à organiser un chantage entre les gens si plusieurs personnes sont arrêtées en même temps, «*Ah tu veux pas parler ? Et bien à cause de toi on vous garde tous, toi et tes potes, alors qu'eux ont bien voulu coopérer, et bien à cause de toi vous allez tous en reprendre pour 24 heures de plus, je vais leur dire, ils vont être contents de toi !*». Evidemment à ce moment là, tout seul en cellule, tu sais pas comment ça se passe pour les autres, tout ce que les flics disent est souvent faux mais malheureusement cette technique est dure à supporter quand on n'y est pas préparé et les tentations de déclarer quelques trucs en espérant améliorer la situation de tout le monde sont fortes mais complètement illusoirs. D'une manière générale, ils tentent souvent de te faire croire



que vous avez des intérêts communs, que vous pouvez coopérer pour aller dans le même sens, en oubliant pas de rajouter fréquemment «*En tout cas c'est sûr et certain que si tu dis rien tu vas en taule pour des années avec ces chefs d'inculpation !*».

Les flics pratiquent souvent la falsification des preuves ou des déclarations, surtout si plusieurs personnes sont arrêtées en même temps, pour mettre la pression ou instiller le doute dans l'esprit des personnes arrêtées : «*Ah toi tu parles pas ? Tu vas prendre cher, surtout que ton pote s'est mis à table, tu veux voir ces déclarations ? En plus il parle de toi !*». Il arrive aussi qu'ils fassent croire qu'ils ont un élément évident te confondant, «*Tu vois cette cassette vidéo ? Et bien dessus il y a un enregistrement où je viens de te voir dans une situation bien compromettante, va falloir que tu t'expliques !*», alors que c'était complètement bidon et que la cassette ne contenait rien du tout. Il existe aussi quelques variantes propres à chaque situation, du type «*Cette garde-à-vue et cette possibilité de t'exprimer c'est l'occasion pour toi de parler de tes convictions politiques, considère que c'est une tribune !*» ou «*Toi et tes potes vous êtes ridicules, les grands caïds ils ne se comportent pas du tout comme vous, avec eux au moins on peut discuter, vous, vous me faites pitié, des vrais gamins avec vos cachotteries et votre refus de coopérer...*».

Signalons que toutes ces situations viennent d'expériences réelles, très récentes pour la plupart. **Il peut sembler plus qu'évident de rappeler toutes ces techniques de flics bien anciennes** mais il est tout aussi évident de rappeler que la grande majorité des condamnations pénales est encore basée sur les déclarations, donc sur les interrogatoires, que ce soient les aveux, les contradictions, les témoignages, les balances...

L'autre point important concerne le raisonnement politique et judiciaire qui sous-tend toute cette histoire. Ainsi cinq personnes sont mises en examen pour «*association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste*» et «*l'entreprise terroriste en l'espèce, c'est la mouvance anarcho-autonome francilienne*». Cette mouvance (terme très peu précis qui permet donc une interprétation très ouverte) se définit selon eux comme un regroupement informel d'un noyau de 50 à 100 personnes entourées de quelques centaines de sympathisants en Ile-de-France, qui se retrouve derrière le mot d'ordre «*La haine de l'État bourgeois, de l'économie capitaliste et de ses appareils*» et qui se manifeste principalement dans la lutte anti-carcérale et contre les centres de rétention. Les cinq mis

en examen le sont donc sous le régime antiterroriste pour leur proximité supposée avec cette mouvance, donc avec ce mot d'ordre ou pour leur participation à des moments de lutte contre les prisons ou les centres de rétention. Ce raisonnement permet donc que toute déclaration, tout tract ou brochure critique de l'État, du capitalisme ou de l'enfermement soit associé à cette mouvance et fait donc de son détenteur un terroriste potentiel.

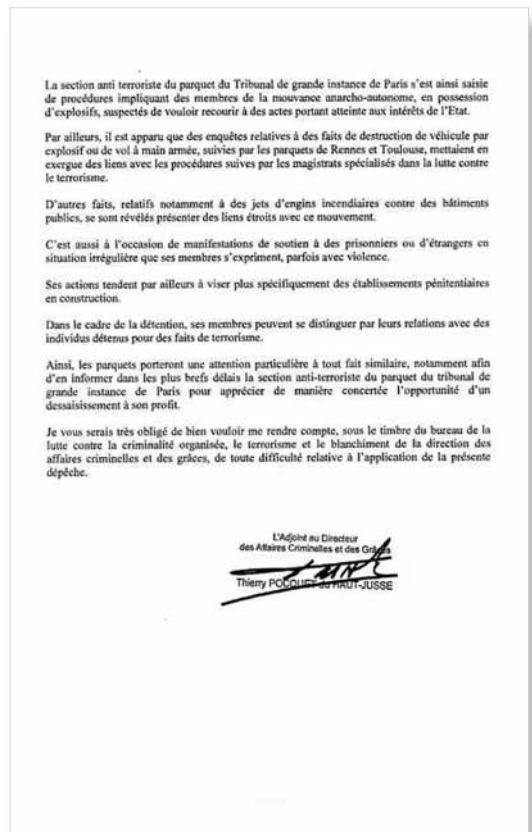
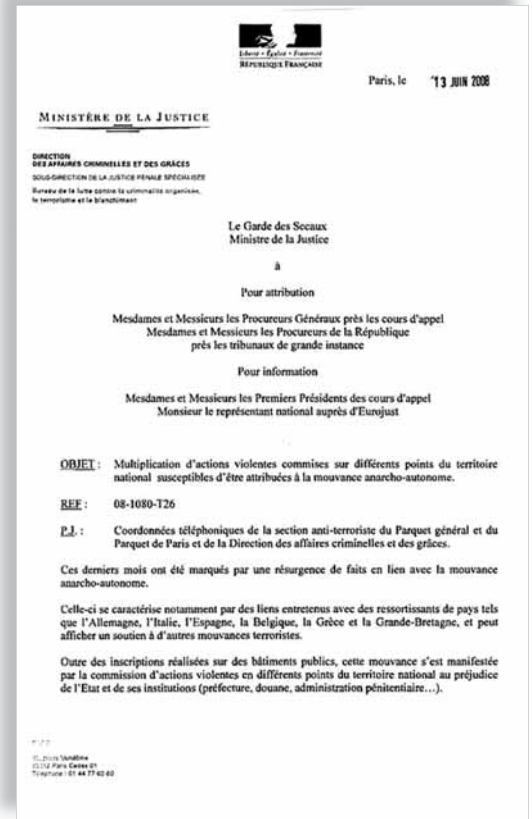
Il faut bien distinguer l'objectif de cette manœuvre, elle ne va évidemment pas déboucher sur l'enfermement des millions de personnes qui critiquent l'État, le capitalisme ou les centres de rétention mais elle offre aux autorités un cadre judiciaire extrêmement large qui lui laisse les mains complètement libres pour réprimer et enfermer toute une partie de la contestation qui les dérange. Cela influe déjà sur les cinq mis en examen, «*On a trouvé chez vous des tracts et des brochures critiques de la prison, ceci prouve donc votre appartenance à la mouvance anarcho-autonome et ceci, en tant que mouvance déclarée terroriste, justifie votre mise en examen pour association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste*». Le procès d'intention et d'opinion joue à fond, ajoutons à ça les récentes déclarations (suivies d'actes) des flics sur leur volonté de prendre l'ADN de tout ce qui ressemble de près ou de loin pour eux à un «*gauchiste*» et on voit bien les réels objectifs de cette construction d'un nouvel ennemi de l'intérieur : **isoler une partie des révoltés et fichier toujours plus de monde.**

Pour éviter les malentendus, précisons que **ces manœuvres (incarcération, fichage ADN) ne sont pas nouvelles ni propres à un milieu particulier**, il y a déjà 700 000 personnes au Fichier des empreintes génétiques, et par exemple les récentes révoltes dans les quartiers ont eu pour conséquences des descentes de centaines de flics dans des cités et des incarcérations «*préventives*» par dizaines. Nous assistons simplement à une extension et à une intensification de ces logiques, à la création de différentes catégories d'«*ennemis de l'intérieur*» par l'État qui répond à l'accroissement des tensions sociales sur tout le territoire.

On lâchera rien, tout continue !

Solidarité avec les prisonniers, avec les révoltés !

[Texte paru le 28 mai 2008 sur Indymedia Paris. Les gras et italiques sont de nous.]



«*Multiplication d'actions violentes commises sur différents points du territoire national susceptibles d'être attribuées à la mouvance anarcho-autonome*» : dépêche n°08-1080-T26 de la DACG (Direction des Affaires Criminelles et des Grâces) du ministère de la Justice, adressée à tous les parquets. Rappelons que si ce document a été rendu public par le Syndicat de la Magistrature, nous éprouvons autant de mépris et de dégoût pour ce dernier que pour ceux qui l'ont rédigé et ceux à qui il est adressé.

Lettre d'Ivan et Bruno

SALUT À TOUS LES COPAINS, à tous ceux qui ne sont pas résignés à la situation que nous vivons : occupation policière des rues, des villes, rafles, expulsions, arrestations, difficultés quotidiennes, dépossession de nos vies ; cette situation qui nous pousse à céder une part grandissante de nos vies aux chefs en tout genre, à ceux qui président à nos destinées, au pouvoir. Si nous prenons le parti de la révolte, c'est pour toutes ces raisons, pour retrouver le pouvoir sur nos vies, pour la liberté de vivre.

Nous avons été arrêtés le 19 janvier. Nous sommes deux en prison, le troisième est sous contrôle judiciaire (il passait par là et avait le tort de nous connaître). Nous avons en notre possession un fumigène que nous avions fait en mélangeant du chlorate de soude, du sucre et de la farine. Enflammé, ce mélange produit un fort dégagement de fumée. Nous projetions de l'utiliser à la fin de la manifestation qui allait ce jour-là devant le centre de rétention de Vincennes. Notre idée : se rendre visible auprès des sans-papiers enfermés, sachant que la police tenterait sûrement de nous empêcher d'approcher du centre. Nous avons aussi des pétards pour faire du bruit et des crèves-pneus (clous tordus) qui peuvent être disposés sur la route pour empêcher les voitures de passer.

Pour la police et la justice, le prétexte est tout trouvé, nous avons les éléments pour une bombe à clous. Voilà ce dont nous sommes accusés :

- «Transport et détention, en bande organisée, de substance ou produit incendiaire ou explosif d'éléments composant un engin incendiaire ou explosif pour préparer une destruction, dégradation ou atteinte aux personnes.»
- «Association de malfaiteurs en vue de commettre un crime de destruction volontaire par l'effet d'un incendie, d'une substance

explosive ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes, commis en bande organisée.»

- «Refus de se prêter aux prises d'empreintes digitales ou de photographies lors d'une vérification d'identité.»
- «Refus de se soumettre au prélèvement biologique destiné à l'identification de son empreinte génétique par personne soupçonnée de crime ou délit.»

Ça fait froid dans le dos. Voilà pour les faits, nous allons tenter d'y apporter une réflexion.

Ce n'est évidemment pas au regard de ce que nous détenions ou de ce que nous projetions de faire que nous avons été traités de la sorte. L'Etat criminalise la révolte et tente d'étouffer toute dissidence "non-autorisée". Ce sont nos idées et notre façon de lutter qui sont visées, en dehors des partis, des syndicats ou autres organisations. Face à cette colère que l'Etat ne parvient ni à gérer ni à récupérer, il isole et désigne l'ennemi intérieur. Les fichiers de police et des renseignements généraux construisent des "profils-types". La figure utilisée dans notre cas est celle de "l'anarcho-autonome". Le pouvoir assimile cette figure à des terroristes, construisant une menace pour créer un consensus auprès de sa population, renforcer son contrôle et justifier la répression.

C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui en prison. C'est la solution choisie par l'Etat pour la gestion des illégalismes, des "populations à risque". Aujourd'hui il faut enfermer plus pour plus longtemps. Les contrôles, toujours plus efficaces, et les sanctions qui font peur assurent à ceux qui détiennent ou profitent du pouvoir une société où chaque individu reste à sa place, sait qu'il ne peut pas franchir les lignes qu'on a tracées pour lui, qui

Chronologie sommaire de la solidarité avec Bruno, Ivan, les sans-papiers et tous les autres incarcérés...

5 avril, Paris : lors d'une manif où des dizaines de milliers de personnes défilaient dans les rues pour crier leur rage face à la terreur que fait régner l'Etat français sur les étranger-es, des flots de fumigènes ont éclairé le défilé afin de marquer un soutien à Bruno et Ivan. Une grande banderole «Vive la solidarité avec les sans-papiers. Liberté pour Bruno, Ivan et tous les autres» a été déployée. La manif s'est notamment prolongée en sauvage, d'abord devant le centre de rétention de Vincennes, puis à Joinville où un sans papiers avait été assassiné la veille par la police (mort noyé après une course poursuite depuis la gare RER).

A partir de là : tags, slogans, voiture de la police municipale défoncée, panneaux publicitaires démolis et caméras de surveillance de la gare RER de Vincennes obstruées.

11 avril, Dijon : rassemblement devant la préfecture, en solidarité aux sans-papiers et à Bruno et Ivan. Environ 80 personnes ont barré la route avec deux grandes banderoles : «Libérez Ivan, Bruno et les autres, Vive la solidarité avec les sans-papiers» et «Ni sélection ni expulsion !». De nombreux fumigènes ont été cramés.

17 avril, Paris : «Hier, le 17 avril 2008 vers 16h, l'hôtel Ibis

de Porte Dorée (Paris 12ème) a reçu une visite : "Feu aux prisons !" et "ACCOR Collabo" ont été tagués sur les murs, les caméras et l'écran de surveillance ont été obstrués et l'ordinateur a reçu des coups de masse. Les hôtels Ibis appartiennent au groupe ACCOR, qui a toute sa part dans la machine à expulser (plusieurs hôtels de ce groupe servent aux zones d'attentes pour les sans-papiers dans les ports, ACCOR a aussi participé à la construction de celle de Roissy : ZAPI 3). N'oublions pas les autres rouages de la machine à expulser : Carlson Wagons-Lits Travel, les compagnies aériennes comme Air France, les banques comme la

BNP, les constructeurs comme Bouygues, la RATP, la SNCF,... Solidarité avec tous les prisonniers avec ou sans papiers !»

21 avril, Paris : Une cinquantaine de personnes étaient présentes pour l'audience de demande de liberté conditionnelle de Bruno. L'audience s'étant déroulée à huis-clos les soutiens sont restés dans le couloir et ont crié «liberté pour Bruno, liberté pour les sans-papiers», «pouvoir assassin, justice complice». D'après l'avocat, les slogans étaient audibles depuis la salle d'audience et tout le monde a pu se rendre compte que Bruno n'était pas seul, avocats et juges ayant même du mal à s'entendre. Trente minutes après, le groupe s'est retrouvé sur le trottoir derrière une banderole «Vive la solidarité avec les sans-papiers ; liberté pour Bruno, Ivan et les autres».

l'entourent et le compriment, sans en payer le prix. Si nous lutons aux côtés de sans-papiers, c'est que nous savons que c'est la même police qui contrôle, le même patron qui exploite, les mêmes murs qui enferment. En allant à la manifestation, nous voulions crier en écho «Liberté» avec les prisonniers, montrer qu'on était nombreux à entendre la révolte qu'ils ont menée pendant plusieurs mois. Allumer un fumigène, tenter de s'approcher le plus possible des grilles de la prison, crier «fermeture des centres de rétention», avec la détermination de vouloir vivre libre. Cette lutte, dans laquelle on peut se reconnaître, est un terrain de complicités à construire, un lieu possible de l'expression de notre propre révolte.

Nous ne nous considérons pas comme des "victimes de la répression". Il n'y a pas de juste répression, de juste enfermement. Il y

a la répression et sa fonction de gestion, son rôle de maintien de l'ordre des choses : le pouvoir des possédants face aux dépossédés.

Quand tout le monde marche en ligne, il est plus facile de frapper ceux qui sortent du rang.

Nous espérons que nous sommes nombreux et nombreuses à vouloir posséder pleinement nos vies, à avoir cette rage au cœur pour construire et tisser les solidarités qui feront les révoltes.

Bruno et Ivan, avril 2008, depuis les prisons de Fresnes et Villepinte



21 avril, Lille : «Hier, mardi 21 avril 2008, la BNP située 84 rue Gambetta à Lille a été attaquée : distributeur fracassé à la masse et sa dizaine de vitrines largement étoilées. Solidarité avec tous les prisonniers, avec ou sans papiers, avec ou sans chlorate. Liberté pour tous !».

22 avril, Grenoble : les bureaux du CROUS sont occupés pendant 5 heures et demi, notamment pour protester contre la collaboration de cette institution avec la police lors de l'arrestation d'un étudiant sans papiers le 8 avril dernier. Le collectif "Des fumigènes pour toutes et tous" y était présent et y a appelé à la solidarité avec Bruno et Ivan. Deux fumigènes ont été brûlés par une fenêtre du dernier étage du bâtiment et des tracts jetés à l'attention des passant-e-s.

26 avril, Paris : Concert de solidarité avec les inculpés et les enfermés des luttes contre la machine à expulser, à la Cip-Idf. Une banderole pour Ivan et Bruno est présente derrière la scène, un dossier/recueil de textes titré *Mauvaises Intentions* largement distribué.

28 avril, Paris : Rassemblement d'environ 70 personnes pour l'audience de demande de liberté conditionnelle d'Ivan. Elles ont crié «liberté pour les sans papiers, liberté pour Ivan», tandis qu'un journaliste du *Parisien* était chassé à coups d'invectives et de crachats. En sortant en cortège du tribunal, les gendarmes ont poussé les manifestants dans les escaliers tout en donnant des coups. Les personnes se sont défendues, une première a été interpellée. Puis devant le Palais de Justice, une partie du groupe s'est faite

encerclée et le reste courcée sur la place de la préfecture. Les cafetiers des «deux palais» ont aidé les flics à arrêter des gens. Un bus de police a emmené en tout 28 interpellés au commissariat central du 11ème arrondissement. Ils ont subi plusieurs fouilles et palpations et un contrôle d'identité parqués dans le parking sous terrain du comico. Presque tout le monde a été relâché, pour certains au bout de 4h30, sauf une personne qui n'avait pas ses papiers. Un ami a apporté ses preuves d'identité mais il s'avère que peu avant, la commissaire Nicole Bordas s'est défoulée sur notre camarade. Elle était menottée à un banc de fer. Au bout de 4h, elle se lève et la commissaire est entrée, lui a donné un coup de poing dans le ventre en criant «assise !». Elle s'est relevée en disant «Je ne suis pas un chien !» et la commissaire l'a étranglée et,

les mains autour de son cou, l'a soulevée. La flic a dit «je préfère les chiens à toi» et lui a mis sa matraque au travers de la bouche en criant «maintenant tu la fermes». Notre camarade assise s'est vu étouffée par le corps de la flic sous les regards de nombreux autres flics. Elle a passé la nuit en garde à vue.

29 avril, Paris : «Dans la nuit de lundi à mardi, une agence *Air France* située rue du Faubourg Poissonnière à Paris (9ème) a été attaquée. Les six vitrines de l'agence ont été brisées et un tag a été laissé "AIR FRANCE EXPULSE, BRISONS AIR FRANCE". En effet et depuis des années, la célèbre compagnie aérienne se charge d'expulser la majorité des sans-papiers arrêtés en France et emmenés de force en avion dans un autre pays, entourés de flics et souvent ligotés. Elle accorde

Pourquoi je me suis fait la malle

**Lettre ouverte numéro 1,
5 juillet 2008**

«*Agir en primitif et penser en stratège*», René Char.

Salut à tout-e-s les camarades, amis, salut à toutes celles et ceux qui de près ou de loin ont suivis nos histoires.

Je me suis fait arrêter en janvier, et après quatre mois et demi de prison et de luttes aussi pour obtenir des conditions décentes de détention, me voilà dehors en contrôle judiciaire depuis un mois. Le contrôle judiciaire, c'est une espèce de loi individuelle qui te dit ce que tu dois faire et ce qu'il t'es interdit de faire. Moi, je ne devais pas sortir du territoire de Belfort, ni du département de la Haute-Saône (Est de la France) où était fixée ma résidence, chez mon père. Mes déplacements étaient théoriquement limités à la recherche et à l'exécution d'un travail ou alors pour les besoins de l'enquête. L'idée, c'est un contrôle social fort et une mise à disposition de son corps à la police et à la justice. Moi, je devais par exemple aller chaque semaine montrer ma face à la gendarmerie locale et être «suivi» deux fois par mois par un flic social de la pénitencière, sorte de relais local avec le juge d'instruction. En gros les choses sont simples, tu te tiens à carreau, on/tu te trouves une place et tu y restes ou alors tu retournes en prison, et t'as pas intérêt à déconner avec ça.

J'ai eu, pendant le mois où je suis resté en contrôle judiciaire, la désagréable sensation d'être en dehors de tout espace de luttes, d'assister à ma propre mort en tant que sujet politique.

En acceptant leurs règles du jeu, c'est comme si je signais ma propre soumission, ma reddition en tant que révolté, même si parfois nous pensons qu'il est possible de se dire «*je joue le jeu un moment et après je serais tranquille*» ou alors «*je joue le jeu en façade*». Voilà, je me suis senti dépossédé du comment je choisis de me battre avec l'existant, je me suis senti dépossédé du comment je lutte pour une transformation radicale des espaces où nous vivons, et contre la médiation capitaliste de nos vies.

Alors mon geste est le geste simple de ma révolte contre ce que l'on tente de m'imposer. Je ne possède rien sinon ma propre vie et je pouvais choisir entre me laisser broyer et annuler tout ce que j'avais fait jusqu'alors ou bien me battre, ne pas accepter la situation qui nous est faite, prendre les espaces qui s'ouvrent à moi. Il ne me restait comme marge de manœuvre que l'illégalité, la clandestinité et la fuite. D'abord pour mettre un peu de distance entre les flics et moi. Ensuite pour oser vivre au présent, sans regrets.

Je sais que ce chemin est dur, que bien souvent, c'est la prison qui nous rattrape, que les griffes de la répression finissent par s'abattre sur celles et ceux qui luttent dans l'illégalité. Je sais aussi que je préfère quelques heures de liberté volée, arrachée à ceux qui nous oppriment, plutôt que respirer au compte-goutte et de la main du maître. Je veux vivre sans maîtres, sans personne pour me dire ce qu'il est bon ou mauvais pour moi. Peu importe ce que l'on pense de moi. Je veux vivre en révolte permanente contre l'oppression. Je veux, partant de là, tisser des liens qui per-

même des cartes de fidélité et des avantages à ses meilleurs «clients» flics qui escortent les personnes expulsées. Air France participe directement à la gestion des expulsions contre lesquelles de nombreuses actions et manif se succèdent depuis décembre. Sabotons la machine à expulser dans tous ses rouages et par tous les moyens possibles, harcelons les entreprises qui collaborent et qui profitent de cette politique d'expulsions. Liberté pour tous les prisonniers, avec ou sans-papiers, avec ou sans chlorate.»

30 avril, Paris : «Dans la nuit de mardi à mercredi 30 avril, deux distributeurs de la BNP (connue pour balancer des sans-papiers à la police) située rue Dugommier (12e) ont été défoncés à la masse, suivis de toutes les vitres du bureau de la



Croix Rouge (qui accompagne les expulsions en France, et gère des centres de rétention en Italie et en Belgique) situé rue Lemonnier (12e) et de celles d'une Mercedes à immatriculation d'une ambassade quelconque (contre tous les Etats). Cette même nuit, c'est aussi le siège de l'ANAEM (Agence nationale d'accueil des étrangers et des

migrations, ex-OMI, qui gère notamment les primes au retour) situé rue Bague (15e) qui a vu ses vitres voler en éclats. Contre tous les rouages de la machine à expulsions, la lutte continue... Solidarité avec celles et ceux qui se rebellent dans les prisons, les centres de rétention ou les commissariats.»

4 mai, Grenoble : Apéro-concert de soutien à Bruno et Ivan au squat Palm Bitch.

4 mai, Paris : Plusieurs centaines de personnes manifestent entre la Porte Dorée et le centre de rétention de Paris-Vincennes, où des retenus observent une grève de la faim, pour réclamer la fermeture des centres de rétention administrative (CRA). Des manifestants, qui criaient «*socialos collabos*», ont violemment pris à partie la députée socialiste de Paris George Pau-Langevin, qui a tenté de prendre la parole. Elle a dû être évacuée sous protection policière (et celle de membres du 9e collectif de sans papiers et de la CNT Vignoles). Par ailleurs, Keny Arkana et Kalash ont chanté devant le centre.

mettent l'agir collectif, car c'est cela la politique, s'entendre, à la base, sur ce que nous voulons, et agir en conséquence. Nous partons des problèmes que nous avons et nous agissons sans attendre qu'un chef vienne nous dire s'il est d'accord ou pas.

Fuir aujourd'hui du contrôle judiciaire, c'est me replacer avec celles et ceux qui luttent, c'est affirmer que je ne suis pas un corps à gérer, à qui on impose sa volonté, c'est dire que je n'en ai pas fini avec la critique de l'oppression, du pouvoir du capitalisme, que je n'en ai pas fini d'être un parmi des centaines et des milliers qui luttent dans les espaces qui sont les leurs contre la folie de notre époque. Je n'en ai pas fini de penser que c'est dans la lutte, cette réappropriation quotidienne de nos vies, que se trouve la liberté.

Je pense à toutes celles et ceux qui luttent dans la solidarité pour les camarades en prisons.

Une pensée particulière pour elles et eux, nos compagnons incarcérés, force courage et détermination.

Pour toutes celles et ceux qui échangent la destruction de nos vies contre de l'argent, une position sociale ou je ne sais pas quoi, vous n'aurez de moi que l'expression de mon plus profond mépris, je souhaite ne jamais vous revoir.

Feu à toutes les prisons.

Feu au capitalisme.

Depuis la clandestinité, Bruno

7 mai, Toulouse : Rassemblement de 30 à 40 personnes à 17h sur la place des Salins, derrière le Tribunal de Grande Instance. Des banderoles avaient été mises disant «*Non au terrorisme d'Etat*», «*Non à la répression de la contestation*» et «*Solidarité avec tous les prisonniers*». La lettre de Ivan et Bruno a été ensuite lue pour voir peu après un cortège partir en déambulation sauvage de la place des Salins jusqu'à la place Esquirol. Des slogans appelant à se révolter contre la politique de terreur de l'Etat, la fermeture de toutes les prisons et les centres de rétention se sont faits entendre tout le long du parcours.

10 mai, Paris : perturbation de l'émission Répliques de France Culture et lecture d'un texte, diffusé à l'antenne vers

9h30. Il se termine par «*Solidarité avec Ivan et Bruno et tous les enfermés. Merde aux croque-morts*».

13 mai, Grenoble : rassemblement à 10h devant le tribunal administratif en solidarité avec Régis (étudiant sans papiers arrêté dans sa chambre du CROUS), Najib (sans papier arrêté chez lui à Meylan) et tous les sans papiers, ainsi que Ivan et Bruno. Il y avait un peu plus de 80 personnes, des centaines de tracts expliquant les raisons du rassemblement ont été distribués ainsi que 200 exemplaires de la lettre publique écrite par Bruno et Ivan depuis les prisons de Fresnes et Villepinte. Une grande banderole a été déployée, similaire à celle qui avait été suspendue au-dessus de la manifestation de solidarité avec les sans-papiers à Paris le 5

avril dernier : «*Vive la solidarité avec les sans-papiers, liberté pour Bruno, Ivan et les autres*». Pendant le rassemblement, qui bloquait la rue Marcel Benoît, où se situe le tribunal administratif, quatre fumigènes ont été allumés et quelques slogans criés. Sur la rue Lesdiguières, lors de la manif lycéenne qui venait de commencer, deux fumigènes ont été allumés et des tracts appelant au rassemblement ont été diffusés. Arrivant sur la place de Verdun (où se trouvent à la fois le tribunal administratif et la préfecture), les lycéen-ne-s ont acclamé le rassemblement de solidarité avec Bruno et Ivan. Des fumigènes brûlaient alors dans la manif et dans le rassemblement, qui s'est finalement dirigé vers la manif, pour rejoindre les lycéen-ne-s en lutte.

24 mai, Paris : soirée hip-hop à la CIP-IDF «*Contre la machine à expulser, pour Ivan, Bruno et tous les autres*».

28 mai, Rennes : 80 personnes se sont réunies place de la mairie, pour exprimer leur solidarité avec les sans papiers en lutte dans les prisons administratives et aussi pour celles et ceux qui luttent solidairement... Une banderole a été déployé, des fumigènes ont été tiré, la lettre de prison d'ivan et bruno a été lu au mégaphone, des brochures distribuées...

5 juin, Montreuil : discussion autour de la solidarité sur le thème «*la meilleure défense c'est l'attaque*» au 26 rue Rochebrune, 18h.



Lettre d'Isa et Farid

«Plus faible sera l'opposition, plus étroit sera le despotisme» Orwell, 1984

TOUT EST PARTI TRÈS VITE. Nous étions deux lorsque notre véhicule a été contrôlé par les douanes à Vierzon. La fouille a abouti à trouver dans un sac des manuels de sabotage et de fabrication d'explosifs, le plan de nouveaux établissements pénitentiaires pour mineurs, disponible sur internet, et une petite quantité de chlorate de sodium. Sans doute la réunion de ces éléments donnait au contenu un sens particulièrement subversif... D'autant que Farid était fiché par la police politique pour son militantisme anticarcéral et son combat auprès des sans-papiers et des mal-logés. Quant à Isa, elle n'était connue d'aucun service de police.

Immédiatement, la sous-direction antiterroriste de Paris s'est saisie de l'affaire. Les perquisitions n'ont en réalité rien donné si ce n'est qu'elles ont permis de mettre sous scellé des pétards, des tracts et des revues engagés, censés corroborer l'idée d'un projet terroriste. Ce que nous réfutons catégoriquement.

Peut-on dès lors accuser quelqu'un d'un crime qu'il n'a pas commis et qui n'a pas été commis, sur des simples suspicions reposant sur des documents qui ne prouvent rien en soi ? En réalité, c'est la dimension politique qui a conduit à la lecture d'une telle menace. Cela signifierait que la lutte, la révolte, est un crime dont tout manifestant en colère, dont tout homme libre et engagé est coupable... ?

Nous avons été placés sous un régime de garde à vue de 96 heures, avec la possibilité de rencontrer un avocat à l'issue seulement des 72 heures. Nos ADN ont été pris de force et celui d'Isa aurait été retrouvé le printemps dernier sur un "dispositif incendiaire" retrouvé devant le commissariat du 18^{ème} arrondissement de Paris. Jusqu'à présent, l'enquête ramait. Isa a nié toute relation avec cette affaire. Par ailleurs, l'ADN est un outil fortement controversé : dans ce genre d'affaire, il est toujours utilisé pour accuser la personne mise en examen, et la pseudo-objectivité scientifique vient clore tout débat.

Tous deux n'appartenons à aucun groupe politique mais faisons partie de ces gens que vous avez sans doute croisé lors de manifestations, de rassemblements, de réunions publiques, de concerts de soutien, de projections de films, supports à débats... ; présents dans la lutte sociale et liés par le mouvement collectif.

Peut-être avez-vous entendu parler dans la presse des «anarcho-autonomes». Lorsque le grondement et la rage de la rue s'expriment avec de plus en plus de détermination, l'Etat a besoin de dire, pour mieux diviser, que le mécontentement est noyauté et manipulé par des groupes radicaux, extrémistes, aveuglés, et fascinés par la violence ; d'où l'existence de ce genre de catégorie censée désigner une figure imaginaire dont il faut se méfier et qui représente la limite à ne pas franchir, la menace de l'illégalité, de la répression, de la criminalisation... En somme c'est une stratégie pour taire et effrayer tous ceux qui se lèvent pour des idées, contre l'oppression, pour la liberté... Nous avons ainsi été étiquetés, malgré nous... vague notion qui soudainement cacherait des groupes organisés pour le terrorisme, cherchant à nuire «par l'intimidation et la terreur». Nous sommes devenus une menace terrible pour l'Etat... Il faut diaboliser le visage du quidam pour être crédible, en déployant toute l'artillerie du langage !

Nous avons donc été écroués sous mandat de dépôt avec la mention «détenu particulièrement surveillé» ou «détenu à haut risque», ce dernier étant propre à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Autant dire que nous n'avions pas fini de réaliser les enjeux et les répercussions de cette paranoïa et hystérie du pouvoir. Nous sommes soumis à une surveillance intense. Ainsi, sans être jugés, sans être condamnés,



nous sommes en proie à un acharnement politique qui s'efforce de fabriquer et de fantasmer au travers de nous, l'existence d'un réseau terroriste ultra dangereux. Maintenant que ce postulat est posé, tous les raccourcis sont possibles, toutes les interprétations doivent aller dans ce sens, tous les éléments sont traduits de sorte à ce qu'ils viennent le justifier. Tout cela est particulièrement inquiétant et délirant. En quatre mois de détention provisoire, nous avons eu le temps de sentir quelle était la logique de destruction, de vengeance et de punition de l'Etat vis-à-vis de ses sujets "insoumis" ; de subir son autoritarisme, notamment par des transferts entre maisons d'arrêt et des mesures d'éloignement arbitraires compromettant sévèrement la défense. Depuis peu, nous avons appris que le dossier de "Créteil" avait été joint au nôtre, histoire de rassembler les «anarcho-autonomes»...

Nous ne voulons pas être les pantins des enjeux du pouvoir d'institutions politiques et répressives : ne laissons pas l'Etat écraser les espaces de lutte...

Isa* et Farid*, mai 2008

depuis les prisons de Lille-Séquedin et de Meaux,

* surnoms

A propos des transferts d'Isa et Farid

L'AP s'enflamme pour une histoire de dessin. La personne incarcérée à la Maison d'arrêt pour femme de Fleury s'est faite transférée à Séquedin (près de Lille) pour avoir dessiné les murs qui l'entourent de "manière plutôt réaliste". "Antécédents avec des plans", "terroriste", la prison se monte le chou : les dessins se transforment en plan d'évasion.

Egalement pour le second, un transfert de Fleury à la prison de Chauconin (Meaux). Le motif officiel est une instruction concernant son tabassage par des détenus assez bêtes pour écouter les manipulations d'un maton qui a fait tourner la rumeur que le camarade était un nazi, un facho... Pratique souvent utilisée par l'AP pour monter les détenus les uns contre les autres. Ce motif de transfert n'est qu'un prétexte étant donné qu'il avait changé de bâtiment quelques jours plus tard.

La méthode du transfert fréquemment utilisée contre les prisonniers a souvent les mêmes conséquences : l'éloignement familial, la perte de relations avec les autres détenus, beaucoup moins de visite de l'avocat, la perte d'affaires et de courriers. Ils sont incarcérés dorénavant dans des prisons toutes nouvelles, connues pour leur fonctionnement plus sécuritaire et atomisant, où les logiques de la surveillance sont plus aiguës.

Alors que l'Etat cherche à nous séparer et à nous casser à grands coups de catégorisation et d'étiquette, la solidarité active avec les emprisonnés est indispensable. **Solidarité avec les détenus !**

[Extrait d'un texte paru le 11 mai 2008 sur Indymedia Paris]

Vues du délire anti-terroriste

Farid, mis en examen de la fantasmée «mouvance anarcho-autonome francilienne» raconte...

[Ce texte a été écrit à la maison d'arrêt de Meaux-Chauconin où j'étais incarcéré jusqu'au 26 mai 2008, date à laquelle j'ai été libéré sous contrôle judiciaire après une décision de la chambre de l'instruction, contre l'avis du parquet anti-terroriste et de la juge d'instruction, ce qui montre bien que, même à l'intérieur de l'appareil judiciaire, leur délire a des limites. Isa, avec qui j'ai été arrêté est, elle, toujours emprisonnée et il faut maintenant faire tout notre possible pour obtenir sa libération à elle aussi.]

JE ME SUIS FAIT ARRÊTER AVEC ISA le mercredi 23 janvier 2008 lors d'un banal contrôle douanier à la hauteur du péage de Vierzon, comme il y en a tant sur les routes de ce pays. Enfin, dès que les douaniers ont vu que j'étais fiché par les RG, le contrôle est tout de suite devenu moins "banal". Et n'en parlons pas quand ils ont découvert le contenu du sac (du chlorate de soude acheté en quincaillerie, des plans de prison pour mineurs en construction qu'on peut trouver sur internet et des ouvrages sur des techniques de sabotage : pas de quoi fouetter un chat pourtant... mais un anarcho-autonome présumé si !). Ensuite, direction la gendarmerie à côté, placement en garde à vue mais rien de spécial, c'est-à-dire droit à prévenir un proche et un avocat. Les choses ont changé radicalement quand la brigade anti-terroriste est arrivée, décision expresse du parquet anti-terroriste de Paris, comme si ils attendaient que l'occasion se présente... Avec eux, ça devenait plus grave tout d'un coup, le seul fait de cette "prise en charge" comme ils disent, nous transformait en "terroriste". Dès le trajet à 200 à l'heure vers Paris, la pression commence : «T'as pas l'air de te rendre compte de ce qu'il t'arrive !», le jeu sur le caractère exceptionnel de la procédure sera permanent. Et direct en arrivant à Paris vers 22h, perquisition chez moi, apparemment ils s'attendent à trouver un arsenal, alors faut foncer armes au poing ! Des mecs des RG arrivent et c'est parti. Du coup, sept à retourner 25m carré, ça bosse dur et ils mettent la main sur... des tracts et des pétards. Je les sens un peu déçus. On fait même demi-tour à toute blinde parce qu'un peu fébriles, ils ont oublié... des affiches !

Mais comme on aura l'occasion de le voir à de nombreuses reprises par la suite (NB), il leur suffit de pas grand-chose, voire rien, pour charger le dossier... Si c'était une pathologie, ça serait entre la mégalomanie et la mythomanie, mais là, non, c'est de la «*lutte contre le terrorisme d'extrême-gauche*». C'est comme ça que je lirai après, incrédule, dans leurs papiers, qu'ils appellent les pétards des «*mélanges oxydants réducteurs pouvant être utilisés comme chargement d'engins explosifs improvisés*»...

Là, direction le siège de la DNAT à Levallois-Perret, hommes en armes aux aguets à l'entrée, on entre dans un bunker en préfabriqué ultra sécurisé : les grands moyens sont déployés pour nous, et on se demande à quelle sauce on va être dévoré ! On est placé chacun aux extrémités des locaux de garde à vue, il n'y a que nous. Isolement sensoriel garanti : un store devant la vitre de la cellule empêche de voir même le couloir, on n'entend rien de l'extérieur, l'insonorisation est totale, le seul bruit est celui de l'aération qui ne se déclenche pas au même moment dans nos deux cellules et couvre ainsi nos cris pour nous donner du courage (ça les empêche pas de nous punir en laissant allumé une sorte de néon aveuglant dans la cellule). Vont suivre 3 jours d'interrogatoire intensif, ouvrable de 7h à minuit. Ici oui, on travaille plus pour gagner plus. Ils viennent nous chercher trois fois par jour, de préférence quand ils ont vu avec la caméra dans la cellule qu'on s'était endormi. On ne sait jamais quelle heure il est, combien de temps on a déjà passé dans cet enfer froid. Ils nous cuisinent pendant 2 à 3 heures interminables à chaque fois. Une des menottes est accrochée à un anneau rivé au bas du mur, ça facilite la chute ! Tout est fait pour nous rendre étrangers à nous-mêmes, la tête

dans un étou, c'est l'aliénation totale qui nous guette. Le ton monte au fur et à mesure, ça sent l' "obligation de résultat", les aveux à tout prix. Les deux mêmes flics, tout au long des 3 jours, qui m'entourent pour m'interroger reçoivent souvent des coups de fil de leur hiérarchie et se plaignent que le chef quand même... Ils essayent de nous diviser et jouent sur tous les registres, tentant l'humour de temps en temps (enfin à leur manière, «*nous, les manifs, on est pas contre... si c'est des manifs d'avocats, ah ah ah*») de plus en plus menaçants («*tu te rends pas compte, tu pars pour 10 ans là, le juge il va voir "soutien à Action Directe", tu vas visiter un mec en prison, il a déjà pris sa décision, alors dis nous tout maintenant parce qu'après tu vas aller moisir en prison*»). Finalement, les mêmes techniques que dans les garde à vue de droit commun par lesquelles j'ai déjà pu passer, sauf que là, les moyens pour impressionner, écraser, faire peur somme toute, sont décuplés et qu'il est beaucoup plus dur de préserver son intégrité psychologique en déclarant quelque chose.

Vers la fin des 96h, comme je ne reconnais rien de leurs délires, j'ai droit au coup de pression du chef en personne qui vient me dire que de toutes façons, étant une "valeur sûre" pour eux, déjà sous surveillance de la SDAT depuis quelques temps, il a eu le juge au téléphone et mon sort est réglé, la prison !... En même temps, je les entends gueuler sur Isa puis se congratuler pour l'avoir «*fait passer à table*»... de vraies hyènes ! Un dernier interrogatoire le samedi soir vers minuit, au cas où j'avouerais enfin, «*parce qu'après il sera trop tard*». Jusqu'au bout, ils essayent de faire croire à un enjeu de leurs interrogatoires et jouent sur la peur de la prison (et du temps qu'on va y passer), alors que comme ils le disent eux-mêmes, tout est déjà joué ou se jouera ailleurs... Et puis ils nous demandent de signer qu'on n'a subi aucune violence physique ! La torture blanche par contre, ils connaissent pas ! Ensuite, on est transféré au dépôt de Paris, où on arrive au milieu de la nuit. On y reste toute la journée, la crasse et le bruit ont quelque chose de rassurant. Enfin, le dimanche soir, c'est-à-dire une grosse centaine d'heures après notre arrestation, à bout de forces au moment où il en faut le plus, on passe devant la juge d'instruction anti-terroriste qui signifie la mise en examen et demande la détention préventive, puis devant le juge des libertés et de la détention qui nous incarcère à Fleury-Mérogis (c'est le même juge qui avait déjà renouvelé la garde à vue et dont les flics disaient qu'ils en voyaient pas l'utilité vu qu'il suivait toujours le procureur...).

Le lendemain, après avoir enfin dormi, je lis l'ordonnance de mise en détention provisoire : je suis mis en examen pour ma «*participation*



présumée à une association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme, en l'occurrence pour avoir participé aux activités de la "mouvance anarcho-autonome francilienne" [...], ces faits s'inscrivant dans le cadre d'actions concertées et violentes visant à déstabiliser les structures de l'état français.» J'ai du mal à me dire que ce bout de papier écrit dans un langage si étranger parle de moi.

Mais par la suite, lors des interrogatoires au cabinet de la juge d'instruction, j'ai vu que si, c'est bien de moi qu'on parlait et même que de ça. Une véritable obsession, tout y passe : l'enfance, la famille, les voyages, les lectures, et toujours pour chercher des racines fantasmées au terrorisme. Sans parler de l'expertise psychiatrique surréaliste («*Que pensez-vous de vos parents ? Avez-vous des problèmes avec les femmes ? Est-ce que vous vous aimez ?*»), qui sera pourtant souvent citée pendant l'instruction. Et plus que des actes, c'est la dangerosité qui est jugée, la dangerosité d'une vie qui se veut en lien avec tous ceux qui luttent contre l'exploitation et l'oppression de ce système.

Puis la base de ce délire paranoïaque se trouve dans le contexte social actuel de révolte réelle ou crainte, et dans l'interprétation de certains faits par la police aux ordres du pouvoir politique. En effet, il paraît que depuis l'élection de Sarkozy, les actions violentes se multiplient. Les rapports de police créent alors un lien entre toutes ces actions pour les attribuer à une même organisation. C'est plus facile, et puis c'est pratique quand il s'agit de charger des dossiers. L'ennemi intérieur trouvé, il faut lui donner un nom. «*Organisation*» c'est un peu gros quand même, alors on va appeler ça «*mouvance*», c'est passe-partout ! Et comme les RG ne se renouvellent pas beaucoup, on va aller chercher un nom dans les années 80, où flotte le spectre de la lutte armée. Alors «*anarcho-autonome*». Que personne ne se soit jamais revendiqué comme tel n'est pas un problème... Il fallait bien trouver un nom. Vous avez déjà vu une organisation terroriste anonyme vous ? C'est la magie de l'Etat, autrement dit un montage politico-judiciaire en bonne et due forme.

Ils fabriquent des "terroristes" pour étouffer toute contestation libre par la terreur et accroître leur contrôle.

A bas les montages de l'anti-terrorisme épouvantail d'un Etat en voie de totalitarisation.

Face à leur répression, notre révolte reste déterminée. Nous n'avons plus peur.

Liberté pour Isa ! Liberté pour tous !

NB : J'ai été transféré à Meaux-Chauconin pour «*proximité avec les prisonniers basques*» parce que... nos cellules étaient côte à côte au D5 à Fleury. Isa a été éloignée à la prison de Lille-Séquedin pour «*suspicion de tentative d'évasion*» à cause... d'un dessin de la cour de promenade de la MAF de Fleury qu'elle m'avait envoyé. Maintenant, on apprend que son éloignement va se poursuivre à la prison de Rouen. Il est donc grand temps d'agir pour que cesse ces mesures disciplinaires arbitraires et pour le RAPPROCHEMENT D'ISA dans la région parisienne.

[Paru le 17 juin 2008 sur Indymedia Nantes]

Troubler gravement l'ordre public

I NUTILE de nous étendre ici sur les raisons d'un regain de tension : révoltes plus ou moins diffuses, grèves spontanées, mouvements sociaux qui débordent le cadre légal imposé... et pas seulement en France.

Tout un chacun sent bien l'oppression quotidienne au travail, pour se nourrir, se loger. Aussi, maintenir le capitalisme nécessite pour ses gestionnaires d'exercer une pression de chaque instant sur ceux qu'ils exploitent : la Loi, le contrôle et la peur restent leurs meilleurs outils.

Séparer. Isoler. Catégoriser. «*Diviser pour mieux régner*» sera toujours l'une des pratiques les plus efficaces du pouvoir. Son instrument de propagande, la presse ; mène régulièrement des campagnes ciblées : révoltes, débordements, fait-divers passent successivement sous le feu des projecteurs, sous la hargne du procureur, et, soi-disant avec le consentement populaire, doivent finir derrière les barreaux.

Depuis quelques années, la figure du terroriste reprend du poil de la bête et, mondialement, cela fonctionne à merveille. En France, l'Etat place dans le «fourre-tout terroriste» tous ceux qui le menacent politiquement, que ce soit ceux qui souhaitent se substituer à lui (intégristes religieux, nationalistes,...) ou ceux qui veulent l'abattre définitivement. L'irrationnel prend alors, dans l'imaginaire collectif, le dessus sur toute analyse politique.

Un vieil épouvantail est agité depuis les élections présidentielles de 2007 : les «autonomes». Police et médias accolent l'étiquette «*mouvance anarcho-autonome*», réduisant ainsi à un réseau organisé, tout un ensemble diffus d'idées et de pratiques libératrices. Assumer la critique de l'Etat et du Capital en paroles et en actes impose, de fait, une confron-



tation physique et matérielle avec ces derniers. Chose qui paraît impossible à la plupart des gens et qui, si elle existe, ne peut être que le fruit d'une manipulation de la police, d'une théorie du complot, de petits écervelés ou encore de pratiques d'extrême-droite... Autant d'explications repoussoirs et annihilantes pour affirmer que la critique en actes ne serait pas à la portée du commun des mortels. Ce qui renforce le sentiment d'impuissance généralisé.

Rien d'étonnant à ce que l'Etat veuille fusionner ces deux peurs : peur du «terrorisme», peur des «anarchistes». C'est à nouveau chose faite depuis quelques mois.

Si l'idée de constituer ce dossier de presse nous est chère, c'est qu'il s'agit de démonter, une bonne fois pour toute, ce mécanisme qui incarcère directement un petit nombre et qui souhaite museler le plus grand nombre. Nous avons voulu compiler quelques articles de la presse bourgeoise largement inspirée des dires de la police et de la justice, ainsi que de plus nombreux textes, analyses, affiches,... en réponse à la peur terroriste.

Solidarité avec les camarades incarcérés !

Pas de peur qui tienne !

Rage et détermination !

[Introduction du dossier *Mauvaises intentions*, mai 2008, 44 p. Disponible sur Infokiosque.net]

Quelques bassesses...

«On notera, comme chacun qui consulte régulièrement les brèves du désordre, et notamment pour suivre l'état des affaires dites «anti-terroriste» et ainsi organiser leur soutien, qu'apporter une contribution à la solidarité avec les camarades peut vous voir traité de «crapule degôche»¹. On attend prochainement d'autres titres aussi pertinents du genre «les pêcheurs poujadistes attaquent la police», ou «les moralistes bien-pensants qui soutiennent les sans-papiers se font flashballer la gueule».

Eric Hazan, n'est sûrement pas tant que ça de gauche, ni vraiment une crapule, pas plus une crapule de gauche que d'autres auteurs d'articles sur le sujet (l'article de CQFD aussi médiocre soit-il n'a pas le même traitement), alors c'est qu'il doit certainement avoir fait quelque chose de très très peu «pur». Eclairiez-nous. On se dit : sûrement rapport à certains textes qu'il édite et qui doivent rentrer dans une de ces compétitions parisiennes, un peu obscure pour nous qui luttons dans une autre grande ville française. Toujours est-il qu'au moment où un nombre (certainement grandissant) de camarades a besoin de sortir à la fois de taule et à la fois de la caricature politico-judiciaire-médiatique que l'on essaye de leur coller, est-il vraiment nécessaire de tomber dans ce genre de mesquinerie ?

...Quelques faux amis

Lorsqu'ont commencé à paraître dans la presse degôche (Politis, CQFD) des articles qui se voulaient «de soutien» avec les camarades inculpés et incarcérés dans les récentes affaires d'«association terroriste», les compagnons qui animent la partie *Brèves du désordre* du site de notre journal ont alors créé une nouvelle rubrique, intitulée *crapules médiatiques*, afin que soit minimalement clair ce que nous pensions de cette presse-là. Et comme le sieur Hazan bénéficie parfois d'une aura de radicalité (parce qu'il est passé chez Mermet sur France Inter ?), nous avons ajouté à côté du titre de son article, «par une crapule degôche».

Et puisqu'on nous le réclame, disons deux mots «éclairants» supplémentaires à propos de certains faux amis. Oui, certains textes qu'édite le directeur de *La Fabrique* nous déplaisent, livres que tout lecteur d'une grande ville française, et même étrangère, ne devrait pas avoir trop de difficulté à se procurer, s'il le voulait vraiment.

Prenons par exemple ce titre, *Journal d'un gardien de la paix* d'Erik Blondin, (2003). Ce flic a vingt de carrière, est passé par la crim', a créé le Syndicat de la Police Nationale (SPN) et parle de ce «beau métier où on aide les gens et protège la société». Il a aussi cosigné l'appel des *Gaullistes de Progrès* à voter pour Royal à la Présidentielle de 2007.

Ou alors prenons cet autre, *En garde à vue. Médecin dans les locaux de police* de Patrick Charlot (2005). Ce type qui est médecin légiste et médecin de garde-à-voir, soit auxiliaire de police, se bat pour que «tout ce qui s'y passe [en Gav] ne réponde qu'aux nécessités de l'enquête». Son bouquin s'adresse d'ailleurs aussi «aux professionnels [sic] de la justice et de la police».

Prenons sinon, pour faire court, le tout dernier titre édité par La Fabrique : *Petit panthéon portatif* d'Alain Badiou (2008). Cet universitaire a été un émule du capitalisme d'Etat chinois (dirigeant de l'Union des communistes marxistes-léninistes de France, UCFML, fondée en 1970) avant de proposer une nouvelle organisation post-maoïste, l'Organisation Politique, fondée en 1985, dont il est le secrétaire. De nombreux compagnons ont eu affaire, notamment sur les foyers africains, aux pratiques pacificatrices de l'OP dans les luttes, via sa vitrine : *Le Rassemblement des collectifs des ouvriers sans papiers des foyers*. Il propose par exemple de ne surtout pas s'affronter avec la police (avec des slogans comme «pour la paix civile») au nom d'«une autre idée de la France est possible». Enfin, lorsqu'un journaliste quelconque de France 3 lui parle en octobre 2007 de la violence des opprimés, ce parasite d'Etat n'a qu'une réponse : «La seule force qu'ils puissent avoir c'est celle de leur organisation et de leur discipline». La messe est dite.

Revenant à Hazan, l'éditeur de flics qui ne serait ni crapule ni de gauche, il publie dans son dernier bouquin édité au Seuil un entretien avec un «esprit lucide» (le Badiou en question) et un autre avec un «marxiste sensible et

On osera un «tous les moyens sont bons» (tant qu'ils n'impliquent pas de compromission politique) pour les sortir de là. Et un intellectuel de gauche est un «moyen» parmi d'autres. Loin d'un quelconque «dépassons nos différences».

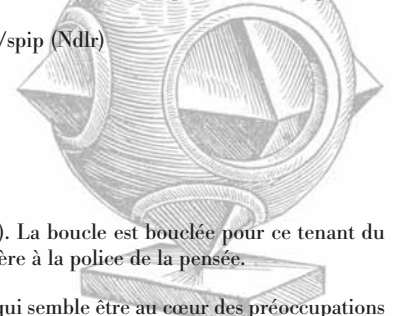
Régler ses comptes par les temps qui courent est assez odieux vous l'admettez. Certains ont profité de la situation pour le faire (CNT-AIT, pièce et mains d'œuvre), et on ne peut appeler cela que de la dissocation.

Rien à foutre d'Eric Hazan, mais juste «et maintenant à qui le tour» ? Ceux et celles qui organisent des rassemblements de soutien aux inculpés appelés par RESF et Sud, parce qu'ils auraient dû avoir le courage de se passer de ces signatures et le faire seuls, purs, et loins de ces salopes gauchistes ?

En espérant que se battre pour des camarades catalogués comme «ultra-gauche», cela ne voudra pas dire se battre avec la crainte de se faire cracher dessus pour mauvaise conduite, dans un concours de radicalo-purisme. Ou alors toute «campagne» de solidarité est vouée à l'isolement et à l'échec.

Reçu le 9 juin 2008 par mail de tempo1234

1. Voit <http://cettesemaine.free.fr/spip> (Ndlr)



subtil (Bensaïd, ponte de la LCR). La boucle est bouclée pour ce tenant du communisme. De la pensée policière à la police de la pensée.

Reste la question de la solidarité, qui semble être au cœur des préoccupations de notre lecteur. Si la distinction entre les individus qui adhèrent à une organisation et cette dernière en tant que telle est toujours de mise, c'est une chose que d'appeler à un rassemblement sur ses propres bases où viennent celles et ceux qui les partagent, et de le cosigner avec des organisations, engageant alors tout ce qu'elles sont, et liant son contenu à un racket de boutiques. Doit-on encore rappeler le rôle des syndicats dans la cogestion de l'exploitation (sans parler par exemple du cas Sud Douane ou de feu Sud-RG) ? Est-ce un concours de radicalo-purisme que de poser comme limite extrêmement minimale le refus de toute collaboration avec la police ou ses auxiliaires (police de la pensée, police du travail, police de la rue, police des luttes) ?

Enfin, sur le thème du «tous les moyens sont bons», débat historique entre marxistes et anarchistes, nous opposerons simplement ici sans développer plus avant, tant cela nous semble évident, une cohérence entre les moyens et les fins, justement parce que ces dernières sont toujours contenues dans les premiers. «Nous considérons les fins inséparables des moyens, parce que les méthodes de lutte laissent déjà entrevoir la vie pour laquelle nous nous battons» écrivait déjà un compagnon du fond de sa prison italienne dans *A couteaux tirés*.

L'isolement ne sera pas brisé en serrant bien fort les fesses tous ensemble, pas plus qu'en allant chercher les rejets des institutions, qui sont un des piliers de ce système de domination qui nous prive de ces camarades. Nous pensons que face à la répression, il faut plutôt s'interroger sur quoi faire pour nuire à cette société dans son ensemble, et trouver les réponses au cours de l'action. Nuire en continuant de lutter, en se tournant vers l'inconnu de la conflictualité sociale, en sortant des milieux clos où nous nous enfermons, souvent volontairement. Lutter pour une subversion des rapports sociaux plus que vers la construction d'alliances militantes entre faux amis. Une subversion faite de quotidien aussi, parce que c'est là, dans la vie de tous les jours, que se joue la guerre sociale, au-delà des manifestations catégorielles, mouvements sociaux et autres échéances dictées par d'autres. En y intégrant nos camarades incarcérés, les rendant ainsi présents dans nos luttes, plus qu'en en faisant une question spécifique qui justifierait tous les moyens au nom d'une quelconque efficacité ou d'un chantage affectif («les faire sortir»).

On te laissera donc jouer tout seul avec tes «intellectuels de gauche», dans un concours de l'abjection que tu gagneras facilement, faute de participants.

Des ennemis de toutes les polices (et de leurs amis)

SEMAINE DE SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES

DU 9 AU 16 JUIN 2008

Ivan, Bruno et Damien sont interpellés le 19 janvier 2008 sur la route les menant à la manifestation vers le centre de rétention de Vincennes (près de Paris), en possession de fumigènes artisanaux et de clous tordus (crève pneus). Arrêtés, ils refusent l'identification par empreintes et par ADN. Deux sont placés en détention, un est sous contrôle judiciaire.

DEUX AUTRES PERSONNES sont arrêtées le 23 janvier par la douane, lors d'un contrôle routier près de Vierzon. Dans leur coffre, du chlorate, des plans d'une prison pour mineurs (EPM) et des manuels de sabotage. Elles sont incarcérées sous une juridiction spéciale : l'antiterrorisme. Les flics les accusent d'avoir eu l'intention de s'attaquer à un EPM et pour l'une des deux, d'une tentative de sabotage sur un véhicule de police.

AUJOUR'HUI, tous les cinq sont mis en examen pour " détention et transport de substances explosives ou incendiaires " et " association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste ". Quatre

d'entre eux sont incarcérés depuis quatre mois.

LE MANDAT DE DÉPÔT de deux d'entre eux vient d'être reconduit pour quatre mois supplémentaires par les juges anti-terroriste, tandis qu'une autre a déjà un mandat d'un an.

DES RÉCENTES MUTINERIES dans les centres de rétention aux grèves avec occupation de leur lieu de travail par des centaines de sans-papiers, cela rappelle à tous qu'exploitation et enfermement sont liés. Non seulement par le développement du travail en prison ou l'aspect toujours plus carcéral des conditions d'exploitation, mais aussi parce que l'incarcération (des sans-papiers, des mineurs, de ceux qui s'obstinent à survivre hors du salariat ou de tout ennemi de l'intérieur) est une des menaces qui permet à tous d'accepter des conditions d'exploitation toujours plus infâmes.

LA NÉCESSAIRE SOLIDARITÉ avec les prisonniers ne peut pas être exclusivement matérielle. Elle se constitue aussi de

toutes les luttes, de tous les actes et résistances qui s'opposent et s'attaquent à la bonne marche de l'Etat et du Capital. Elle se veut également une extension et une intensification de la révolte...

QU'IL S'AGISSE DE FUMIGÈNES allumés à Dijon, Grenoble, Toulouse ou Paris, de banderoles déployées, d'organismes liés aux expulsions attaqués, de tags et de blocages dans les rues ou d'une émission de radio perturbée, plusieurs actes de solidarité se sont déjà déroulés un peu partout. L'idée d'une semaine de solidarité entre le 9 et le 16 juin est d'intensifier à cette période divers actes solidaires qui pourront se répondre et qui ne s'arrêteront peut-être pas là...

SOLIDARITÉ avec les deux de Vierzon, avec Bruno, Ivan, Damien et les autres ! Liberté pour tous les prisonniers, avec ou sans papiers ! Liberté pour toutes et tous !

Toute contribution pratique à la semaine de solidarité sans frontières pourra aussi être envoyée à : solidarite_sans_frontieres@riseup.net



Paris, 9 juin

Chronologie autour de la semaine de solidarité sans frontières

7 juin, Lyon : À 15h une petite centaine de personnes est rassemblée derrière la préfecture, rue Dunoir, derrière une banderole («*Vive la solidarité avec les sans-papiers. Liberté pour Bruno et Ivan*»). Le temps de lire la lettre écrite en taule par les camarades inculpés et le petit groupe décide de s'ébranler hors de ce trou à rat, histoire d'être un peu plus visible un samedi après-midi. Des fumigènes sont allumés, dont certains artisanaux (terroristes !). Les slogans ? Contre les prisons, les frontières, en solidarité avec les sans-papiers et puis «liberté pour Bruno et Ivan».

9 juin, Genève : «Dans le cadre de la semaine de soutien aux camarades

arrêtés avec des fumigènes au cours d'une manifestation au centre de rétention de Vincennes (près de Paris) : une affiche de soutien intitulée " Qui sont les terroristes ? " a été placardée sur une dizaine de maisons occupées et évacuées depuis l'été dernier.

8-9 juin, Paris : «Dans le cadre de la semaine de solidarité, trois banderoles ont été posées dans le 18ème arrondissement de Paris dans la nuit de samedi à dimanche et de dimanche à lundi :
- "Résistances aux contrôles Plus de papier du tout" sur un échafaudage de la rue du Poulet (héhé)
- "Emeutes dans les centres de rétention solidarité" sur une grille du square Léon

- "Les sans-papiers en lutte solidarité avec" sur un pylône de signalisation pour les trains sur la rue du Département.»

8-9 juin, Lyon : «Résistance active contre la machine à expulser. Dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 juin, cinq institutions participant activement à la traque et à la «gestion» des sans-papiers ont été attaquées, à Lyon. Leurs vitres ont été brisées et leurs façades peinturlurées.

-L'ANAEM (ex OMI), qui gère la main d'œuvre étrangère et organise les retours volontaires vers les pays d'origine : «L'ANAEM déporte et humilie».

-Air France, qui permet la déportation quotidienne des sans-papiers : «non



Paris, 9 juin



Paris, 9 juin

à la déportation des sans-papiers».

–La Police de l’Air et des Frontières, qui réprime, contrôle et déporte les sans-papiers : «PAF=NAZI».

–Un bureau de vente Bouygues Immobilier, qui construit les prisons et les centres de rétention : «non aux prisons».

–Une agence BNP, qui exploite et livre les sans-papiers. Solidarité avec les enfermés/es, avec ou sans chlorate !»

9-10 juin, Brest : «Au matin du 10 juin, les brestoises et brestois ont pu voir la ville parsemée de tags : “Guerre sociale”, “mort aux keufs”, “Nos révoltes font nos solidarités et vice-versa”, “l’état assassine, réappropriation de la violence”, “Libérez les autres”, “Plutôt chômeur que militaire”... Ainsi qu’une banderole posée sur un pont au-dessus de la voie express Quimper-Brest : “Contre toutes les prisons”. La nuit du 9 a été une nuit d’action en faveur de la libération des deux de Vierzon (Isa et Farid) suite à

l’appel à solidarité pour Bruno, Ivan et Damien récemment libérés ainsi que pour tous les prisonniers ! Ici comme ailleurs, contre toutes les prisons !!!»

9+11 juin, Moscou (Russie) : Environ 30 anarchistes sont venus devant l’ambassade de France, ont distribué des tracts et crié des slogans en Russe et en français : «Solidarité avec les sans-papiers !», «Non à la répression !», «Non à la terreur !». Une banderole a été accrochée sur l’ambassade avec le slogan «Solidarité avec les sans papiers et les anarchistes qui sont soumis à la répression !» et des fumigènes ont été allumés pour exprimer une symbolique de solidarité avec les compagnons, accusé de terrorisme pour avoir possédé ce même type d’objet. Le premier acte de solidarité avec les incarcérés avait eu lieu le 9 juin : des anarchistes ont allumé des fumigènes devant l’ambassade de France, en scandant des slogans.

11 juin, Rouen : «Aujourd’hui mercredi 11 juin à 20h une banderole a été déployée à Rouen, sur l’immeuble du Théâtre des Arts, à l’occasion d’un concert. On pouvait y lire : “Destruction des centres de rétention. Liberté pour Isa et tous les prisonniers”. Des tracts expliquant l’objet de la semaine de solidarité sans frontières ont été lancés depuis le toit ainsi que les lettres d’Ivan et Bruno et Isa et Farid. Solidarité pour tous les sans-papiers et tous les prisonniers !»

11 juin, Grenoble : Rassemblement à 13h30 devant la Préfecture puis occupation pendant quelques heures du Musée de la Résistance par une cinquantaine de personnes. Des banderoles («solidarité avec les sans-papiers», «résistons encore !» ou «ni prison, ni frontières, ni matons, ni charters») ont été déployées sur sa façade, et de nombreux tracts distribués.

12 juin, Paris : «Jeudi après-midi, dans le cadre de la semaine de solidarité sans frontières avec Isa, Farid, Ivan, Bruno, Damien et tous les révoltés, une trentaine de personnes ont attaqué l’APIJ (Agence Publique pour l’Immobilier de la Justice) à Paris dans le XIIIème arrondissement. L’APIJ (anciennement l’AMOTMJ) est un acheteur public qui s’occupe de mettre en œuvre les programmes immobiliers du Ministère de la Justice, c’est-à-dire de s’occuper principalement de la construction des prisons. Lors de cette action, une grande quantité de déchets en tout genre a été déversée dans le hall de l’agence ainsi que sur la façade : œufs de peinture, huile de vidange, boules puantes, litières, ordures, nuage de farine et autres mixtures bien pourries. Des slogans ont été tagués à l’entrée : “Guerre sociale”, “Feu aux prisons”, “La terreur d’Etat c’est ici”. Solidarité avec tous les prisonniers, avec ou sans papiers, avec ou sans chlorate ! Liberté pour Isa, incarcérée à Lille, et tous les prisonniers ! Feu aux prisons et aux centres de rétention !»

12-13 juin, Paris : «Dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, deux entreprises collaborant avec l’Etat ont été attaquées à Paris. Dans le 9ème arrondissement, rue du Faubourg Poissonnière, une agence Air France a eu toutes ses vitrines brisées et un slogan a été tagué dessus : “SABOTONS LA MACHINE A EXPULSER”.

Air France prend en charge volontairement l’expulsion de la plupart des sans-papiers arrêtés. Dans le 20ème, rue des Pyrénées, c’est une agence Bouygues Telecom, l’entreprise Bouygues étant l’un des principaux constructeurs de prisons et de centres de rétention, qui a eu ses vitrines endommagées et taguées “FEU AUX PRISONS”. Rappelons que l’Agence Air France du Faubourg Poissonnière avait déjà été attaquée de manière similaire il y a deux mois. Continuons à harceler les entreprises qui font leur fric en construisant des prisons ou en expulsant des sans-papiers ! Ces actions ont eu lieu dans le cadre de la semaine de solidarité sans frontières avec Isa, Farid, Ivan, Bruno, Damien, tout mis en examen sous une juridiction antiterroriste pour s’être révoltés contre ce monde et avoir participé à des luttes contre les expulsions et contre tous les enfermements. Isa est encore incarcérée à la prison de Lille. Cette semaine est l’occasion d’exprimer, chacun à sa manière, sa solidarité avec tous les enfermés et tous les révoltés. DESTRUCTION DES PRISONS LIBERTE POUR ISA ET LES AUTRES»

13 juin, Thessalonique (Grèce) : Un peu plus d’une soixantaine d’anarchistes, antiautoritaires et autonomes ont participé à un rassemblement devant le consulat de France, qui a duré une demi-heure et s’est terminé en petite manifestation. «La politique anti-terreur de l’Etat ne peut pas nous terrifier, elle ne peut que nous rendre plus enragés et plus déterminés. Solidarité avec les deux de Vierzon, Bruno, Ivan, Damien. Liberté pour tous les prisonniers, avec ou sans papiers. Liberté pour tous».

13 juin, Turin (Italie) : 1 heure et demi d’émission sur radio black out pour parler de la situation française par rapport aux cra, l’adn, les opérations anti-terroristes et puis pour parler des copains en taule, pardon, des copains qui étaient en taule... lecture des 2 lettres et d’autres documents de «mauvaises intentions».

13-14 juin, Santa Cruz-Californie (Etats-Unis) : «Peu après minuit, vendredi 13 juin, le tribunal de Santa Cruz a expérimenté non pas de la malchance, mais un acte délibéré de révolte. Inspiré par des actions récentes dans le coin et les luttes d’autres personnes partout dans le monde, des galets ont été lancés à travers



Lyon, 7 juin



Paris, 15 juin



Grenoble, 11 juin



Paris, 12 juin

deux baies vitrées. La rupture des vitres a été pour nous un moment de pure joie. Nous aimerions la dédier à tous les prisonniers et détenus forcés de subir la farce déshumanisante de la froide justice, et en particulier à ces compagnons : Eric McDavid, Marie Mason, Daniel McGowan, Leonard Peltier, John Graham, les guerriers Mohawk de Tyendinaga et des Six Nations, les émeutiers d'Olympia Washington, Lukas Winkler, Stephanie Trager, and Sven Maurer (squatters de Munich), Isa, Farid, Damien, Bruno et Ivan (de France).»

13-14 juin, Paris : «Dans le cadre de la semaine internationale de solidarité avec Isa et tous les autres, plusieurs véhicules se sont incendiés simultanément dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 juin à Paris : une voiture diplomatique rue Weiss (13^e arrondissement) devant le ministère de l'économie (et une BMW défoncée), une camionnette toute neuve de l'entreprise Forclum (appartenant au groupe Eiffage, constructeur des prisons) rue de Charenton (12^e), et un camion de la mairie de Paris rue de Coriolis (12^e), qui s'évertue comme ses prédécesseurs à chasser les pauvres de la ville. Feu à toutes les prisons ! Liberté pour tous les prisonniers, avec ou sans papiers, avec ou sans chlorate !»

13-14 juin, Bruxelles (Belgique) : L'entrée de la station de métro Ossegem, dans le quartier de Molenbeek, est totalement dévastée par un groupe d'inconnus en moins de deux minutes : distributeurs de billets, composteurs, caméras de surveillance et grandes baies vitrées. Sur place, un tag précise «Stop aux rafles».

14 juin, Moscou (Russie) : «Les bureaux de la compagnie aérienne française Air France ont été repeints avec les slo-

gans "Solidarité avec les sans-papiers" (en français) et "No states, no borders, no races" (en anglais). En ce moment se déroule partout dans le monde une campagne de solidarité avec Ivan, Bruno et les autres anarchistes français sous pression de l'Etat répressif français. Le motif est leur participation aux manifestations contre la politique d'immigration. Air France participe aux déportations d'immigrés, multipliant les souffrances et la douleur sur la planète.»

14 juin, Vigan : Rassemblement sur le marché du Vigan autour de quelques idées sur les luttes qu'il nous importe aujourd'hui de mener. Lutte au côté des camarades inculpés ou incarcérés, lutte contre les CRA, lutte contre les prisons, lutte contre la société qui les engendre, lutte contre le contrôle de nos existences. Cette petite action fut appuyée par une table de presse assez bien fournie, une bouffe tirée du sac, une caisse de soutien, des affiches collées un peu partout dans la ville, une projection en soirée avec la préparation d'une journée de manif à Sète devant le centre de rétention.

15 juin, Paris : Rassemblement d'une cinquantaine de personnes contre la machine à expulser au métro La Chapelle à 16h. «Le choix de ce quartier n'est pas anodin : entre Barbès et Stalingrad, la police sait qu'elle va attraper des travailleurs sans papiers. Et les autorités - de la préfecture à la municipalité - y trouvent leur compte, ça "nettoie" le quartier pour laisser place à la "mixité sociale" avec l'installation des bobos sur les Quais de Seine et à la Goutte d'Or. Cela fait plusieurs années que ces quartiers sont en "restructuration" : augmentation des loyers, expulsions des pauvres aux portes de Paris, contrôle des places et des rues.»

16 juin, Bruxelles (Belgique) : «Dans la nuit de lundi 16 juin 2008, une camionnette de ISS Cleaning a été incendiée à Bruxelles. ISS Cleaning effectue les travaux de nettoyage dans les centres fermés [centres de rétention].»

16 juin, Kiev (Ukraine) : Rassemblement devant le consulat de France avec tracts et banderole.

16 juin, Vancouver (Canada) : «Deux caméras de surveillance du Centre Commercial [Commercial Drive] ont été visiblement obstruées avec de la peinture, tandis que le toit et les portes du «Ministère de la Protection Publique» (comité de probation) et le centre commercial ont été tagués par des "fuck probation", "Brisons les prisons, maintenant" et "Solidarité sans frontières - la Liberté est notre crime !". Cet acte a été réalisé dans le cadre de la "Semaine de solidarité sans frontières", appelée suite à l'arrestation et l'incarcération de cinq personnes en France.»

17-18 juin, Lille : «Dans la nuit du 17 au 18 juin, les vitres de l'agence de la BNP située rue Gambetta à Lille ont été brisées. "Non aux rafles, BNP collabo" a été taggé sur le mur en face. Cette action est à placer dans le cadre de la semaine de solidarité sans frontière. Solidarité avec les inculpés ! Fermeture des centres de rétention ! Liberté pour tous et toutes ! Des retardataires en colère.»

9-16 juin, Grenoble : «Du 9 au 16 juin 2008, a eu lieu la semaine de solidarité sans frontières, en soutien avec les sans-papier-e-s, expulsé-e-s et traqué-e-s, ainsi qu'avec celles et ceux qui les soutiennent et qui multiplient les actes d'insoumissions qui enrayent la machine à expulser. Pendant cette semaine, les locaux de plusieurs en-

treprises ou institutions qui participent à la traque et à l'expulsion des sans papier-es ont été attaquées. Leurs vitrines ont été taguées, peinturlurées ou brisées.

–Air France qui prend en charge volontairement la plupart des expulsions de sans papier-e-s.

–Bouygues, un des principaux constructeurs de prisons et de centres de rétention.

–BNP, connue pour livrer les sans-papier-e-s aux flics.

–La Croix Rouge, constructeur de centres de rétention en Belgique et en Italie ; chargée en France de donner un «visage humain» aux CRA.

–la TAG qui dernièrement avait balancé une sans-pap' aux keufs.

–la CGT qui récemment a attaqué les sans-papier-es, qui occupaient la bourse du travail à Paris, lors d'une manifestation.

Continuons à harceler les collabos qui font leur fric en construisant des prisons et en participant à l'expulsion des sans-papier-e-s.

Liberté avec tou-te-s les prisonnier-e-s, avec ou sans chlorate.»

9-16 juin, Bizkaia (Pays-Basque) : Chaque jour de la semaine du 9 au 16 juin, dans les villages de Algorta et Erromo (Bizkaia), des banderoles informatives ont été suspendues en soutien aux 5 compagnons français. A Astrabadua (Bizkaia), un autre groupe d'individus solidaires a envoyé des fax pendant une demi-heure à l'ambassade de France en Espagne. Le fax comportait une seule phrase : «Liberté pour Isa, relaxe pour Bruno, Ivan, Farid et tous les autres».

23 juin, Montevideo (Uruguay) : «La nuit du 23 juin 2008, un engin explosif de faible intensité a explosé dans la chambre uruguayo-française de Montevideo. Pour saluer les compagnons et tous ceux/celles qui résistent à la répression, et ceux/celles

qui sont séquestrés par l'Etat français. Parce que la liberté est plus qu'une parole écrite. Pour la liberté de toutes et tous.»

24 juin, Paris : Vers 18h30 à l'Université Paris V, le début de la conférence du psychiatre généticien Philip Gorwood a été retardée par une dizaine de perturbateurs qui ont distribué un tract et pris la parole, en solidarité avec Isa et Juan, incarcérés à partir de leur supposé ADN. «*Mais qui n'a jamais songé à brûler des caisses avec gyrophare face à leurs rafles contre les immigrés, leurs tabassages dans les manifestations, leurs assassinats dans les quartiers ou leur racket quotidien ? Certainement Gorwood et ses acolytes, et tous ceux qui défendent son cauchemar policé.*»

26 juin, Rennes : Manif sauvage devant le centre de rétention de St-Jacques, deux fumigènes allumés et 22 interpellés 24h en garde-à-vue pour «port et détention d'artifices non détonnant».

27 juin, Lille : Une banderole est posée au dessus du périphérique sud, à hauteur de la station Porte de Douai. Elle porte l'inscription «Solidarité avec les engeôlés». Un texte signé *Section Carrement Anti La Prison* précise peu après : «Solidarité avec les engeôlés. Liberté pour ISA et les autres».

28 juin, Sète : Manifestation vers le centre de rétention au son de slogans comme «*Pierre par pierre, mur par mur, détruisons les centres de rétentions (ou toutes les prisons)*», «*ni prisons, ni frontières, ni centres de rétentions*» ou «*des papiers pour tous (ou pour personne !)*» qui finit avec environ 150 personnes. Là, un vacarme de ¾ d'heure vient saluer les sans-papiers enfermés. Les slogans répondent aux pétards et fusées. Le portail est repris aux flics et sera tambouriné pen-

dant un long moment... sans céder ! Le cortège repart alors en direction du port, laissant derrière lui quelques traces de son passage (tags, collages...). Un bateau de la compagnie COMANAV est à quai. Celle-là même qui régulièrement collabore avec l'Etat pour les expulsions. Les vigiles s'empresent de fermer la plate forme d'accès. Des tracts sont alors distribués aux personnes embarquant. Le cortège repart ensuite vers le centre-ville, avant de se disperser.

2 juillet, Fresnes : Peu après 15h, plus d'une vingtaine de personnes se sont retrouvées derrière la prison de Fresnes, où Juan est incarcéré depuis le 21 juin. Une banderole «*Vincennes crame – feu aux prisons !*» a été accrochée au grillage, tandis qu'une dizaine de fumigènes étaient allumés malgré la pluie battante. «*Liberté pour Juan, liberté pour tous*», «*Mur par mur, brique par brique, détruisons toutes les prisons*», «*Liberté pour tous les prisonniers, et feu aux prisons*» ont notamment été scandés pendant un quart d'heure, provoquant quelques cris et tee-shirt aux fenêtres du côté de plusieurs cellules. Au final suite à la dispersion, 4 personnes arrêtées qui passeront en procès le 3 septembre.

3 juillet, Paris : «Dans la nuit du 2 au 3 juillet, toutes les vitres de l'agence BNP de Dugommier (Paris -12e) ont été défoncées, et ses deux distributeurs incendiés. Spéciale dédicace aux incendiaires du CRA de Vincennes (la BNP a balancé des sans-papiers aux keufs à plusieurs reprises). Liberté pour Isa, Juan et tous les autres. Liberté pour tous les prisonniers de Fresnes et des alentours. Liberté pour tous et toutes. Feu aux prisons !»



Thessalonique, 13 juin



Moscou, 11 juin



Moscou, 14 juin



Bruxelles, 14 juin

Paris-Fresnes, malgré la flicaille

Suite au rassemblement devant la prison de Fresnes, quatre camarades sont convoqués le 3 septembre 2008 à 13h30 devant la 11^e chambre du TGI de Créteil. Tous quatre sont accusés d'avoir :

- «par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images exposées devant la Maison d'Arrêt de Fresnes, directement provoqué à la commission de vols, extorsions, destructions, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes, en l'espèce " le feu au prison ". [sic]»
- «refusé de se soumettre à un prélèvement biologique destiné à permettre l'analyse et l'identification de son empreinte génétique.»
- «refusé de se soumettre à des relevés signalétiques, notamment par prises d'empreintes digitales, palmaires ou de photographies.»

L'une d'elles est en plus accusée d'un délit d'«outrage» sur un flic, et de «port ou le transport, sans motif légitime, d'artifices non détonants» (relevant du code de la Défense), en l'occurrence des douilles de fumigènes industriels.

A noter que le lendemain matin 3 juillet vers 8h, quatre appartements ont été perquisitionnés pendant plusieurs heures : des ordinateurs et pas mal de papiers saisis. Y ont assisté un membre des RG (ou de l'antiterrorisme ?), cagoulé dans un des cas, et qui bien sûr n'apparaissent pas sur le PV de perquisition, pas plus que le matos qu'ils ont saisi en rab...

En attendant, on ne peut que récidiver d'un " feu à toutes les prisons " et " liberté pour toutes et tous ". La lutte continue...

[Extrait d'un compte-rendu des suites judiciaires publié sur Indymedia Nantes le 5 juillet 2008]

Aujourd'hui, mercredi 2 juillet, s'est déroulée à Fresnes l'action de solidarité avec Isa, Juan et tous les incarcérés.

Au rendez-vous public à 13h30 au métro La Chapelle (Paris), près d'une dizaine de cars de CRS et d'innombrables policiers en civil attendaient les individus solidaires venus au rendez-vous. 6 personnes ont été arrêtées et retenues deux heures au commissariat de la place d'Italie au prétexte d'un " rassemblement illégal ". Toutes les autres ont échappé au dispositif policier.

Peu après 15h, plus d'une vingtaine de personnes se sont retrouvées derrière la prison de Fresnes, où Juan est incarcéré depuis le 21 juin. Une banderole " Comme à Vincennes - feu aux prisons ! " a été accrochée au grillage, tandis qu'une dizaine de fumigènes étaient allumés malgré la pluie battante.

" Liberté pour Juan, liberté pour tous ", " Mur par mur, brique par brique, détruisons toutes les

prisons ", " Liberté pour tous les prisonniers, et feu aux prisons " ont notamment été scandés pendant un quart d'heure, provoquant quelques cris et tee-shirt aux fenêtres du côté de plusieurs cellules.

Le groupe solidaire s'en est alors retourné vers Paris comme il était venu, malgré l'intimidation d'une voiture de flics en civil armés de flash ball et jouant aux cow-boys. Peu après, de très nombreuses patrouilles ont sillonné la ville de Fresnes en tous sens, particulièrement aux alentours de la prison, et procédé à des dizaines et dizaines de contrôles d'identité, notamment des voyageurs de la gare RER dans les deux sens.

C'est là qu'au moins 5 personnes ont alors été arrêtées et embarquées par la flicaille. Il n'y a pas plus d'infos pour le moment.

[Publié le 2 juillet 2008 sur Indymedia Nantes]

Brisons l'isolement

On nous parle une fois de plus d'une nouvelle réforme pour les taules. Ce n'est pas la première et ce ne sera pas la dernière. Et comme d'habitude, on nous vend tout un ensemble de mesures souhaitant " répondre à des nécessités pour mieux enfermer " dans une belle optique humaniste. En attendant, ce qui reste et qui ne change pas, c'est la taule en elle-même, et la dynamique actuelle qui va vers toujours plus d'enfermement. Dans cette société fondée sur l'exploitation et la course au profit, où les riches ne cessent de s'enrichir et les pauvres finissent toujours plus pauvres, l'Etat a pour rôle d'accroître la répression afin de mater toute forme de déviance sociale.

C'est dans cette situation-là que des luttes et des révoltes prennent forme, à l'intérieur comme à l'extérieur, contre tous les types d'enfermement. C'est par exemple le cas autour des centres de rétentions (CRA). Après six mois de tension et de multiples formes de résistance, le CRA de Vincennes est incendié par les prisonniers. Il est en ruine.

Autour de ces luttes, la répression s'abat. Deux prisonniers sont accusés de l'incendie du CRA. Ils ont été libérés, mais une instruction reste ouverte. En janvier dernier, Bruno, Ivan et Damien ont été arrêtés et deux d'entre eux jetés en prison parce qu'ils se rendaient à une manifestation devant le CRA de Vincennes munis de fumigènes et de clous destinés aux pneus des véhicules de police. Saisie alors d'un délire antiterroriste, la justice s'est également jetée sur trois autres personnes, Farid*, Isa* puis Juan*, accusées elles aussi de vouloir s'en prendre à une prison pour mineurs ou à un véhicule de police. Isa* et Juan* demeurent incarcérés, respectivement à Lille et à Fresnes. Les quatre autres sont sous contrôle judiciaire.

Il est plus que jamais nécessaire que toutes les formes de résistance continuent à l'intérieur comme à l'extérieur. Brisons l'isolement.

**La répression ne cassera pas les luttes !
Solidarité active avec Juan*, Isa* et tous les prisonniers !**

* Pseudos

[Tract distribué au parloir, de l'autre côté de la prison, en même temps que le rassemblement]





A Fresnes comme ailleurs, solidarité

Dans un monde où les conditions de survie sont toujours plus insupportables, où quelques uns continuent à s'enrichir en exploitant la misère, la prison est un des dispositifs qui garantit la paix sociale lorsque les médiations institutionnelles (syndicats, partis politiques, associations, médias) ou les psychotropes ne suffisent plus. Agissant aussi bien comme menace permanente sur la tête de chacun que comme instrument d'élimination physique et psychologique des plus récalcitrants, elle est le reflet d'une société carcérale où les désirs de liberté n'ont pas de place. L'Etat affine et renforce sans cesse son arsenal de moyens de contrôle et de peines tout en construisant toujours plus de prisons (pour mineurs, pour sans-papiers, pour "fous"...) qui débordent à leur tour. C'est le prix à payer du paradis de la démocratie marchande. Ainsi, la question des prisons est d'abord celle du monde qui les produit : il ne peut pas plus exister de prison décente que de capitalisme à visage humain.

Des fugues et des révoltes dans les prisons pour mineurs (Porcheville, Meyzieu...) aux affrontements, saccages ou incendies en centres de rétention, les prisonniers eux-mêmes posent régulièrement la critique en actes de la prison. Après six mois de tensions et de multiples résistances, les détenus ont fait partir en fumée le centre de rétention de Vincennes, démontrant par là même qu'il n'y a de prison qui tienne que celles réduites

en cendre. Il n'y a qu'une cervelle de juge ou de flic pour penser que la révolte a besoin d'incitation pour se développer. La solidarité qui s'est manifestée à de nombreuses reprises avec les prisonniers en lutte est aussi pour nous le partage d'un même sentiment de rage contre les différentes cages qui nous enferment au quotidien.

Dans cette guerre sociale diffuse où chacun est sommé de se soumettre, voire de participer, à sa propre domination, plusieurs camarades sont emprisonnés sous juridiction antiterroriste, accusés de possession de chlorate, de clous tordus, de manuels de sabotage, de plans de prison ou d'une tentative d'incendie d'un véhicule de police. Le 2 juillet 2008, sous les murs de la prison de Fresnes, un rassemblement est donc venu exprimer une fois de plus cette solidarité avec tous les prisonniers qui refusent de se plier à l'ordre pénitentiaire, et notamment avec Isa et Juan embastillés pour ces affaires-là. Des tracts aux parloirs, des fumigènes et une banderole " *Comme à Vincennes... feu aux prisons* " sont venus rappeler que les taules ne se réforment pas mais se détruisent.

Suite à ce rassemblement, quatre personnes ont été arrêtées et placées en garde à vue pour 48 heures. Leurs appartements ont été perquisitionnés. Elles passeront en jugement le 3 septembre, accusées d'incitation à l'émeute, d' «outrage» et de «port et transport d'artifices non détonants pour des mo-

tifs illégitimes» pour l'une d'entre elles, de refus de signalisation (photos et empreintes digitales) et de refus de prélèvement ADN pour toutes.

De 2001 à 2007, pas moins de six lois ont élargi les prétextes de fichage génétique, conduisant à près de 30 000 nouveaux prélèvements ADN chaque mois, ce qui porte aujourd'hui à plus de 700 000 le nombre de personnes fichées. Le refuser n'est pas une simple défense face aux prérogatives de l'Etat sur notre corps, c'est aussi concrètement lui enlever des possibilités de contrôle. Cela relève enfin d'un refus plus général de participer à notre propre servitude.

Le procès se déroulera le 3 septembre à la 11e chambre du tribunal correctionnel de Créteil à 13h30.

Cette journée doit être l'occasion d'exprimer sa solidarité partout et de toutes les manières possibles avec ces quatre camarades, ainsi qu'avec celles et ceux qui, dedans ou dehors, luttent contre le système carcéral, comme les quatre personnes inculpées suite à l'incendie de Vincennes.

Sète, 14 heures, un cortège commence à se constituer. Une demi-heure plus tard, il s'ébranle et parcourt les rues du centre ville. Il se dirige alors vers le centre de rétention au son de slogans comme " pierre par pierre, mur par mur, détruisons les centres de rétentions (ou toutes les prisons) ", " ni prisons, ni frontières, ni centres de rétentions " ou " des papiers pour tous (ou pour personne !) ". **Passant par le quartier alloué aux immigrés, des rencontres se font. Petit à petit le cortège grandit.**

C'est environ 150 personnes qui se retrouvent devant le Centre de rétention de Sète. Là, un vacarme de ¾ d'heure vient saluer les sans-papiers enfermés (au nombre de 5 à ce moment, cantonnés dans une pièce d'où il leur est impossible de communiquer avec l'extérieur). Les slogans répondent aux pétards et fusées. Le portail est repris aux flics et sera tambouriné pendant un long moment... sans céder ! Le cortège repart alors en direction du port, laissant derrière lui quelques traces de son passage (tags, collages...). Un bateau de la compagnie COMANAV est à quai. Celle-là même qui régulièrement collabore avec l'Etat pour les expulsions. Les vigiles s'empressent de fermer la plate forme d'accès. Des tracts sont alors distribués aux personnes embarquant. Le cortège repart ensuite vers le centre-ville, avant de se disperser. La police tourne pendant un moment et en profite pour effectuer quelques contrôles.

Non aux expulsions et aux centres de rétention

LORS DES NOMBREUX CONTRÔLES d'identité auxquels ils sont exposés, les sans-papiers se voient emmenés au commissariat, pour des gardes à vue de 24 heures (renouvelables). Ils sont ensuite conduits au centre de rétention, pour une durée de 2 jours. Ils passent alors devant le Juge des Libertés et de la Détenition qui les renvoie pour 15 jours en rétention, opération renouvelable une seconde fois. Au bout de ces 32 jours, les sans-papiers sont expulsés, libérés pour quelques-uns, ou alors passent en procès pour refus de coopérer à l'expulsion. Condamnés alors à 6 mois fermes, assorti d'une interdiction du territoire de 3 ans à 10 ans, ils sont ensuite expulsés : c'est la double peine.

Samedi 21 juin, un sans papiers est mort dans le centre de rétention de Vincennes. Dans la nuit, des émeutes démarrent dans le centre. Le lendemain, à partir de 15h, des incendies se déclarent et détruisent totalement le centre de rétention. Un rassemblement se tient devant le centre à ce moment,

Il y a alors 293 retenus dans le centre. Deux sont accusés d'incitation à l'émeute et à l'incendie et ont été transférés en prison. 18 ont été blessés et une quarantaine ont été libérés (en date du 26 juin). Les autres sont dispersés à Nîmes (100 personnes), Lille, Rouen, Palaiseau et au dépôt du tribunal de Paris.

Cette émeute éclate dans un contexte où la situation dans les centres de rétention est de plus en plus dure. C'est la conséquence d'une politique européenne de répression accrue contre les immigrés. L'Etat français et l'Europe mènent leur guerre aux migrants, à coup de barbelés et de patrouilles militaires aux frontières et au-delà, comme en Libye, en Mauritanie ou au Maroc (où les pouvoirs locaux sont chargés de bloquer l'immigration vers l'Europe), à coup de rafles dans les

quartiers populaires, de descentes sur les lieux de travail ou dans les écoles, de contrôles au faciès, d'enfermements et d'expulsions. Dernièrement, une directive européenne porte la durée de rétention à 18 mois, tout en systématisant une interdiction de territoire de 5 ans.

L'Europe organise ses remparts contre les migrants, en renforçant ses frontières extérieures comme en Pologne, en Grèce ou en Espagne et en subventionnant les politiques de contrôles et des centres de rétention dans les pays " limitrophes ", de la Turquie au Maroc. Politique qui tue des milliers de personnes chaque année.

Cette pression exercée sur les étrangers sert principalement à précariser une grande quantité de travailleurs pour leur faire accepter des conditions de travail et des payes de misère ; pour le profit des patrons et de l'économie. Les frontières sont et ont toujours été plus ou moins perméables en fonction des besoins de mains d'œuvre. L'Europe se dirige aujourd'hui vers une politique de quotas pays par pays, sélectionnant les qualités de ses travailleurs en fonction de leurs nationalités. Elle développe les cartes de séjour pour la durée d'un contrat de travail, n'hésitant pas à procéder aux expulsions juste avant la paye.

Cette politique qui vise à précariser une partie du prolétariat, la plus démunie, est parallèlement un moyen de pression sur tous les pauvres. L'esclavage salarial que les sans-papiers et les immigrés en général doivent accepté (le renouvellement de la carte de séjour étant lié à un emploi) permet aux patrons de demander plus et d'offrir moins à tous leurs employés. La division, orchestrée par l'Etat, les syndicats, les médias... fait le reste du travail.

Nous manifestons aujourd'hui devant le centre de rétention de Sète pour soutenir les sans-papiers dans leur lutte. En solidarité avec les inculpés et incarcérés de la guerre sociale. Contre ce monde du fric, des flics et des frontières.

C'est beau comme un centre de rétention qui brûle.

Solidarité avec les sans papiers.

Fermeture de tous les centres de rétention et de tous les lieux d'enfermement.

Liberté pour tous les prisonniers.

*kalimerosouslesoleil@no-log.org,
4 juillet 2008*

[Tract diffusé le 28 juin 2008
lors de la manif de Sète]



Existe-t-il un gène du flic ?

«Là où personne n'obéit, personne ne commande»

L EST PARFOIS DES PERSONNES qui méritent d'être connues et traitées pour ce qu'elles sont. C'est précisément le cas de Philip Gorwood, psychiatre et directeur de l'unité 675 de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) depuis 2005. Son unité de recherche travaille en effet sur les «gènes de vulnérabilité» afin de proposer «une prise en charge précoce de sujets à haut risque».

DANS LA NOVLANGUE des flics en blouse blanche, une «prise en charge» signifie produire des camisoles chimiques afin de détruire au plus tôt tout individu qui serait amené à se rebeller contre le meilleur des mondes. Un monde d'exploitation et de domination où des milliards d'êtres humains sont contraints de survivre dans des conditions inacceptables sur une terre empoisonnée. Alors pensez-vous, se rebeller, quelle folie n'est-ce pas ?, s'est dit notre psychiatre.

L'UNITÉ 675 a ainsi participé en 2005 à l'expertise collective de l'Inserm nommée «*Trouble des conduites chez l'enfant et l'adolescent*». Les dits troubles qu'il conviendrait de dépister de façon systématique dès l'âge de 3 ans et d'éliminer selon ses conclusions, ne sont rien moins que les crises de colère et de désobéissance ou... les vols, définis comme des TOP, des «*troubles oppositionnels avec provocation*» et des «*atteintes aux droits d'autrui et aux normes sociales*». Et comme l'un des objets de l'unité 275 est de développer la pharmacogénétique, soit «*l'utilisation de la génétique pour prédire une réponse thérapeutique*», on mesure immédiatement les ravages que ces sadiques entendent provoquer dans le cerveau des enfants et des ados.

EN 2007, dans une digne continuité de l'abjection, Philip Gorwood a de plus personnellement supervisé une enquête dénommée SAGE dans la région de Champagne-Ardenne. Poursuivant son obsession malade, il a fait remplir un dossier de 130 questions suivi d'un prélèvement ADN à 5000 lycéens, qui ensuite ont dû laisser le tout dans une enveloppe avec nom, adresse et numéro de sécu à l'Inserm. Le tout sous prétexte de mesurer «*l'interaction entre facteurs environnements et génétiques*», en fait démontrer qu'il existe des comportements génétiquement déterminés. Les grilles et les caméras à l'entrée des écoles, l'obligation d'y rester enfermé des heures durant et en silence, l'autorité du prof et ses permis à point ne sont-ils pas suffisant pour que les écoles aient été une des cibles de choix lors des émeutes de novembre 2005 ?

SI LA CONSOMMATION D'ALCOOL ou de cannabis chez les jeunes intéresse plus Gorwood (voir ses livres et articles) que celle de la cocaïne chez ses collègues cadres sup', que celle des anti-dépresseurs qui permettent temporairement de supporter des conditions de survie toujours plus infâmes,

ou encore que ce puissant narcotique de masse qu'est le spectacle télévisuel, c'est que notre bourreau moderne a d'autres ambitions : parvenir enfin à une société pacifiée où les conflits de classe, la guerre sociale contre les puissants ou la rébellion contre l'ordre en place n'existeraient plus. Pour que les patrons continuent de s'enrichir, pour que les Etats continuent d'asservir les individus, pour que les chercheurs continuent d'expérimenter sur notre peau et nos synapses leurs hypothèses de mort.

CAR LA GÉNÉTIQUE, c'est avant tout une technique de contrôle et de domination. Les OGM par exemple servent bien plus à aggraver la dépendance des cultivateurs vis-à-vis de l'agro-industrie qu'à nourrir toute la planète, cette fable de basse propagande. De même, une application importante de la recherche sur l'ADN est l'accroissement des pouvoirs de l'Etat sur nos vies.

EN TÉMOIGNE le programme TOGG (Traitement d'origine géo-génétique) créé par le laboratoire privé IGNA de Nantes, qui met depuis 2006 ses compétences inquisitoriales au service de la justice. Concrètement, il se vante de pouvoir lui balancer la couleur de la peau d'un suspect en échange de quelques milliers d'euros. Plus largement, de 2001 à 2007, pas moins de six lois ont élargi à l'infini les prétextes de fichage génétique, conduisant à près de 30 000 nouveaux prélèvements chaque mois.

DEUX DE NOS COMPAGNONS, Isa et Juan, sont ainsi actuellement incarcérés à Lille et Fresnes, accusés d'une tentative d'attaque contre un véhicule de police en mai 2007 à Paris. Le tout basé sur un supposé cheveu retrouvé sur place. Cela friserait le ridicule si Isa n'en était pas à son cinquième mois de détention préventive, et si la brigade anti-terroriste ne continuait pas à rechercher des ADN en vue de futures incarcérations. Comme toute science expérimentale, la génétique repose sur des analyses et des sélections en vue de cadrer avec le résultat escompté. Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire gober, l'ADN sert donc avant tout à justifier des décisions de justice.

MAIS QUI N'A jamais songé à brûler des caisses avec gyrophare face à leurs raffles contre les immigrés, leurs tabassages dans les manifestations, leurs assassinats dans les quartiers ou leur racket quotidien ? Certainement Gorwood et ses acolytes, et tous ceux qui défendent son cauchemar policé.

NOTRE VISITE D'AUJOURD'HUI n'est qu'un petit avant goût d'une colère qui n'est pas prête de cesser. Il est désormais trop tard pour dépister et briser notre rage et notre dégoût de ce monde de flics et de chercheurs qui l'alimentent.

**Des insoumis au meilleur des mondes,
24 juin 2008**

[Tact distribué le 24 juin lors d'une perturbation de la conférence de Philip Gorwood donnée dans le cadre de l'Université de tous les savoirs, à Paris V]

depuis dix ans
euromed
vous fait chantier...

... avec **marseille2013**
capitale européenne de la culture
vous allez aussi danser...

Depuis 1995, l'opération Euromed impose aux habitants de Marseille une réorganisation totale du centre-ville, aseptisé et sécurisé. Du sur mesure pour les cadres nouvellement installés à la Joliette et les touristes toujours plus abondants dans la capitale pressentie de la future Union euro-méditerranéenne (vaste entreprise de pompage d'énergie et de main d'œuvre des pays du Sud). Cela se traduit pour un grand nombre d'entre nous par la nécessité de partir se loger dans des zones périphériques, chassés par l'augmentation des loyers et bien d'autres dispositifs de répression économique, quand il ne s'agit pas de raffles et de déportations pour les sans-papiers. Le but du jeu : canaliser encore mieux la circulation de la marchandise, évidemment.

La nouvelle carte sortie du chapeau : « marseille2013 capitale européenne de la culture », bond en avant dans la mortification de l'ambiance urbaine.

Avec « marseille2013 », il s'agit pour les gouvernants et les entrepreneurs non seulement d'étendre, vers la Belle-de-mai et Arenç, cette refonte de l'espace, mais aussi de créer un décor scintillant pour faire passer la pilule de la destruction des cultures de résistances et de solidarités (*lutter, c'est vivre*) : l'alibi culturel n'est qu'un masque jovial, nous divertissant du contrôle et de la collaboration toute citoyenne. Mais l'idée qu'ici le capital n'avance plus à coup de canon mais précédé d'une milice dansante, bruisante, bigarrée, d'artistes en costumes et de branchés, ne nous est pas encore familière. Pourtant, les artistes (même les « scandaleux » ou les « rebelles ») ont trop souvent été l'avant-garde dévoyée à la pacification des quartiers les plus agités : il suffit de voir comment le Panier, envahi par les

ateliers d'artistes et les boutiques d'artisanat subventionnés par la mairie, a été ravalé en « quartier typique et authentique ». Et cela nous rappelle la fonction des acteurs socio-culturels, des salles de sport et de concert, après les grandes émeutes du début des années 1980. Avec leurs « armes culturelles de dialogue et de collaboration », ce projet est clairement une bataille de plus dans la guerre sociale en cours, à Marseille comme ailleurs.

Alors face à cette nouvelle machine de guerre, dont le redéploiement des forces d'occupation du territoire est l'aspect le plus visible, il ne s'agit pas de ne pas collaborer ou d'en profiter pour grapiller quelques subventions, mais bien de passer dans les rangs ennemis, d'imaginer, organiser et diffuser tous les gestes mutins d'une résistance offensive.

**urbanistes,
flies, artistes
nous construisent
ce monde de merde**

détruisons ce qui nous détruit

L'ÉCOTOURISTE ET SON MONDE

Après avoir dénaturé le pain, l'eau des rivières et l'air que nous respirons ; après avoir fait de la terre une usine, une cité-dortoir et une villégiature pour cadres ; après nous avoir faits prolétaires, citoyens, alternatifs, – *en somme castrés, absents et idiots* – ; après avoir détruit les dernières possibilités du vrai voyage, du vagabondage, de l'errance en quadrillant le territoire avec toujours plus de contrôle policier, les propriétaires du monde et leurs gestionnaires se proposent, depuis peu, de faire de nos chemins de traverse, de nos dérives, les nouveaux moyens d'escorte de la valorisation capitaliste, de faire de nous des *écotouristes*.

Avec le tourisme de masse *individualisé*, on peut maintenant régler son compte à cette folle attitude qui s'enorgueillissait autrefois de pouvoir établir, selon ses goûts et ses convenances, une certaine disposition des lieux et des êtres, une géographie affective insaisissable. La fugue elle-même, qui était l'art périlleux, et sans retour possible, de s'extraire de la Famille, est devenue une caractéristique de la rébellion parentalement assistée. On ne s'étonnera pas de la retrouver aussi chez cet écotouriste libertaire, frais et dynamique, écologiquement **compatible** avec les dictatures du Sud (Mexique) ou l'industrie nucléaire du Nord (EDF).

Certes, tous les marchands savent depuis longtemps que la colonisation totale de nos espaces mentaux et affectifs est le véritable *centre productif* de la valeur capitaliste, qu'il n'y a pas de support plus solide – car immatériel –, que ces mille et uns petits caprices jamais assouvis d'individus soumis aux multiples rackets de l'aménagement du territoire ou de la circulation automobile. Cependant, un monde qui produit en masse ses anarchistes d'Etat, ses squatteurs sans quartier, ses artisans bios, ses drogués durables, finira toujours par pondre un hybride tel que l'écotouriste.

Toutefois, si l'écotourisme incarne une réelle nouveauté en matière de science policière, cela n'est pas dans ses ineptes prétentions libertaires (www.cevennes-ecotourisme.com), mais dans l'Organisation de ce qui était vécu, jusqu'à présent, comme un « tourisme sauvage », loin des parcours balisés du petit commerce, par une avant-garde de consommateurs marginaux écervelés. C'est dans cet acte même de laisser faire et vivre, – non pas dans celui de contraindre autoritairement par la Loi l'individu librement téléguidé –, mais par l'assolement d'une *nouvelle morale humaniste*, que l'on obtiendra son consentement enthousiaste et zélé. Enfin, non pas crétiniser davantage le consommateur, mais rentabiliser sa crétinerie en faisant de la question la plus brûlante du siècle, *la destruction de la planète*, une question individuelle, où la bêtise atomisée le dispute dorénavant à celle des experts d'Etat.

Il faut que chaque consommateur revendique pour lui-même et pour tous les autres une sensibilité écologique borgne, et que jamais ils ne viennent à constituer ensemble une menace *collective* pour les commerçants et leurs flics. Il faut que chaque différence individuelle revendiquée comme une évidence constitue à jamais le prétexte au maintien d'une communauté informe et visqueuse ; communauté du drame oedipien jamais résolu où la lutte contre l'oppression est affaire de police du langage, de *modes de vies* et autres formalités domestiques en tout genre. Enfin, il faut que le bavardage démocratique des egos, leurs plaintes comme leurs récriminations, leur parodies de tribunaux comme leur morale, ne convergent jamais vers une puissance de vérité et de dévastation des infrastructures de l'occupant. Car la Police sait qu'elle

doit TOUT au babillage victimaire des créatures dépossédées de grandeur, et que sa raison d'être ne vit que par lui.

On est bien.

Hier, il y avait le bon gros tourisme de troupeau et ses pollutions qui tâchent ; demain, le tourisme écologique habillera la planète en parachevant l'éducation des consommateurs d'EDF, de *Charlie-Hebdo*, du Net ou de la pauvre scène squatt. **Aujourd'hui, chaque écotouriste est un « flux » policier, un agent double de la traçabilité généralisée. Chaque écotouriste, un promoteur de la confiscation cybernétique du temps présent et de l'événement qu'il recèle.**

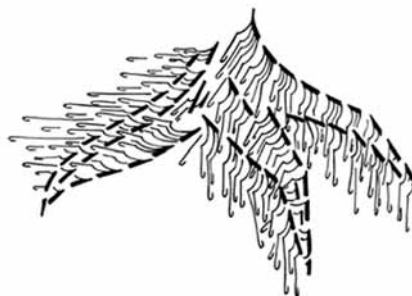
On est bien. Ainsi, de la nature transformée en « environnement », au « paysage » dorénavant « préservé », « parqué », quadrillé aux normes muséales de l'esthétique d'Etat ; ainsi, d'un certain art de la rencontre et de la conversation dorénavant traduits en autant de « flux touristiques », on ne devra plus connaître que ces zones grises où des êtres échangent leurs fatigues contre d'autres névroses. Pour sentir ce que l'occupant capitaliste veut faire de la nature avec son éco-tourisme, il suffit de dire ce que la Police a fait de la vie humaine.

On est bien.

On refourge désormais aux citoyens la défense et la protection de la nature comme autrefois les indulgences aux croyants. Au pays des camps de rétention et de l'égalité, le point de perspective de l'écotourisme est le mirador. Aux vivants la prison, aux guerriers la castration gauchiste ; aux cadavres ambulants des centres commerciaux et des éco-villages, les abats-jours écoéquitables en peau de prolétaires. Chacun pourra laver son âme liquide avec une lessive respectueuse des nappes phréatiques, consommer les produits de l'exploitation équitable dans une mise conviviale sans dioxyde, obtenir le consentement tant désiré en étant plus respectueux de la *nature* de l'autre.

Mais, qu'on se le dise, jusqu'à la fin des temps capitalistes, tout le monde est sommé de circuler librement conformément aux directives de la Police et de l'Entreprise : **voilà, dans la société des petits hommes, en quoi consistent les possibles d'une existence « adulte » « soucieuse de l'environnement » : à une domestication plus profonde de notre devenir.**

[Tiré du *Bulletin de contre-Infos en Cévennes*, n°3, juin 2008, p.2]



LES ARMES DE L'ENNEMI

Chapitre 1.

La vid osurveillance

PARCE QUE NOUS AVONS et nous aurons à l'avenir de plus en plus affaire à la police et à la justice, il est urgent de connaître leurs armes en détail. D'autant que la militarisation des forces de l'ordre et leur intérêt pour le « technique et scientifique » participent à augmenter chaque jour leur arsenal. Pour commencer cette rubrique, un sujet un peu galvaudé, mais qui mérite qu'on en fasse le tour une bonne fois pour toute : les caméras de vidéosurveillance. Ici point d'analyse, du technique, juste du technique.

Aujourd'hui 211 caméras sont en fonctionnement pour la ville de Lyon (sans compter, donc, les centaines d'autres caméras privées, qui scrutent parfois elles aussi le bitume), la plupart installées sous le premier mandat de Gérard Collomb. On dit merci à la vermine socialiste, qui argue d'une baisse de 12 à 30% de la délinquance dans les quartiers surveillés. On pourrait débattre de la validité de ces chiffres, mais ça ne nous intéresse pas tellement : en pratique, c'est vrai, il faut l'avouer, il est beaucoup moins aisé de commettre des actes délictueux en se sachant scruté par de multiples yeux. L'effet dissuasif est avant tout un coup de bluff : on reste dans la crainte que l'un des « surveillants » ait justement, malheureusement, son regard braqué sur vos faits et gestes. Ce qui a, en réalité, plutôt à voir avec le hasard puisque, bien que des

« veilleurs » soient là, 24h/24 et joystick en main, pour nous suspecter, ils sont très loin d'avoir l'œil sur tout. À 29 employés en 3x8, soit 6 personnes en même temps, ça fait quand même 35 caméras à surveiller par personne.

Leur QG se trouve au-dessus du commissariat municipal, proche de l'Opéra. Pour les nostalgiques on se souviendra que ses vitres furent brisées lors d'une manifestation, il y a quelques années. Pour les pragmatiques on dira que les policiers n'ont pas le droit de pénétrer dans cette salle vidéo, et doivent fournir une demande d'un OPJ pour saisir les images. Les « opérateurs », alors, ne sont pas des flics ? À la bonne heure, ils se chargent de les prévenir dès qu'ils repèrent un comportement suspect.

Si l'on n'est pas trop malchanceux, et que cette surveillance ne suffit pas à nous faire arrêter sur le fait, il faut savoir que les images peuvent toujours être utilisées *a posteriori* : elles ne font pas figure de preuve, mais il est évidemment plus difficile de maintenir un alibi lorsque celui-ci est démenti en images (le choc des photos...). La justice a 6 jours pour s'en saisir, avant leur destruction.

Et ces caméras donc ? Elles sont disposées principalement à la Duchère, à Saint-Jean, sur la Presqu'île, à la Guillotière, en attendant encore plus à la Part-Dieu, Gerland et Villeurbanne. Leur maillage est souvent très serré afin de pouvoir suivre les suspects, elles sont disposées de ma-

nière à ce qu'une fois quitté le champ de l'une, on retombe dans le champ d'une autre. Le meilleur exemple se situe certainement autour de Guichard-Bahadourian, essayez d'y échapper, vous verrez. Les petites bêtes sont des dômes CCD de Sony, qui pivotent à 360 degrés (elles ne peuvent pas voir de manière panoramique mais sont obligées de « tourner » sur elles-mêmes ; d'où le joystick) et peuvent zoomer jusqu'à 70 fois (on nous parle d'une plaque d'immatriculation lisible à 100 mètres). Elles sont installées par la société SNEF. Les dernières évolutions techniques concernent les dômes (les plus récents sont un peu plus petits, et mieux intégrés au « paysage » ; il faut dire que les premiers installés ont maintenant 70 ans), mais surtout les logiciels de traitement des images. De plus en plus, les systèmes de vidéosurveillance sont équipés de détecteurs de comportements suspects : un attroupement, quelqu'un qui tombe, qui court ou qui s'agite, une casquette...

On se méfiera bien sûr de tout cet étalage technique un peu angoissant. On nous parle de vision nocturne ? Après le récent incendie du chantier du commissariat de Bahadourian la police a déclaré inutiles dans cette affaire les nombreuses caméras du quartier... par manque d'éclairage. On attend l'invention des lampadaires.

[Tiré d'Outrage n°1, *Incendiaire, gratuit, sur Lyon et ses environs*, avril 2008, p.8]

Chapitre 2. Le lanceur 40

ON L'A RENCONTRÉ pour la première fois à Lyon, lors des manifestations anti-sarko. On l'a revu de plus en plus souvent, notamment lors des manifs lycéennes à Grenoble. Il s'agit d'un gros flingue à crosse jaune, c'est le remplaçant du flashball : le lanceur 40. C'est de lui que nous voulons parler pour cette deuxième fiche technique consacrée aux armes de l'ennemi.

Le flashball est en dotation dans la police française depuis 1995. Mais sa réputation n'a cessé de croître depuis 2002 avec sa généralisation, voulue par Nicolas Sarkozy. Depuis, chacun l'aura croisé : pendant ostensiblement à la ceinture d'un flic lors d'un contrôle d'identité, braqué sur des manifestants lors d'une manif agitée, ou tirant ses projectiles dans un

bruit assourdissant. Ce flashball c'est un calibre de 44 mm ; malgré sa puissance, proche d'une arme de poing, les projectiles qui l'équipent ne sont pas censés pouvoir perforer et donc causer la mort. Pour autant, qui a déjà reçu une telle balle sait que cela fait très mal, et peut provoquer des séquelles graves. Ainsi cet étudiant nantais, sévèrement touché à l'œil lors du mouvement anti-LRU. On ne s'étonnera donc pas que son fabricant, la société Verney-Caron, basée à Saint-Etienne, ne parle pas d'arme « non-létale », mais d'arme à « létalité atténuée ». À une distance courte, et s'il atteint certaines parties du corps, le flashball peut se révéler mortel.

La généralisation du flashball a eu lieu, en 2002, au cri de « quand les policiers en sont équipés, les voyous ne viennent pas les chercher ». Depuis, il y a eu les émeutes de Novembre 2005, le CPE, pendant lesquels nombre de « voyous » auront pu en sentir



l'efficacité d'une telle arme dans leur chair. Et puis il y a eu les guets-apens de 2006, et Villiers-le-bel, où il semblerait que, malgré les flashball, les « voyous » aient décidé d'aller « chercher » les flics, au corps à corps ou à la chevrotine.

L'efficacité de cette, vieille arme stéphanoise commençait à être remise en cause, il fallait un nouveau lanceur de balles en caoutchouc. Ce sera le lanceur 40, doté de projectiles de 40mm, (balles en caoutchouc mais potentiellement aussi balles de peinture ou balles lacrymogènes, en attendant les balles paralysantes de type tazer), avec une portée de 50m, jugé « précise » jusqu'à 30 mètres grâce à une visée électronique, alors que le flashball perdait beaucoup de son efficacité au delà de loin.

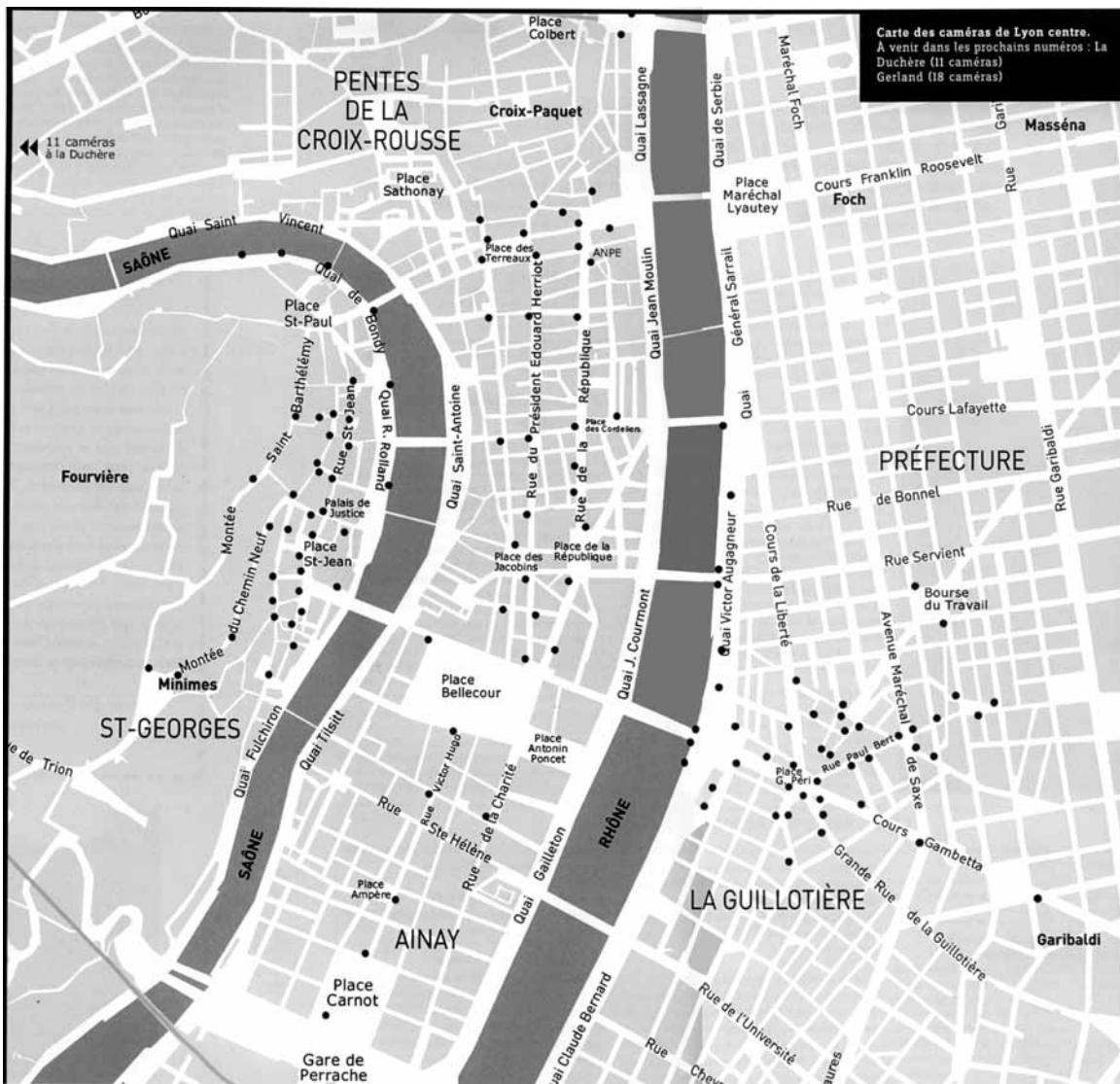
La police détient déjà 300 de ces lanceurs 40, en expérimentation. Mais le ministère de l'Intérieur, à la suite des affrontements de Villiers-le-bel, a annoncé la mise en service d'un millier de lanceurs supplémentaires ; et vise à terme le remplacement du flashball par cette nouvelle arme.

D'après les experts, son effet est principalement dissuasif. C'est vrai que tout cet arsenal, généralement en possession de BAC, parfois cagoulées et casquées, peut provoquer l'hésitation d'aller taquiner la flicaille. D'autant que, transcendés par le surplus de pouvoir que leur offre ce genre de matériel, les policiers ont quelque peu tendance à jouer les cow boys, exhibant leur gros calibre, tirant sur tout ce qui bouge. C'est le côté pervers, dira-t-on des armes non létales : puisque ça ne peut plus tuer, pourquoi se priver ; et l'on se fera souvent cette triste remarque, que les flics, avec leurs joujoux, ont l'air de bien s'amuser.

Mais ce n'est qu'une fois l'affrontement engagé, que l'on jugera de l'efficacité réelle de ce type d'arme, c'est-à-dire de sa capacité à pouvoir neutraliser un ennemi à distance. Et il est vrai qu'être fauché en pleine course par un tir de flashball est souvent synonyme, en plus d'une grosse douleur, d'une arrestation facile. Face à cela on ne saurait que trop conseiller, lors des manifs sauvages ou autres situations émeutières, de tou-

jours fonctionner par petits groupes, notamment pour pouvoir être relevé et aidé en cas de blessure. Mais une bonne protection contre les balles en caoutchouc (outre la course en zig zag) implique des boucliers, voire une bonne banderole renforcée. Les deux ont eu un grand succès lors des contre-sommets type G8, il y a quelques années, mais ils reviennent parfois au goût du jour. Ainsi, à Villiers-le-bel, les émeutiers utilisaient des portières de voitures démontées comme boucliers. Enfin, et puisque la meilleure défense reste l'attaque, il nous reste à trouver le moyen de leur répondre coup pour coup, de pouvoir riposter à distance avec la même efficacité. Une piste semble se développer : les tirs tendus de feux d'artifices, expérimentés par les émeutiers lors du CPE, ou lors d'affrontements répétés dans l'Essonne.

[Tiré d'Outrage n°2, *Incendiaire, gratuit, sur Lyon et ses environs*, juin 2008, p.16
Contact : outrage@riseup.net]



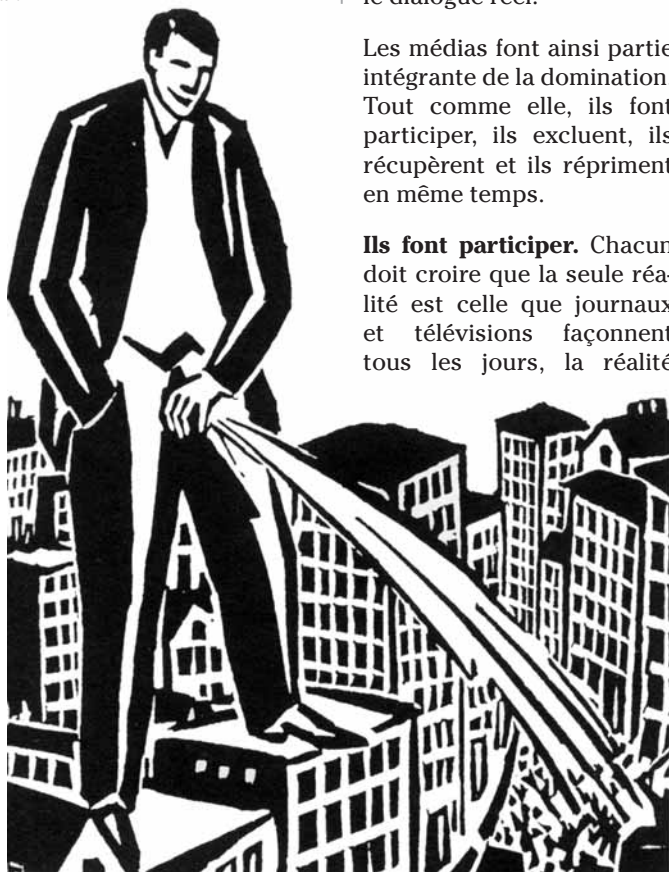
[Carte tirée d'Outrage n°1, *Incendiaire, gratuit, sur Lyon et ses environs*, avril 2008, pp. 8-9]

Les raisons d'une inimitié

Si on entend parfois autour de soi des camarades se réserver la possibilité de s'exprimer dans les médias, au nom d'une *exception tactique* qui mène à tout (et surtout au pire comme le montre l'histoire), certains contorsionnistes de la dialectique franchissent déjà régulièrement le pas : on a ainsi pu voir ces derniers temps dans les médias une saboteuse de bornes biométriques ou y écouter un pamphlétaire anti-démocrate. Respectivement sur une télé et une radio d'Etat.

Celui-ci, bon prince, y trouve en effet son compte en matière de neutralisation et d'une saine gestion du pouvoir, puisqu'il renforce encore par ce biais le visage démocratique de l'exploitation et de la domination. Si même ses opposants radicaux ont accès à ses moyens, c'est bien qu'il est au service de tous et pas d'une seule classe, non ? Et puis, tant qu'il existe un dialogue, il est encore possible de récupérer ces enfants terribles.

En un temps où la confusion accompagne une guerre civile rampante au détriment d'une guerre sociale dans laquelle l'ennemi serait identifié et traité comme tel, nous reproduisons quelques textes sur la question parus il y a quelques années dans ce même journal.



LA QUESTION N'EST PAS la plus ou moins grande correction d'un journaliste en particulier, mais au contraire le rôle en soi de l'appareil médiatique. Les médias ont en effet la prétention d'être la représentation totale de la réalité. En témoigne ce simple fait : pour eux, celui qui refuse de parler avec les journalistes «ne veut communiquer avec personne». Comme s'il était impossible de communiquer de manière directe, sans le filtre de la presse, de la radio ou de la télévision. C'est la même attitude qu'ont les autorités politiques : celui qui refuse tout rapport avec elles refuse, selon elles, tout dialogue avec les gens. Pourtant, malgré les progrès constants de la domestication sociale, le monde n'est pas uniquement peuplé d'autorités, de flics et de journalistes. Mieux même, c'est justement au-delà et contre leur pouvoir que commence le dialogue réel.

Les médias font ainsi partie intégrante de la domination. Tout comme elle, ils font participer, ils excluent, ils récupèrent et ils répriment en même temps.

Ils font participer. Chacun doit croire que la seule réalité est celle que journaux et télévisions façonnent tous les jours, la réalité

de l'Etat et de l'économie. Les médias sont un instrument indispensable pour imposer le consensus. Ils sont la version moderne du mythe, c'est-à-dire la représentation qui unit exploités et exploités. Les médias *socialisent* les gens.

Ils excluent. Les pensées et les actions hostiles à cette société ne doivent pas apparaître. Il faut les taire, les falsifier ou les rendre incompréhensibles. Les taire quand leur existence même est une attaque contre l'ordre établi. Les falsifier quand *ce qu'on ne peut pas taire* doit être opportunément reconstruit. Les rendre incompréhensibles quand il est nécessaire d'accorder à la révolte quelques vérités partielles afin que s'évanouisse leur sens global. Les médias enlèvent à tous les sans-pouvoir tout moyen d'expression autonome. L'unilatéralité de l'information est le contraire de la communication entre individus.

Ils récupèrent. Ils invitent à dialoguer avec les institutions, ils créent des porte-parole et des leaders, ils intègrent toutes les idées et les pratiques subversives une fois qu'elles ont été rendues inoffensives en les séparant de leur contexte, en les faisant consommer sans les vivre, en les étouffant dans l'ennui du déjà-vu.

Ils répriment. Ils collaborent avec la police en dénonçant et calomniant, ils lui préparent le terrain avec des menaces opportunes, ils en justifient publiquement le travail. Parfois, ils répriment *en donnant raison* — ce que quelqu'un appelait la «répression laudative» —, c'est-à-dire en présentant comme subversif ce qui ne l'est pas, lointain ce qui est au coin de la rue, terminé ce

qui vient tout juste de commencer.

Bien souvent, on ne saisit des médias que l'œuvre de falsification et de répression, c'est-à-dire les aspects les plus ouvertement calomnieux et criminalisants. Mais la rage contre le mensonge journalistique a alors le souffle court, en pouvant facilement être liquidée dans des périodes moins conflictuelles par une série d'articles suffisamment corrects. Le problème n'est pas l'honnêteté de tel ou tel journaliste ou la fidélité des articles, mais bien l'*action sociale* des médias. Dans la machine médiatique, les qualités intellectuelles et les normes déontologiques sont emportées par la masse des informations, par un «totalitarisme du fragment» qui est le véritable visage des infos. L'intelligence critique se construit à travers l'association, l'analogie et la mémoire. Les infos, au contraire, sont le produit de la séparation, du détail, de l'éternel présent. La passivité médiatique n'est que le reflet de la passivité salariale et marchande. On le sait, la vie qui nous échappe revient au galop sous forme d'image et de *scoop*. Plus on est *informés*, moins on connaît, c'est-à-dire moins on vit.

Personne ne peut faire aujourd'hui de la politique sans vendre sa propre image. Celui qui ne veut pas rompre avec la représentativité politique *sous toutes ses formes* (y compris celles qui sont antagonistes), ne peut pas rompre avec la représentation médiatique. Il pourra insulter les journalistes pendant quelques semaines, dans l'impossibilité de faire autrement, puis il recommencera à dialoguer. Pour négocier avec le pouvoir, les médias

Tabassage de journaliste

Lors de l'enterrement d'un anarchiste italien (Edoardo Massari, dit "Baleno"), suicidé le 28 mars 1998 dans la prison de Turin, les journalistes-vautours sont chassés, la voiture de l'envoyé d'*Il Manifesto* défoncée, et l'un d'eux est tabassé : Daniele Genco. Il passera 40 jours à l'hôpital et quelques mois supplémentaires avec un corset orthopédique. Ce même été, il reçoit un colis piégé qui n'explose pas et vivra longtemps sous escorte des carabinieri. Genco s'était particulièrement acharné comme chroniqueur local contre Baleno. Le 22 décembre 1999, trois compagnons anarchistes présents à l'enterrement passent en procès pour ce tabassage. Voici la fin de la déclaration de Luca, faite devant les juges du tribunal d'Ivrea.

« Tous les jours, les journalistes nous montrent une réalité falsifiée pour le seul intérêt des patrons et des puissants. Ils nous éduquent à l'acceptation d'un monde bâti sur la misère et l'oppression, en nous le présentant comme le seul possible. Ils fomentent la haine entre les exploités et justifient toutes sortes d'abus et de violences accomplis par leurs puissants maîtres (les exemples sont sous les yeux de tout le monde). Ces pisse-copies et ces faiseurs d'opinions détruisent pour leur carrière l'existence de millions d'êtres humains auxquels il n'est point permis d'avoir une voix.

Voilà, Genco est tout cela, et plus encore. Genco a versé plus d'encre que quiconque pour calomnier les anarchistes et notamment "Baleno". Ce nécrophile n'a même pas eu la pudeur de rester chez lui le jour de l'enterrement de l'une de ses victimes. Ce vautour est arrivé à Brosso pour nous provoquer, se fichant de la douleur des amis, camarades et proches ; il a obtenu pour prix de son insulte une riposte prompte, digne et collective. Genco n'a eu que ce qu'il méritait.

Si je ne peux pas me vanter d'avoir fait payer quelque dette à ce personnage immonde, je peux au moins dire que j'ai participé à son éloignement. J'affirme mon plein soutien et ma solidarité totale avec ce qui s'est passé à Brosso.

De plus, je pense que ce qui s'est passé à l'enterrement d'Edoardo, même si c'est une petite chose, peut servir de démonstration pour tous les exclus qui subissent chaque jour les supercheries des puissants ou de leurs émissaires ; la démonstration qu'il est possible de se révolter – ne fût-ce qu'avec de petits gestes comme celui-ci – pour se réapproprier la dignité qu'ils essayent de nous arracher quotidiennement, entre mille violences et mille obligations. A vous, messieurs les juges, vous qui prétendez me condamner et qui, cela est presque certain, me condamnerez ; à vous qui tous les jours allez dîner après avoir ruiné une, deux ou dix vies, sans jamais penser un seul instant être vous-mêmes du côté du tort, du côté de l'injustice ; à vous qui êtes une partie intégrante de cette société infâme et qui défendez et perpétuez cette horreur sociale à travers votre rôle ; à vous qui réprimez tout élan légitime de révolte en vous assujettissant toujours au plus fort : à vous je veux dire que je ne vous reconnais aucun droit de me juger et que je continuerai à lutter – bien que le rapport de force entre nous soit inégal et que vous gagnerez probablement cette fois encore – afin que vous soyez écrasés sous le poids de vos victimes, vous et le triste monde que vous défendez, par la main de tous les gens qui doivent subir et se soumettre jour après jour.

Pour conclure : vue l'activité acharnée des journalistes afin de nous diviser, je vous fait remarquer que mes co-accusés, camarades et moi, nous n'avons aucune intention d'accepter les séparations que l'on a cherché à créer entre nous par le biais d'une campagne continue de criminalisation. Nous vous montrerons encore une fois que la solidarité est plus forte que toutes vos lois et tous vos tribunaux.

Pour la destruction de ce misérable ordre social.
Pour l'Égalité et pour la Liberté.»

[Déclaration publiée dans *Cette Semaine* n°80, mai/juin 2000, p.5
Luca sera condamné à 3 ans et 2 mois le 20 mars 2000, puis acquitté le 6 mars 2003.
Arturo sera, lui, condamné à 3 ans et 8 mois et ne reviendra de cavale qu'en novembre 2006, ayant bénéficié de l'*indulto*, une remise de peine généralisée.]



sont nécessaires. Ce sont eux-mêmes –et les faits récents le confirment– qui poussent au dialogue, favorisant ainsi la répression de ceux qui ne dialoguent pas avec leurs ennemis. Dans le bavardage du consensus, le fichage policier commence contre celui qui *se tait*. C'est pourquoi couper court avec la presse et la télévision, ainsi qu'avec les images et les étiquettes qu'elles nous collent, signifie couper court avec la politique.

La conclusion ne peut pourtant pas être celle de l'autisme de ghetto, mais celle d'une rébellion qui se donne ses propres moyens de communication autonome.

[Extrait du *Loup Garou* n°3, Paris, février 1999 et de *Si raccoglie ciò che si semina*, Rovereto (Italie), novembre 2003, partiellement traduit dans *Cette Semaine* n°87, février/mars 2004, p.9]

Humains !

Vous n'avez qu'un ennemi. C'est le plus dépravé de tous. La tuberculose et la syphilis sont des fléaux terribles qui font souffrir l'homme. Mais il existe un fléau plus dévastateur que la peste qui ravage le corps et l'âme de l'homme, une épidémie incomparablement plus terrible, plus sournoise et plus pernicieuse : j'ai nommé la presse, cette catin publique. Toute révolution, toute libération de l'homme manque son but si on ne commence pas par anéantir sans pitié la presse. Tous les péchés seront remis à l'homme, mais le péché contre l'esprit ne lui sera jamais pardonné. Anéantissons la presse, chassez de la communauté des hommes ses maquereaux à coups de fouet, et tous vos péchés vous seront remis, ceux que vous commettez et ceux que vous n'avez pas encore commis. Pas une réunion, pas une assemblée d'êtres humains ne doit se dérouler sans que retentisse la déflagration de votre cri :

Anéantissons la presse !

Der Ziegelbrenner n°15, 30 janvier 1919

MOBILISATION À FLORAC CONTRE L'EXPULSION DU PRAT DEL RONC

DEPUIS PLUS D'UN AN, le Prat Del Ronc, petite maison abandonnée depuis plus de 10 ans, est occupée par Lino dizaine de personnes. Cette maison constitue leur seul logement et les terres avoisinantes les seules qu'ils puissent cultiver. Le propriétaire, Mr Stonex, a acheté cette maison dans un but de spéculation, il n'y a jamais résidé.

La préfecture de Lozère a multiplié les pressions sur les habitants depuis l'été dernier ; visites régulières des différents services de police, photos, contrôles d'identités, présence systématique lors des événements publics tels que, chantiers collectifs et projections. Cette même préfecture a fait en sorte que le propriétaire, plutôt indifférent de prime abord, engage une procédure d'expulsion.

Ce vendredi 16 mai 2008, avait lieu 1a deuxième audience du procès des occupants du Prat del Ronc, pour occupation sans droit ni titre. Conscients de la mascarade judiciaire et du fait que ce procès était joué d'avance, la mobilisation se fit autour de l'idée de carnaval. Il s'agissait de troubler, voire d'empêcher le jugement.

Le jeudi 15 mai, la TNT (Troupe des Non Théatreuses) s'installe sur la place du marché de Florac, déploie quelques banderoles, diffuse quelques infos via une table de presse et joue, pour la troisième fois, sa fameuse saynète "Vous lui en mettez combien Mr le juge ?" ; improvisation burlesque, mettant en scène un tribunal dans toute sa farce et son iniquité.

La même place du marché fut occupée le reste de la journée pour construire décors et costumes du carnaval du lendemain. Quelques curieux s'avancèrent mais on ne peut pas dire que cela souleva l'enthousiasme des foules !

Le soir, nous fûmes quelque trente à occuper l'ancienne gare de Florac. La soirée se passa entre préparatifs et pizzas, et fut saluée par une mise en garde courtoise des gendarmes sur la vétusté des lieux et leur dangerosité.

Dans le même temps, les deux entrées de Florac étaient occupées par de nombreux militaires armés.

Le lendemain, vers 14h, c'est un cortège majoritairement costumé et masqué d'une soixantaine de personnes qui

déambule dans les rues du centre-ville, au son de percussions diverses et hétéroclites. Après une station bruyante et prolongée devant la sous-préfecture, le cortège se rend devant le tribunal.

Une dizaine de gendarmes et affiliés, sont retranchés derrière les portes vitrées, barrant le passage à toute espèce de costumé. Les improvisations bruyantes montent en intensité et se répandent autour du tribunal. A l'occasion de la sortie de quelques personnes, il est tenté de passer en force, provoquant quelques bousculades avec les gendarmes. Nous ne réussissons pourtant pas à empêcher l'audience de se dérouler, en l'absence des occupants, et la juge de reporter sa décision au 20 juin, précisant qu'il n'y aurait pas d'audience et que ce n'était pas la peine de venir.

Après cela, le cortège se rend en centre-ville, où une interprétation de "LA NEF DES FOUS" est jouée en marionnettes, dans l'indifférence des Floracois du secteur. Puis, la figure du citoyen gavé de propagande et de peur est brûlée en place publique.

Pourquoi si peu de monde ?

Pourquoi si peu de monde ? La peur ? La lâcheté ? L'égoïsme ? La résignation ?

Il vaut mieux dans ce monde ne pas se faire remarquer et filer doux dans le troupeau, en maugréant de temps à autre contre le berger. L'heure est à la soumission quasi généralisée que l'on édulcore un peu avec des lectures rebelles ; histoire de se rassurer grâce à ceux et celles qui ne baissent pas les bras. Est ce si bon que cela de vivre les luttes par procuration ? Parlerait-on de misère révolutionnaire comme on parle de misère sociale/sexuelle ?

L'heure est aux slogans sans vie imprimés sur des autocollants. Echos chagrins de ces vies chagrines où abdiquer n'est plus un vain mot mais une pratique banale. L'exil total est impossible.

Mai 68, Mai 2008, le cadavre ne bouge plus! il danse, bêtement, déguisé en babacool exposant sa fausse quiétude à la foire du dimanche en monnayant coollement son artisanat local et en espérant veule-



Ils s'attendaient à ce qu'on se jette à leurs pieds en leur implorant le droit de rester. Mais nous ne demanderons rien. Nous leur arracherons ce qui est à nous en gardant la tête haute.

Reste ce qui se passera au Prat del Ronc, et dans les vallées Cévenoles. Le 20 juin nous sera notifiée notre expulsion. Le bras de fer ne se passera plus sur leur terrain (tribunal, rassemblements-manifestations de rue, tracts et affiches...), mais chez nous, pour les empêcher de détruire ce que nous construisons. L'heure est à l'organisation de nos moyens de défense, et de nos perspectives d'autonomie. En clair, nous nous opposerons à l'expulsion du Prat del Ronc, pour commencer, et à toutes celles qui pourraient suivre.

ment qu'un jour « on » l'acceptera dans le décor. Difficile intégration. Struggle for life ! Mais jusqu'à quand ? Pourtant, il n'y avait aucun risque de se faire remarquer ce 16 mai puisque tous et toutes étaient masqués. L'absence doit être ailleurs.

Le narrateur critique ici ceux et celles qui ne se sont pas déplacés ce 16 mai et regrette, non sans colère, que la lutte des paysans sans-terre dès lors qu'elle ne se passe pas à 15000 km de notre bled ne mobilise pas plus de personnes que cela. Chacun pour sa gueule, chacun ses petits plans merdiques et tout continue. « A bas la révolution ! Vive l'institution ! », pourrait-on lire en filigrane sur les tee-shirts, dans les volutes des joints et les vapeurs des alcools frelatés...

Reste à voir maintenant les moyens à mettre en œuvre pour rendre l'expulsion la plus problématique possible.

[Tiré, comme les précédents, du *Bulletin de contre-Infos en Cévennes*, n°3, juin 2008]

LES CONFESSIONS D'UN REPENTI

Brève note autour du livre

Jean Berthaut, *PariSquat – Des squats politiques à Paris 1995-2000*, ACL (Lyon), mai 2008

Une autre vie est possible

« Il me reste cette image d'un flic qu'on avait mis au sol et je me vois encore lui mettre des coups de pied : ça me paraît tellement bizarre avec le recul »

Si il ne s'agissait pas en l'espèce des confessions d'un repent, on pourrait se contenter de dire à propos des images qui tournent dans la cervelle de Jean Berthaut ce qu'on murmure ironiquement devant une mauvaise toile : certaines parlent plus que d'autres... Sortant du salon où il s'était perdu, il vient donc de publier un bouquin basé sur des entretiens avec « ses amis », prenant prétexte d'avoir de 1995 à 2000 « fréquenté puis habité dans des squats [politiques] à Paris ».

On pourrait s'en foutre royalement, et simplement considérer les problèmes de conscience *post mortem* de cet ex-squatter pour ce qu'ils sont : le témoignage absurde de son passage vers une autre de ses vies, bien plus « sécurisante » celle-là, de celle où on n'a plus d'idées mais des opinions, de celle où on a enfin su « dans quel sens orienter sa vie » loin des désagréments de l'offensive contre ce monde, de celle où on a enfin « résolu son rapport à l'autorité » en y collaborant franchement, de celle où on ne file plus de coups de pied aux flics, mais où on leur sert la pince...

Les calculs de la mémoire

« Parfois, je me dis que ce qu'on avait à proposer était pire. Et puis on n'était pas si différent des gens qu'on combattait : on était intransigeants, violents, sectaires... »

Généralement, un des problèmes avec les ex-rebelles de passage (les soixante-huitards s'en donnent par exemple à cœur joie en ce moment), c'est qu'ils pensent résoudre leur psychodrame personnel en l'étalant sous les feux des projecteurs. Et qu'ils parlent non seulement d'eux comme d'un des centres de l'histoire (on a celle qu'on peut), mais qu'ils ont aussi la fâcheuse manie d'utiliser le « nous » sous ses déclinaisons variées, faisant de leurs renoncements personnels une injonction collective, sous peine d'être resté « enfant gâté », « désespéré » ou « sectaire ». C'est en effet une chose bien différente de quitter le chemin de la subversion à un moment donné (pour n'importe quel motif individuel) que de poser ce choix comme le seul possible ou raisonnable.

Dans son exercice de socio-flic, Maître Berthaut ne peut donc s'empêcher à son tour de prendre ses vessies personnelles pour la réalité commune des individus qu'il a côtoyés. Les ex-gauchistes glosent certes ad nauseam, mais d'une époque quasi révolue, d'il y a quarante ans, quand ce même monde autoritaire était assez différent, vu l'accélération de la domination qu'il nous a fait subir depuis, et l'écrasement/intégration de la plupart des formes de résistance collectives d'alors.

Notre petit rapporteur, quant à lui, se met à table moins de dix ans après les faits, étalant publiquement un passé antagoniste proche, avec bien sûr son regard d'aujourd'hui – soit en l'occurrence celui d'un qui a « tiré un trait », un repent qui s'assume comme tel tout au long de ses entretiens.

Si on savait déjà que les confessions médiatiques des ex sur leur passé ne servent bien souvent qu'à justifier les contorsions de leur parcours et parlent en fait bien plus de leur présent, on a ici en plus affaire à une opération de

délation. Quoi de plus clair en effet pour signifier à l'Etat qu'on est non seulement parti, mais surtout qu'on regrette et qu'on a changé, que de lui fourguer des renseignements sur les autres ? Berthaut semble oublier que la moindre des choses lorsqu'on renonce soi-même, c'est de ne pas livrer d'informations publiquement sur ceux et celles qui ne lâchent pas l'affaire (et sur leurs activités d'un passé qui n'est pas révolu pour eux). On se casse si on veut, mais on ferme sa gueule sur ce qu'on sait !

Suivez mon regard...

« Certains dans la mouvance justifiaient cette idée de tuer des flics. J'ai toujours trouvé ça idiot »

Non contents de réviser le vécu collectif en parlant au nom de tous (un vécu dépolitisé et où le côté joyeux et libérateur des passions subversives est volontairement absent), Berthaut et la plupart de ses « amis » s'étendent donc notamment dans le livre sur des activités collectives qui ont aussi impliqué des compagnons qui n'ont pas tous « tourné la page ». Les changements de prénoms n'y sont qu'un cache-sexe insignifiant, sans même parler de la question des photos ou des chronologies qui contiennent par exemple des actes anonymes.

Au-delà des détails de techniques employées pour squatter, le bouquin sert de fait plus largement à renseigner le pouvoir sur des moyens d'auto-organisation et de débrouilles hors du salariat ou sur des actions antagonistes, le tout dans une reconstruction spectaculaire à base de « violence », de « haine » et de « guerre »¹. Afin de rendre ses témoignages-balance plus crédibles, le tâcheron publie même, sans craindre le ridicule, des extraits de la note des RG sur son compte. Car au final, l'ensemble de son recueil revient à alimenter l'existence mythifiée des « milieux anarcho-autonome » de Paris, comme l'appellent déjà les RG dans une note de 1998 (reproduite p.167), ou au moins à en expliquer une partie du fonctionnement de l'intérieur. Et c'est son second aspect crapuleux : là où ces vies existent dans des jeux de composition et de recomposition au sein de la guerre sociale, il fige et décrit les rapports avec une vision d'entomologiste qui ne peut évidemment que servir l'ennemi. Et ça tombe bien, le pouvoir cherche depuis près d'un an (CPE et élection présidentielle) à recueillir un maximum d'infos sur ces « milieux », ayant été quelque peu décalé avant de se remettre au goût du jour et d'ouvrir aussi plusieurs enquêtes, dont certaines confiées à l'anti-terrorisme.



La différence entre un texte qui se trouve par piles dans les supermarchés du livre et une brochure qui tourne de main en main, la différence entre des anecdotes psychologisantes hors sol compilées par écrit et un récit oral de transmission dans un contexte de lutte, réside non seulement dans le contenu mais aussi dans les destinataires. Il y a en effet un gouffre entre raconter à *tout le monde*, c'est-à-dire ici avant tout au pouvoir sous prétexte de toucher les fameuses masses (à 18 euros le livre ?), des activités « en marge » et transmettre une expérience entre individus concernés, c'est-à-dire dans une continuité de pratiques ou de mouvements sociaux.

Les privilégiés

« Je considère que c'est un privilège de pouvoir frauder; ne pas bosser, squatter, de se mettre en rébellion par rapport au système, s'exposer à la justice, aux flics... Tout ça, ce sont des privilèges de gens qui peuvent se le permettre parce qu'ils ne prennent pas de gros risques, car ils sont français et qu'ils ont des papiers en règle »

Nicolas

Si un quelconque Jean Berthaut, au nom du fait qu'il « n'aime pas l'idée que les souvenirs puissent se perdre », peut trouver audience ou éditeur dans le mouvement libertaire, c'est une question de marché qui dépasse celle de son contenu délateur, contrit et réducteur. Un marché rouvert notamment avec Lola Lafon, qui fantasmait déjà dans sa fiction chez Flammarion des bouts de la même période parisienne.

Ce qui nous intéresse plutôt pour conclure cette note, au-delà de la misère du présent de quelques ex-camarades qui exploitent un passé plus banal et moins spectaculaire qu'ils ne l'écrivent, c'est d'une part de reposer que comme il n'existe aucune garantie sur le devenir de ses complices du moment, ceci plaide une fois encore pour des groupes affinitaires informels basés sur des rapports de confiance inter-individuels, groupes qui se font et se défont en fonction des activités (au contraire de groupes permanents, a fortiori ceux à tendance communautaire-collectiviste de partage totalisant). Ceci, en plus des problèmes policiers du moment, peut éviter une partie des surprises futures.

D'autre part, cela repose la question de notre façon de vivre ensemble, des rapports que nous générons (indépendamment de la vision rétrospective qui s'en suivra de la part des individus dégoûtés), à l'aune de ce que chacun-e est réellement et de ce qu'il est prêt-e à mettre en jeu. Afin que valent les catégories et que crève ce vieux monde où quelques uns jouissent encore du privilège de pouvoir nous cracher ouvertement à la gueule du haut de leur mépris.

Des partisans de la guerre sociale

NB : Il va de soi que cette note n'a pas pour objectif d'alimenter le voyeurisme malsain de ses lecteurs, qui s'en iraient en quête du dit bouquin. Il y en a tellement d'autres qui en valent la peine et qui nous attendent...

1. Patrice : « *A part ça, une frange importante du milieu parisien est super violente, et elle représente une des franges du milieu squat* » (p.55) ; Loïc : « *Pareil pour les actions contre les huissiers : en fait c'était la guerre, on ne faisait pas de la politique* » (p.148) ; Jean : « *On était vraiment dans un truc de haine contre les flics et les huissiers. Avec le recul, ça me paraît bizarre d'envisager la violence de manière aussi froide* » (p.225) ; voir aussi la reproduction d'articles de presse focalisés sur ces mêmes aspects.



Squatamarseille

EXPULSION ET PROCÈS

Le 10 juillet 2008, une maison occupée est expulsée à 6h du matin, avec force moyens répressifs, dont le GIPN. Un petit rassemblement de soutien se forme. Les quatre occupants sont embarqués pour un contrôle d'identité. Les personnes en soutien refusent de montrer leurs papiers et se font arrêter à leur tour et emmener au même commissariat. Les flics prétextent la recherche des personnes mentionnées dans une plainte pour dégradation concernant la maison expulsée.

Trois personnes sont alors gardées-à-vue. Une parce qu'elle apparaît dans la plainte, elle est relâchée sans suite. Une autre pour outrage et rébellion est relâchée en même temps et passe en procès le 20 mai 2009.

La dernière est placée en garde-à-vue parce qu'elle refuse de se soumettre à un prélèvement ADN. Le parquet de Marseille décide de poursuivre.

Cette personne est donc maintenue en garde-à-vue et passe le lendemain devant le juge où elle refuse la comparution immédiate. Elle ressort libre de l'audience mais sous contrôle judiciaire (pointage au commissariat deux fois par semaine). Elle est convoquée le 25 août 2008 pour refus de prélèvement ADN. La peine encourue : 1 an ferme et 15 000 euros d'amende.

CONTRE LE FICHAGE, CONTRE LE FLICAGE, CONTRE LA SOCIÉTÉ DE SURVEILLANCE, SOYONS NOMBREUX DEVANT LE TRIBUNAL DE MARSEILLE LE 25 AOÛT À 14H

Rappel : il faut savoir que lors d'une garde-à-vue, les flics peuvent demander un prélèvement ADN à tout moment. De plus, toute personne ayant été condamnée en correctionnelle depuis 2003 peut être convoquée (et poursuivie en cas de refus) pour donner son ADN. Le refus de prélèvement est un délit pour lequel on peut être condamné et donc re-convoqué indéfiniment. Attention, ce risque est réel. Il est temps de s'organiser collectivement pour y résister.

Squatallille

UN POINT SUR LES SQUATS

Jedi 5 juin au petit matin, expulsion de *La Belote*, rue Canteleu, au fond d'une sympathique courée. La condaille s'est plantée de porte et a défoncé celle de la voisine de 90 balais qui leur a spécifié qu'elle n'avait jamais eu de soucis avec ses voisins, tout squatteur qu'ils étaient, et qu'à l'inverse, eux, tout gipn qu'ils étaient, lui avaient mis sa maison en vrac. Bref, saisie des affiches et de tout ce qui s'apparente de près ou de loin à de la prose subversive et prise en photos des occupant-es sous le regard bovin de l'huissière et de ses apprenties. *La belote*, n'est plus après plus de six mois d'occupation, mais les lillois-es sont joueuses... Après belote, re-belote !

NB : Si *Le Garage Okupé* (Moulines) et *Le Slibard* tiennent toujours, le *Spoko Spoko* a été expulsé le 4 juillet vers 7h30.

Entre chien et loup

Depuis les émeutes de novembre 2005, les étincelles de rage et de révolte viennent toujours plus troubler le bon ordre de l'exploitation démocratique.

A coups de barricades, d'incendies, de blocages, de guets-apens, de sabotages, de pavés, de manifestations sauvages, d'attaques collectives ou individuelles, la domestication quotidienne ne coule pas que des jours tranquilles.

A Villiers-le-Bel par exemple, c'est la flicaille qui se fait cette fois canarder pendant que ses comicos flambent.

Ailleurs, les mutineries et évasions des centres de rétention montrent à leur tour que certains ne se résignent pas à se faire dégager en fonction des besoins du marché.

L'Etat, bien sûr, présente l'addition : rafles, perquisitions massives dans les cités ou les foyers d'immigrés, attribution à des groupes spécifiques de pratiques radicales répandues, occupation quasi-militaire des quartiers,...

Dans cette guerre sociale où l'antagonisme est quotidien, il est temps que chacun choisisse son camp.

QUE CRÈVE LE MEILLEUR DES MONDES !

Nouvelles de la guerre sociale

• 3 avril, Dijon

« Les collégiens des deux établissements scolaires de Côtes d'Or ayant choisi de faire installer des bornes biométriques (les Lentillères à Dijon et Rostand à Quétigny) ont trouvé les portes de leurs établissements fermées à l'aide de superglue dans les verrous et les murs repeints de tags "Non à la biométrie" et "Biométrie = fichage = prison" ».

• 9 avril, Argenteuil

Un gardien de la paix de 25 ans s'est fait arracher un bout d'oreille par un automobiliste lors d'un contrôle routier et a dû subir une greffe. Un second policier, âgé de 28 ans, « a reçu trois coups de tête et a eu la lèvre fendue ».

• 10 avril, Brie-Comte-Robert

Une voiture volée est utilisée comme bélier pour défoncer la grille du lycée Blaise Pascal.

• 18 avril, Les Mureaux

Un cameraman de la chaîne M6 en reportage pour le magazine *Enquête exclusive* est dépouillé de tout son matériel (15 000 euros).

• 20 avril, Toulouse

Trois policiers de la Bac qui poursuivaient un individu en train de mettre le feu à un véhicule dans le quartier de Bellefontaine sont attaqués et frappés à coups de barres de fer. Tous trois sont blessés, dont un par jet de pierre qui lui vaudra une fracture de la mâchoire. Cinq incarcérés.

• 24 avril, Villepinte

Une patrouille de police se fait caillasser dans la cité de La Fontaine-Mallet. Le conducteur reçoit un pavé en plein visage qui lui casse le nez, tandis que son passager est blessé par les éclats de pare-brise.

• 26 avril, Fouesnant (Finistère)

Quatre engins incendiaires, dont deux molotov, atterrissent dans la cour de la gendarmerie.

• 1 mai, Cavailon

Un incendie détruit une partie des locaux et la toiture de l'agence d'interim *Proman*.

• 1 mai, Mazamet (Tarn)

A la poursuite d'un voleur de voiture à Aussillon, un adjoint de sécurité est tabassé.



[bureau du directeur d'ArcelorMittal, 4 avril 2008]

• 3 mai, Saint-Sylvain-D'Anjou

Le hall du collège Jeanne d'Arc et sa toiture sont incendiés avec des poubelles enflammées.

• 3 mai, Strasbourg

L'école Catherine dans le quartier de HautePierre est incendiée.

• Avril-mai, Gandrange (Moselle)

Un plan de restructuration de l'usine sidérurgique ArcelorMittal prévoit la cessation d'activité de l'aciérie électrique et du train à billettes, soit la suppression de 575 postes. A partir du 13 mai, des piquets de grève se mettent en place sous une banderole «*ArcelorMittal, fuck you!*». Déjà le 4 avril, les salariés avaient saccagé le bureau du directeur de l'usine, le vidant de tout son mobilier par la fenêtre.

• 23 mai, Draguignan

Suite à l'assassinat d'un tzigane en garde à vue dans la gendarmerie de Brignoles, quatre véhicules de la caserne sont incendiés deux jours plus tard. Un véhicule est également renversé devant le Palais de Justice.

• 31 mai, Nice

L'école du quartier des Moulins est pillée et saccagée. Un tag sur place dit : «*Nike l'école. Je regret pas*». Huit interpellés, trois de 12 ans et quatre autres mineurs.

• Juin, Carhaix (Finistère)

L'Agence Hospitalière Régionale décide de fermer les services maternité et chirurgie de l'hôpital de Carhaix (à 45 mn de Brest et Quimper), et la population s'insurge. Le 4 juin, une quarantaine de manifestants séquestrent le directeur de l'hôpital. Il sera libéré deux heures après par les gendarmes. Le 6 juin, à la date de fermeture des deux services, 7000 personnes manifestent à Carhaix. Le lendemain 7 juin, rassemblement de 500 personnes à Quimper devant la Préfecture avec une catapulte géante. Les affrontements durent un peu : pneus enflammés qui bloquent la circulation, oeufs, pierres et fumis contre lacrymos. Huit interpellés Nouveaux affrontements de deux heures lors de la manif du 21 juin (700 personnes) à Quimper, en pleine Fête de la Musique, au milieu du bordel général : un manifestant a les doigts arrachés par les flics. Finalement la décision sera suspendue.

• 3 juin, Strasbourg

Un homme qui comparaisait pour incendie de voiture devant le TGI s'évade en courant. L'un des flics de garde tombe et s'ouvre le crâne.

• 4 juin, Lanveoc

Saccage total de l'école.

• 13 juin, Tonneins (Lot-et-Garonne)

Un homme utilise sa Fiat Panda pour pénétrer dans la gendarmerie. Il saccage ensuite tout ce qu'il y rencontre : ordinateurs, dossiers, photocopieurs, fax.

• 15 juin, Vitry-le-François (Marne)

Suite à la mort d'un jeune, soixante véhicules sont incendiés, ceux des gendarmes et pompiers caillassés et deux gendarmes blessés. La gare SNCF et un local de l'office HLM sont saccagés.

• 17 juin, Corbenay (Haute-Saône)

L'école est incendiée et son bâtiment complètement détruit.

• 21 juin, Paris

Pendant que 7000 lycéens fêtent la fin du bac sur le Champ-de-Mars, 300 personnes s'affrontent d'abord sur place avec la police, leur causant deux blessés, mettent le feu à des poubelles et des arbres, avant d'attaquer huit magasins de la rue du Commerce (dont un pillé).

• 22 juin, Montélimar

60 policiers et gendarmes mobiles tentent d'expulser un campement de 120 caravanes, mais doivent y renoncer suite au face à face avec une centaine d'hommes armés de bâtons, barres de fer, chaînes et même d'une tronçonneuse. Un fusil de chasse est même exhibé «*en signe de défi*».

• 29 juin, Nord

Le collège d'Avesnes-le-Comte est saccagé et inondé. A Calais, une école du quartier du Petit-Courgain est incendiée.

• Juillet, Amiens

Les salariés de l'usine *Goodyear* s'opposent à la réorganisation forcée du travail en 4x8, sous peine de 450 suppressions d'emplois sur trois ans. La date butoir fixée par la direction est le 8 juillet. Un référendum en octobre avait donné 64 % de non à la réorganisation. Seules la CFTC et la CGC, minoritaires, ont signé l'accord. Les bureaux de cette dernière sont saccagés le 30 juin. Du 4 au 9 juillet, le site d'Amiens-Nord (1 450 salariés) reste bloqué malgré la pression des forces de l'ordre. Le 5 juillet, la voiture d'un chef d'équipe est incendiée sur le parking. La CGT (pourtant déjà signataire d'un accord identique à Dunlop/Amiens-Sud en mars) et Sud appelleront à la reprise sans contrepartie.

• 4 juillet, Evry

Juste après s'être vu notifier son incarcération, un homme de 39 ans a retourné le bureau, l'ordinateur et les armoires d'une magistrate du parquet et a mordu un policier.

• 6 juillet, Sartrouville (Yvelines)

Le toit de l'école Leo Lagrange est incendié avec des poubelles.

[Ces infos étant tirées de la presse, donc de la police, sont à lire avec les précautions d'usage]

Montreuil, 4 juin



Montreuil

Résistance aux rafles

À Montreuil, depuis plusieurs semaines, les contrôles et les arrestations de sans-papiers se multiplient, particulièrement aux abords des foyers de travailleurs immigrés. Depuis trois semaines, chaque mercredi, nous nous rassemblons, nous manifestons, nous faisons du bruit autour des foyers pour avertir les voisins que des rafles ont quotidiennement lieu dans leur quartier et pour dire qu'il est possible de s'organiser pour empêcher ces arrestations.

Ce mercredi 4 juin, une manifestation est prévue autour du foyer Rochebrune. Une heure avant, les flics arrêtent une personne sans-papiers à proximité du foyer. Provocation ? Peu importe, les manifestants se rendent devant le commissariat et bloquent la rue avec une banderole sur laquelle il est inscrit : "Liberté de circulation". Peu après, le commissaire sort avec une écharpe tricolore et un mégaphone. Dans le même temps, il ordonne de quitter les lieux et envoie sa horde de flics.

Plusieurs dizaines de policiers sortent subitement du commissariat. Ils ne viennent pas pour nous dégager mais bel et bien pour nous tabasser et faire quelques arrestations pour l'exemple. Réprimer ceux qui à Montreuil, dans les foyers, dans les quartiers, jour après jour s'organisent contre les rafles, contre les expulsions. Ils nous coincent contre les voitures et se lâchent : au hasard, dans le tas, coups de matraque, tirs de flash-ball à bout portant, gaz lacrymogène au visage... Peu en sortiront indemnes. Huit personnes sont arrêtées dont trois sans-papiers. Ici il s'agit de nous faire baisser la tête par les coups, les humiliations, l'enfermement.

La colère est à son comble. La nouvelle se propage partout. Des centaines de personnes affluent de Montreuil et de ses environs. Un grand feu est allumé au milieu de la rue du commissariat. Les lampadaires sont éteints pour empêcher la police de filmer la scène depuis les toits. Des palissades du Cœur de ville sont mises à terre. Des poubelles brûlent. Toujours aussi armée, la police charge et repousse une partie des manifestants jusqu'à la Croix de Chavaux. Deux nouvelles personnes seront arrêtées pendant la nuit. Mais Montreuil est debout. La mobilisation ne faiblit pas. On continue d'arriver devant le commissariat. On crie pour la libération des camarades interpellés, contre les rafles, les expulsions, contre la police. A deux heures du matin, devant l'ampleur de la mobilisation, la police cède et libère six personnes. Et deux autres, le matin, dont l'une avec une convocation.

Mais trois personnes, toutes sans-papiers, ont été déférées au parquet. Elles sont sorties deux jours plus tard avec un procès reporté au [jeudi 4 septembre 2008], à 13h, à la 17ème chambre du tribunal de Bobigny. Là encore, quand les plus écrasés sortent de l'ombre, s'organisent contre le sort qui leur est réservé, la répression s'abat violemment sur eux.

Continuons d'empêcher les rafles dans nos quartiers.

[Paru le 7 juin 2008 sur Indymedia Paris]

Marins Pêcheurs

Pillages en série

Liste non exhaustive des actions de marins pêcheurs autres que les blocages de ports, de dépôts de carburant ou d'axes routiers, afin d'obtenir une aide de l'Etat compensant la hausse du prix du gazole.

19 mai

Cherbourg

Pillage de plusieurs supermarchés et redistribution en centre ville.

20 mai

Marseille

Affrontements entre les agents du Port autonome et les CRS. Pierres, pavés, bouteilles et chaises des cafés contre lacrymogènes. Deux tentatives d'incendie contre des véhicules de police. Un CRS blessé à la tête par un marteau.

21 mai

Etang de Berre, Fos

Les forces de l'ordre débloquent les sites pétroliers.

Relecq-Kerhuon (Brest)

La Scarmor, centrale d'achats de 40 magasins Leclerc est saccagée.

Paris

Manifestation de 300 personnes devant le Ministère de la Pêche. Des dizaines de fusées de détresse sont lancées contre les CRS, quatre d'entre eux sont blessés, dont un sérieusement.

Carquefou (Nantes)

Blocage des accès à la centrale d'achats de Système U.

Sables-d'Olonnes

Deux vieux chalutiers exposés en ville ainsi que des palmiers sont incendiés.

Quimper

Pillage de la poissonnerie de l'hyper-marché Géant et redistribution.

22 mai

Quimper

Distribution gratuite de gazole de l'hypermarché Carrefour et des produits pillés du magasin de surgelés Thiriet.

Le Guilvinec

Pillage des produits surgelés du Carrefour et redistribution gratuite.

22 mai

Pont de Normandie

Opération péage gratuit.

Péage de Dozulé

Le contenu de quatre camions chargés de poissons est vidé sur le bitume.

Saint-Quay-Portrieux

Une quinzaine de pêcheurs casse les vitres du bureau des affaires maritimes du port, en sortent le matériel et les dossiers, avant d'y mettre le feu.

23 mai

Les rayons poissonnerie de trois hypermarchés de **Saint Nazaire**, d'un supermarché de **La Baule** et du Leclerc de **Saint-Paul-de-Léon** sont pillés et redistribués aux passants. A **Bayeux**, trente tonnes de pavés de saumon d'un hard discount sont distribués sur le périphérique. A **Morlaix**, distribution gratuite de carburant.

Mondeville (Caen)

Une centaine de marins pêcheurs saccagent la société de mareyage Lequertier en moins d'un quart d'heure. La grille d'entrée est défoncée, le plafond du bureau d'accueil a valsé, des tonnes de poissons ont été renversées et aspergées de mousse d'extincteur.

Non aux rondes

Alors que le nouveau gouvernement fait passer un nouveau «paquet sécurité» prévoyant notamment 3000 militaires dans les rues pour appuyer les forces de police, la Ligue du Nord recrute sur ses stands des «volontaires pour la sécurité» dans tout le Nord de l'Italie. Elle tente d'organiser des milices citoyennes pour épauler à son tour la police. On notera en passant qu'elle n'en a pas le monopole puisque le maire de gôche de Bologne organise par exemple depuis quelque temps des rondes composées d'étudiants contre la dégradation des bâtiments publics (tags et pisse pour être clair). Ces rondes, à l'initiative de la Ligue du Nord ou des maires de tous bords se sont multipliées de Salerne au Lazio, de Bari à Padoue (dans ce cas avec la participation d'immigrés).

Lorsque la Ligue a tenté son opération de recrutement dans le Trentino, les compagnons de Rovereto et de Trento s'y sont fermement opposés, obligeant les fiers tenant de la Padanie à la mettre à veilleuse. On en lira ci-contre le compte-rendu, traduit de l'italien.

Episode 1

Mardi 20 mai 2008 au matin à Rovereto, une quinzaine de compagnons ont entouré le stand de la Ligue du Nord, qui entendait procéder à un recrutement pour constituer des rondes. Les deux banderoles disaient «*Votre sécurité est une idéologie qui tue*» et «*Pogrom contre les Roms, racisme d'Etat, rondes... maintenant ça suffit*». Les interventions au mégaphone ont rappelé les récentes attaques contre les Roms, le racisme croissant, le «paquet sécurité» [nouvelles lois répressives], etc., soulignant la nécessité d'empêcher cette dérive xénophobe avant qu'il ne soit trop tard. Démasquant le rôle servile et lâche des léguistes (silencieux à propos des morts au travail, contre la précarité, contre le Tav, etc. et «forts» contre les immigrés), les compagnons ont répété que les rondes ne passeront jamais à Rovereto, fussent-elles être empêchées physiquement. Les léguistes ont appelé la police, qui est arrivée en force avec toutes les patrouilles disponibles, en même temps que les dirigeants du parti. Les compagnons sont restés dans la rue une heure de plus à parler au mégaphone et à distribuer des tracts. La réaction de plusieurs personnes a été positive, des jeunes comme des vieux se sont arrêtés et ont exprimé leur indignation face au racisme et leur solidarité avec ceux qui le combattent. Bien entendu, d'autres ont soutenu la Ligue, mais ces «volontaires pour la sécurité» n'ont recueilli que peu de signatures... L'important était de briser le silence et l'indifférence, poussant les gens à prendre position contre l'abomination montante. En disant de façon claire et nette : nous nous y opposerons.

Episode 2

Vendredi 23 mai 2008, un groupe d'anarchistes a de nouveau contesté à Trento le stand de recrutement de «volontaires pour la sécurité» de la Ligue du Nord. Les compagnons ont entouré le stand avec des banderoles, distribuant des tracts et parlant au mégaphone. Les léguistes – qui comptaient le sénateur Sergio Divina parmi eux – ont tenté d'arracher les banderoles et de bousculer les compagnons. Résultat... un stand détruit [et 7 anarchistes sous enquête pour «rassemblement illégal»].

Samedi matin à Rovereto, nouvelle contestation du stand de la Ligue pendant plus d'une heure. Au cours de leur intervention, en plus de défendre la nécessité d'empêcher physiquement la violence raciste et les raid fascistes, les compagnons ont parlé du «paquet sécurité», de la répression à Chiaiano [à Naples, où les habitants s'affrontent aux flics sur la question des ordures], la militarisation du territoire, soulignant que l'attaque contre les Roms, les immigrés et les homosexuels fait partie d'une attaque plus générale contre les pauvres et tous les opposants. Toujours au cours de la même matinée, d'autres antiracistes ont contesté un

rassemblement de la Ligue du Nord contre les camps Roms à Spini (Trento).

Dans l'après-midi, nouvelle protestation à Gardolo, où la Ligue avait organisé une manifestation contre le projet de construire une mosquée. Précisant n'avoir aucune sympathie pour les églises, les mosquées ou les synagogues, les compagnons ont dénoncé le racisme comme instrument destiné à éviter le conflit social et à instaurer une guerre entre les pauvres. Certains jeunes ont ensuite lancé, de l'autre côté de la manif, des œufs contre les léguistes.

Retournant à Trento, les compagnons ont rejoint de nombreux jeunes, contestant à nouveau le stand de la Ligue. La présence déterminée, la solidarité de nombreux passants et le lancé de quelques œufs pourris ont convaincu les racistes de la Padanie d'abandonner la place. Les compagnons ont ensuite participé à une manifestation spontanée lancée par des étudiants contre l'homophobie, le racisme et les rondes. Une centaine de participants.

A présent, les politiciens et les journalistes (au début favorables et possibilistes sur la proposition de rondes) disent qu'elles ne servent à rien, qu'elles ne sont peut être pas utiles, que c'est dangereux, qu'on enlève des forces de police à des tâches plus importantes pour protéger le stand de la Ligue du Nord...

Episode 3

29 mai 2008. Suite à la contestation permanente des anarchistes, la Ligue du Nord a décidé de suspendre le stand pour le recrutement des rondes. Afin d'éviter des affrontements, les léguistes ont déclaré aux journaux que le recrutement se fera de bouche à oreille.

De fait, les anarchistes étaient mardi dans la rue... sans eux. Libérée des fabricants de haine raciale, la rue a accueilli les tracts des compagnons et la discussion avec de nombreux passants. Si jamais les rondes devaient commencer dans un futur proche, nous serons prêts à les arrêter.

A présent, les initiatives continuent contre le «paquet sécurité», contre la répression en Campania, contre la militarisation de la société.

Vu le projet du gouvernement –partagé une fois encore par la gauche [le Parti Démocrate de Veltroni, PD]– de créer un *Centro di Identificazione e di Espulsione* [Centre d'identification et d'expulsion, nouveau nom des centres de rétention] dans chaque région, il s'agit de se bouger tout de suite pour empêcher la construction de nouveaux Lager.

[Traduit de l'italien. Textes signés «anarchistes de Rovereto et Trento» parus les 21, 26 et 29 mai 2008 sur informa-azione.info]

MAINTENANT ÇA SUFFIT À PROPOS DES RONDES

Et pour finir... les rondes ! Dans un climat de véritable délire sécuritaire, la Ligue du Nord propose la création de rondes pour la sécurité. Le maire Valduga se montre possibiliste : armons d'abord la police municipale, en service 24h/24, puis nous verrons.

Le cas de Rovereto et des alentours est l'exemple de comment la soi-disant sécurité n'est qu'une idéologie. Même si le «taux de criminalité» en ville est ridicule, on distille la peur parmi la population, en un mixte de racisme et de paranoïa.

Détournant l'attention des problèmes réels

(l'ininterminable série de morts et blessés au travail, la difficulté de joindre les deux bouts avec des salaires toujours plus bas et des loyers toujours plus élevés, la dévastation irréversible du territoire), on continue de faire croire que la solution pour ce qui reste de société est plus de police, plus de contrôle. Ce n'est pas un hasard si le recrutement léguiste de «volontaires pour la sécurité» va de pair avec le recueil de signatures contre la création de micro-lieux de campement pour les Sintis et les Roms. Ce qui menace notre sécurité –disent-ils–, ce sont les «étrangers». Tandis qu'on ne dit rien sur les privilèges et l'inégalité sociale (finissant au Parlement par crier «Rome voleuse»...), le racisme monte de manière inquiétante, avec des épisodes de véritables pogroms (comme à Naples) ou de chasse aux homosexuels (comme à Rome).

Ce climat, créé avec la collaboration de la gauche institutionnelle, a déjà mené en Italie à des lois racistes, des décrets qui interdisent de boire et de manger dans les rues, des agressions contre les immigrés, des incendies de camps de nomades. C'est la recette du maire de Vérone, Tosi, et de ses amis néofascistes qui agressent et tuent.

Racisme, violence contre ce qui est différent, rondes...

Nous n'acceptons pas une telle dérive.

Nous n'accepterons aucune ronde à Rovereto, même si nous devons pour cela créer des «rondes» antifascistes et antiracistes.

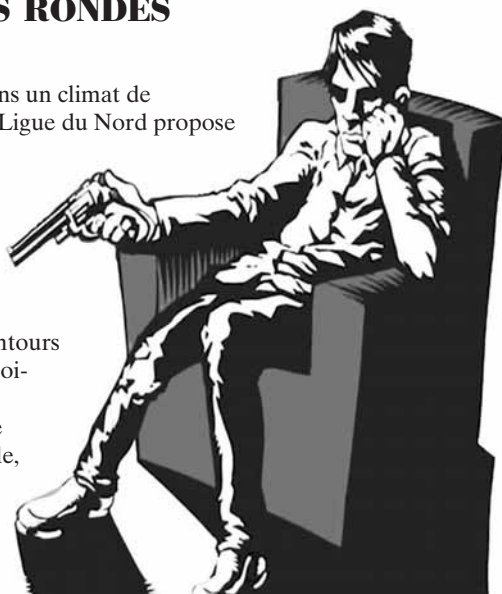
Face à cette vague de rancœur et de xénophobie, il ne suffit plus de secouer la tête ou de se limiter à des déclarations culturelles.

Il faut agir avant qu'il ne soit trop tard, de se mettre en travers, de se battre pour la liberté.

Des anarchistes

[Traduit de l'italien.

Tract distribué le 19 mai 2008 à Rovereto]



Trento

Sur la manifestation contre la venue du ministre de l'Intérieur

LE 2 JUIN 2008, nous avons organisé une manifestation pour contester la venue du ministre de l'Intérieur, Maroni, qui devait parler lors du *Festival de l'économie* à Trento.

N'ayant appris que quelques jours auparavant que le ministre allait venir, nous avons décidé le maintien de l'initiative contre le paquet sécurité, le racisme institutionnel, la militarisation de la société, en solidarité avec les Roms et les immigrés et aux côtés de la population de la Campania en lutte [région de Naples, en lutte contre l'implantation d'incinérateurs et de décharges sur des endroits récemment déclarés «zones militaires»].

Bien qu'organisée en quelques jours, une centaine de personnes ont participé à la manifestation, dont différents immigrés qui sont aussi intervenus au micro pour raconter leur expérience.

L'initiative avait pour but de relier la lutte contre le racisme (social et d'Etat) et celle contre la répression, interprétant l'attaque contre les Roms et les immigrés comme faisant partie d'une attaque plus large contre toute forme de différence et de dissensus. Face à la vague xénophobe et réactionnaire, nous avons répété à de nombreuses reprises que l'heure n'est plus à se restreindre à des déclarations culturelles. Il s'agit de s'organiser, d'attaquer les racistes, de renforcer la solidarité entre exploités.

Certains compagnons, à peine revenus de Chiaiano, ont parlé de la lutte en Campania, notamment comme terrain d'expérimentation de l'Etat, et des nouvelles lois répressives. Une lutte courageuse qui met à nu un système social incapable de gérer ce qu'il produit [les déchets par exemple]. Une lutte à soutenir et élargir avec détermination.

Au cours du cortège, une agence de la banque Unicredit a été maculée de vernis, tandis qu'apparaissait contre son mur le texte : «*Ici on finance Impregilo* ¹. *Solidarité avec les gens de la Campania en lutte*».

En somme, une petite manifestation pour dire que nous n'avons aucune République à célébrer, pour démasquer l'hypocrisie du *Festival de l'économie* et continuer la mobilisation contre le racisme et le monde qui le produit

Compagnons de Rovereto et Trento

Ndt :

1. *Impregilo* est le nom du consortium chargé de gérer les déchets. Il a annoncé son retrait le 19 juin suite aux protestations locales et aux multiples enquêtes dont il fait l'objet.

[Traduit de l'italien. Publié le 4 juin 2008 sur informazione.info]

CROIX-ROUGE, ASSASSINS !

Le 2 juin 2008, un groupe d'individus solidaires avec les prisonniers en lutte dans le centre de rétention de Turin est allé protester bruyamment à Chieri (8 rue Riccardo Zandonai), sous la maison du directeur médical du centre de rétention, Antonio Baldacci. Ce colonel de la Croix Rouge, qui gère le centre, est directement responsable de la mort de Hassan (abandonné sans soins), suite aux tortures et à l'usage des neuroleptiques administrés aux «hôtes» du centre de rétention à leur insu dans la nourriture.

Nous reproduisons ci-contre le tract distribué sous son domicile.

IL Y A UNE SEMAINE MOURRAIT FATHI HASSAN NEJL, MAGHRÉBIN DE 38 ANS

Il est mort parce qu'il n'avait pas de papiers.

Il est mort parce que la Loi l'a nommé "clandestin".

Il est mort parce qu'une organisation humanitaire, la Croix Rouge Italienne, l'a laissé agoniser sans soins.

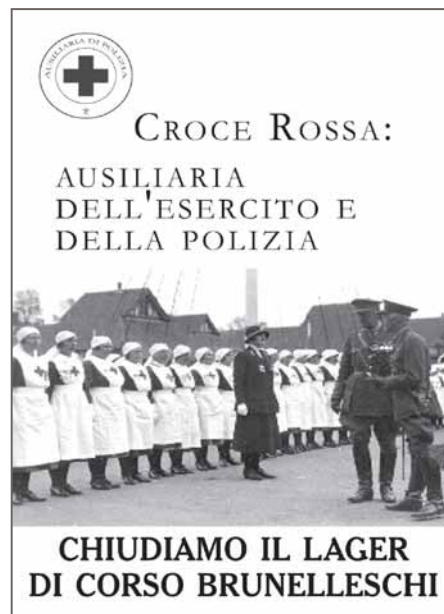
Il est mort dans le nouveau centre de rétention de Turin – inauguré quelques heures avant avec le tabassage de Saïd, coupable d'avoir tenté de reprendre sa liberté.

Il est mort, et peut-être qu'on ne saura jamais les détails, parce que la police est en train de déporter tous ceux qui, cette nuit-là, étaient à ses côtés pour le voir et l'écouter.

Il est mort parce que les hommes du docteur Antonio Baldacci –directeur médical du centre– ont fait mine de ne pas voir le remue-ménage et de ne pas entendre les hurlements de ceux qui appelaient à l'aide derrière les barreaux.

Il est mort parce que personne ne s'indigne lorsqu'Antonio Baldacci –médecin et colonel en même temps– déclare aux journalistes qu'il vaut mieux ne pas s'occuper des cris des clandestins parce que "vous savez bien à quel genre de gens on a affaire. On ne connaît même pas leur vraie identité".

Il est mort parce que les voisins de la résidence d'Antonio Baldacci –membre de la Croix Rouge et



maton– ont encore l'estomac bien accroché pour le saluer chaque matin lorsqu'ils le croisent sur le trottoir, pour lui serrer la main en souriant, voire même pour lui souhaiter une bonne journée.

Il est mort parce que peu de personnes savent qu'Antonio Baldacci –cynique profiteur du commerce humanitaire– habite à Chieri, via Roccardo Zandonai 8, et qu'il est toujours temps de toquer à sa porte et de lui dire que le monde qu'il contribue à construire est un monde terrible et injuste.

Il est mort parce que personne ne sait qu'au 011-9477685 et qu'au 3386409971, c'est Antonio Baldacci qui répond et que n'importe quelle heure est la bonne pour lui expliquer que le monde qu'il est en train de construire est un monde que –de toutes nos forces– nous refusons.

[Traduit de l'italien.

Publié le 2 juin 2008 sur informa-azione.info]



Turin. Un des sièges de la Ligue du Nord.

Crema, 12 juillet. La porte d'entrée du siège de la Ligue du Nord, situé via Tensini, a été incendiée dans la nuit. Selon la Digos, il s'agirait d'un dispositif incendiaire composé de bouteilles et d'une mèche.

Baldacci, acte II

6 juin, Settimo (Turin). Un petit groupe d'antiracistes solidaires avec les enfermés du centre de rétention distribue des tracts devant la nouvelle polyclinique de la Croix Rouge, inaugurée ce même soir par une œuvrette théâtrale aux vagues accents wagneriens, dirigée par le colonel Baldacci en personne. Afin d'éviter des désordres prévisibles, ils sont gardés à bonne distance par différents carabinieri et trois fins limiers de la Digos, jubilant d'être arrivés –pour une fois– avant les contestataires. Mais dans leur dos, deux visages extra connus du mouvement subversif turinois, opportunément rasés et parfumés, réussissent à entrer tranquillement dans la salle par la porte d'entrée principale. Ils s'asseyent parmi le public et, à peine s'éteignent les lumières et se lève le rideau, ils sautent sur scène pour interrompre le discours du colonel, lui demandant pourquoi il ne parle jamais de la mort tragique de Hassan. Avant d'être emmenés au poste local des carabinieri pour les vérifications d'usage, ils trouvent le temps de dérouler une banderole contre les centres de rétention, lançant des tracts sur le public, indigné par tant de malséance. Ils seront bien sûr relâchés en soirée, sans plus de conséquences. Mais la vengeance de la préfecture ne se fera pas attendre : il paraît qu'il y a des éléments pour porter plainte contre les antiracistes pour «abus contre des handicapés». Pendant ce temps, les handicapés de la Digos seront envoyés avec les autres pour réguler la circulation à Albenga. Baldacci, quant à lui, serait désormais au bord de la crise de nerfs.

[Traduit de l'italien. Publié le 7 juin 2008 sur autistici.org/macerie]

Le 29 juin 2008, une trentaine de personnes ont occupé au début de l'après-midi le hall du Musée Egyptien de Turin. A l'entrée a été posée une grande banderole couleur vert-Ligue du Nord, avec le texte «*Les Egyptiens, vous ne les voulez qu'esclaves, ou morts*». Sur le moment, le vigile et quelques employés du musée font un esclandre, tentant d'arracher la banderole puis de fermer le portail. Sans succès. Avec un mégaphone, les antiracistes racontent aux touristes ébahis l'histoire de Saïd, un Egyptien tué par balles la semaine dernière pour avoir osé prêter main forte à son frère qui venait demander à son patron italien le paiement de ses derniers salaires. Ils ont ensuite rappelé les mille histoires de tous ceux qui, à Turin, sont réduits à une vie d'esclave parce que sans papiers et sous chantage permanent de pouvoir finir expulsé, incarcéré ou tué. Puis sont venus des sifflets, des tracts et du bruit. Puis d'autres discours. Le tout pendant une heure, avant de s'en aller.

Les Egyptiens vous les voulez esclaves...

Chères visiteuses, chers visiteurs qui allez entrer dans le Musée Egyptien de Turin, nous nous permettons d'interrompre le flux normal de la queue pour vous dire deux mots. Vue la *nécessité et l'urgence* de ce que nous avons à vous communiquer, nous sommes certains que vous comprendrez le *caractère exceptionnel* de la méthode employée pour attirer votre attention.

De nombreuses années sont désormais passées depuis que les momies que vous allez voir sont arrivées ici de la lointaine Egypte, et personne ne sait si elles sont entrées sur le territoire italien de manière régulière ou clandestine. Nous soupçonnons fortement qu'elles y aient été introduites frauduleusement, en même temps que tous les trésors inestimables que vous trouverez ici. Mais au fond, peu importe, parce que ces momies sont arrivées à Turin déjà mortes et enterrées depuis longtemps.

Il arrive bien sûr aussi aujourd'hui que des étrangers abordent les côtes italiennes, en général plus morts que vifs. Non pas suite à une longue et riche vieillesse, mais noyés lors du naufrage du navire qui devait les emporter loin de leur misère, comme cela arrive tous les étés, comme c'est arrivé il y a quelques jours à peine avec un bateau qui transportait des dizaines de désespérés originaires, entre autre, d'Egypte, justement.

Ceux qui ont la chance de survivre au voyage, risquent ensuite de croiser sur leur route un policier et de se faire tuer lors d'un «*contrôle normal de police*», ou de se faire piéger par la terrible machine à expulser, finissant dans un centre de rétention en attente d'être déporté. Là aussi ils risquent de mourir, comme c'est arrivé il y a un mois à Fathi «Hassan» Nejl, mort de pneumonie dans le lager de Turin situé corso Brunelleschi, abandonné sans soins par les volontaires de la Croix Rouge, qui gère le centre.

Ceux qui ont «la chance» de trouver sur leur route un patron prêt à les embaucher, de préférence au noir, risquent (plus que les italiens, les statistiques sont claires) de mourir d'un accident du travail. Pour rester sur le même thème, dans la province de Milan il y a quelques semaines, mouraient deux clandestins égyptiens tombés d'un échafaudage sur un chantier.

Et ceux qui ont la chance de ne pas mourir au travail risquent de toute façon de mourir assassinés par le patron lui-même, ou son fils, comme c'est arrivé à Saïd, qui était allé accompagner son frère pour réclamer l'arriéré de deux mois de salaires au patron d'une entreprise de Gerenzano, dans l'arrière-pays de Milan la besogneuse.

Certes, observerez-vous, même si un mort est un mort et que tous les morts sont égaux, à la différence des clandestins modernes, les pharaons que vous êtes sur le point d'admirer avaient pour eux le pouvoir religieux et économique, et à bien y regarder, leurs dépouilles rappellent plus le cadavre du dernier Pape ou du dernier patron de la Fiat. Nous sommes d'accord. De fait, même eux, comme les pharaons de toutes les époques, ont reçu le privilège d'un adieu de la part de longues files ordonnées de visiteurs.

Mais tous les étrangers morts ces dernières années risquent de ne pas avoir la même chance. Le dernier danger qu'ils courent encore est celui d'être bien vite oubliés, et peut-être jamais vengés. Cela, c'est sûr, ne dépend que de nous.

Quelques antiracistes turinois

...ou vous les voulez morts

BAISERS CLANDESTINS ET AMOUR LIBRE

Elle l'avait connu il y a environ un mois, à Turin. Ils s'étaient donné la main. «*Abder, au plaisir*». «*Joséphine, ou Josi, le plaisir est pour moi*». Il lui avait plu tout de suite. Sympathique, parfois timide, parfois un peu fanfaron, mais toujours gentil. Plus mûr que son âge, 19 ans. Et beau. Beau et incroyable, avec des yeux noirs et une saveur méditerranéenne et tout le reste... Ils s'étaient plus tout de suite, comme cela arrive parfois. Ils se voyaient assez souvent, lorsque Joséphine descendait à Turin ou bien les fins de semaine à Aoste, où elle était née.

Tous deux savaient qu'un marocain, main dans la main avec une valdotaine, qui plus est à Aoste, sautait certainement aux yeux. On le lisait sur le visage des gens, dans une indifférence ostensible mais circonspecte. Mais peut-être leur plaisait-il d'être «un couple étrange». Lorsqu'on est jeune, rebelle ou amoureux, on rit à la face du monde. Ils n'avaient pas peur. Abder lui avait expliqué qu'il était en règle avec ses papiers, qu'il avait un permis de séjour, ayant épousé une italienne en février. Une amie, peut-être une ex, peu importe, parce qu'il lui avait dit que c'était une histoire terminée. Et ils en riaient, il l'appelait «mon amante». Josi riait, et pensait qu'elle l'aurait volontiers épousé, Abder, si elle l'avait connu avant...

Ce que Josi et Abder ne savaient pas, c'est que la police, peut-être prévenue par quelque citoyen zélé, peut-être en recherche d'émotions, surtout celle des autres, les tenait à l'œil. Ils les avaient observés assis sur un banc du parc. Ils les avaient même peut-être vu s'embrasser pendant qu'ils prenaient des notes. Et lorsqu'ils leur ont demandé leurs papiers à la gare d'Aoste, ce n'était pas exactement «un contrôle de police normal», mais une partie, et pas la première, d'une enquête sur leur compte.

Ils ont pris Abder il y a deux jours, alors qu'ils se promenaient dans les rues d'Aoste. Ils l'ont emmené au centre de rétention de Turin, en attente d'expulsion. Les ordinateurs ont parlé de façon claire : Abder a une femme à Turin et une amante à Aoste. Chose assez typique des coutumes dissolues du capitalisme tardif mais, évidemment, le fait d'être étranger n'est pas compatible avec le principe de la défense de la famille italienne si cher à nos autorités. Et c'est de toute façon un motif suffisant pour expulser un marocain depuis que le dicton «*ils viennent ici nous voler nos femmes*» a fait jurisprudence.

La sirène de la patrouille qui emporte Abder résonne de son cri odieux. Et Josi, en larmes, se demande si cette sirène ne résonne pas aussi pour elle, et pour nous tous.

[Traduit de l'italien (et malheureusement basé sur une histoire vraie). Publié le 25 mai 2008 sur autistici.org/macerie]

Chronologie partielle de la lutte

contre le centre de rétention de Turin

25 mai. Sur le siège de la Croix Rouge situé Via Bologna apparaissent des tags qui dénoncent ce qui s'est passé dans le centre : «*Assassins*» et «*Croix Rouge complice des centres de rétention*». Vers 18 heures, face au centre, une soixantaine de personnes participent à un rassemblement en solidarité avec les détenus : cris et interventions au mégaphone pendant deux heures. Grâce à un numéro de téléphone, les personnes solidaires entrent en contact avec les reclus, qui racontent des histoires de tabassages, de violences et d'antidépresseurs administrés dans la nourriture. Le soir, la protestation des immigrés continue avec la grève de la faim et la destruction du mobilier du centre : matelas, couvertures. Ils balancent dehors tout ce qu'ils trouvent dans leurs cellules. Ils passent toute la nuit réveillés en hurlant leur rage. L'un d'eux, à bout de nerfs, essaie de se pendre, mais ses compagnons interviennent. La police ne bouge pas, elle continue de les surveiller.

26 mai. Après la mort de samedi matin et la révolte de dimanche soir, le centre de rétention est l'objet de toutes les attentions. Les journalistes et les politiciens se bousculent au portillon. Les reclus refusent de manger, tandis que la police bloque la remise des colis qui arrivent des proches et des amis. Après le passage des politiciens, les gardiens interrogent deux fois de suite chaque détenu. Les immigrés ont peur des répercussions et de se faire tabasser. Ils craignent en particulier d'être déportés en Libye : ils parlent de certains tunisiens déportés là-bas et tués par balles par les flics locaux lorsqu'ils sont descendus de l'avion. Ils craignent de payer dans leur chair la «sécurité» si chère aux Italiens. Lors des interrogatoires, un des reclus se dénude et menace de se taillader le ventre, mais ses compagnons le retiennent. Un autre s'évanouit à cause de la faim et lorsque ses compagnons demandent l'aide de la Croix Rouge, les médecins refusent d'entrer pour l'aider tant qu'il ne sera pas traîné près du portail. Au repas du soir, la grève de la faim continue.

27 mai. Quelques individus solidaires avec les détenus en grève de la faim dans le centre

de rétention tendent un câble d'acier place de la Repubblica, en même temps qu'une banderole sur laquelle on peut lire : «*centre de rétention = lager*». La circulation est paralysée pendant une heure du Corso Regina jusqu'au Rondó della Forca.

29 mai. Il est 10h20 lorsqu'arrive un coup de téléphone du centre : «*ils expulsent quatre des nôtres*». L'un d'eux est Saïd, le jeune homme qui avait tenté de s'évader la nuit de vendredi à samedi et qui y avait gagné un tabassage en règle des forces de l'ordre. A présent, il a le menton brisé, le corps rempli de contusions et ne réussit plus à marcher. Il y a quelques mois, il s'était justement fait opérer une jambe à Lucca, mais un bref séjour dans le centre de rétention de Turin a réussi à le rendre boiteux. Les trois autres expulsés, de ce que nous en savons, ont été témoins de ce qui s'est passé vendredi soir, de la mort d'Hassan et du tabassage de Saïd. Les autorités avaient promis qu'elles n'expulseraient pas les témoins... La solidarité part immédiatement.

En moins d'une heure, une quinzaine de personnes apparaissent aux portails avec des banderoles, des sifflets, des casseroles et des marteaux. Pendant ce temps, le standard est inondé de coups de téléphone indignés. En peu de temps, il est saturé, inutilisable. Air Maroc reçoit aussi de nombreuses protestations téléphoniques.

De l'intérieur, nous parvenons de nombreux coups de téléphone. Un jeune dit qu'il entend nos voix à l'extérieur et s'exclame : «*Merci à vous, nous ne sommes plus seuls, vous êtes ma famille*». Peu après, un autre jeune appelle : «*Merci d'être avec nous, ils ont emmené des gens. Je suis ici depuis le 15 mai, mon procès est le 6 juin, je veux sortir, je ne veux pas retourner en Algérie*». Puis ils nous racontent son histoire : il travaillait au noir à Naples, mais son patron ne l'a pas régularisé. Puis, comme beaucoup, la prison. Et puis, comme tous, le centre de rétention. Petit à petit, dans l'après-midi, on découvre que les déportés étaient cinq et non pas quatre, que la police a réussi à les emporter avant notre arrivée, qu'ils les ont emmenés à l'aéroport Malpensa de Milan et non à Caselle (Turin) comme nous nous y attendions. L'un d'eux nous joint alors qu'il est

déjà dans la salle d'attente, vers quatre heures et demie.

Puis les portables s'éteignent et nous ne savons plus rien de lui et de ses compagnons. On apprendra par la suite qu'un des cinq est déjà de retour au centre de rétention : les papiers pour stopper l'expulsion sont arrivés en dernière minute.

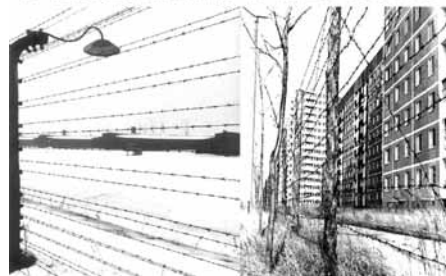
29 mai. Quelques individus solidaires d'un peu partout obstruent la porte du *Centre Touristique Etudiant* avec de la soudure à froid. L'initiative est dédiée aux migrants en lutte dans le centre de rétention.

31 mai. L'après-midi, une manifestation part de piazza Sabotino pour se rendre vers le centre de rétention. Une centaine de personnes, italiens et étrangers, défilent en demandant la fermeture du centre de rétention et la liberté de circulation pour tous. Pendant ce temps, un groupe se rend sous les murs du lager turinois, hurle *Liberté*, parle avec les enfermés, des pétards et un feu d'artifice explosent. D'abord quelques uns, ils deviennent une centaine lorsqu'arrivent les participants à la manif, qui s'est arrêtée à quelques centaines de mètres. A l'intérieur, ils répondent, téléphonent et hurlent : «*Assez de fascisme : détruisez tout, libérez-nous*».

31 mai. Les matons entrent avec leurs matraques dans la section où Hassan est mort la semaine précédente et se jettent sur deux détenus. L'un est dénudé, pieds et mains menottés, puis roué de coups. L'autre subit le même sort, mais reste habillé. Leur faute : avoir couru dans leur cage, jouant à s'évader. L'un est transporté dehors. La nouvelle se diffuse à l'extérieur par la chaîne de solidarité. Le central téléphonique du centre de rétention est inondé de coups de téléphone, et le jeune homme revient une demi-heure après, livide, dans la cage avec ses compagnons.

10 juin. Vers 15h30, un groupe important de flics (en uniforme et en civil) commence à se déployer sur un large périmètre. Des camarades de passage les remarquent et, lorsqu'ils aperçoivent les caméras de la RAI, ils n'ont plus de doute : c'est une rafle. Après un tour de SMS, ils commencent à sillonner le quartier avec un mégaphone

I GOVERNI PASSANO



I FILI SPINATI RESTANO



et des tracts pour perturber les opérations, prévenant tous les clandestins. Le bilan du commissariat sera plutôt maigre : seuls 5 sans-papiers sont embarqués. De nombreux immigrés en règle témoignent de leur solidarité.

24 juin. Place Vittorio, à l'occasion des feux de la Saint Jean les antiracistes étaient de la fête avec une table d'information, des banderoles et des tracts. Une demi-heure avant le début des feux, alors que la place était pleine, certains ont grimpé à plus de 9 mètres de haut pour fixer une banderole de 21 mètres couvrant toute la place. On pouvait y lire en caractères gigantesques : «*Non aux centres de rétention - Non aux expulsions - Croix Rouge assassins*». La banderole a tenu une demi-heure malgré les ordres de toutes les forces de police demandant à ce qu'elle soit enlevée. Ils ont dû le faire eux-mêmes.

Bologne, 27 juin. Un détenu est tombé du toit du centre de rétention situé Via Mattei en tentant de s'évader. Il a fait une chute de plus de 8 mètres en essayant d'atteindre l'enceinte extérieure.

28 juin. Le soir, un petit groupe se précipite sous le mur du centre de rétention, hurlant *Liberté*. A l'intérieur, ils entendent et répondent *Liberté !* Puis viennent des dizaines et dizaines de pétards, des sifflets et un grand feu d'artifice pour conclure. «*Liberté, liberté, à vous n'êtes pas tous seuls, à bientôt*».

29 juin. Une trentaine de personnes occupe le hall du Musée Egyptien de Turin (voir page précédente).

Milan, 30 juin. Des désordres éclatent dans le centre de rétention situé Via Corelli. Le déclencheur a été une prise de bec entre un flic et un Soudanais qui avait demandé des nouvelles de son expulsion. Les détenus d'une aile ont alors protesté en cassant des dalles de ciment, en arrachant plusieurs radiateurs et en brisant les vitres de plusieurs fenêtres. Un éclat a touché au visage un membre de la Croix Rouge.

Florence, 3 juillet. Une dizaine de personnes a bloqué Via Calzaiuoli, centre scintillant de Florence, entre la place du Duomo et la place della Signoria, avec du fil de fer barbelé. Des tracts ont été distribués et des interventions faites au mégaphone contre la construction d'un centre de rétention dans la capitale de la Toscane, le tout au milieu des policiers municipaux et des touristes qui se prenaient les vêtements dans les barbelés.

7 juillet. Vers 9h30, juste après l'expulsion de deux immigrés, trois reclus ont été tabassés par la police. Deux responsables de la Croix Rouge y ont assisté sans intervenir. Les autres migrants ont alors cherché à contacter un journaliste et menacé de tout casser. Vers 19 heures, une trentaine de personnes sont venues manifester leur solidarité en se rassemblant bruyamment devant les murs du centre, en soutien aux reclus. Deux autres rassemblements se déroulaient en même temps devant les lager de Milan (où une grève de la faim a commencé le 5 juillet) et de Bologne.

[Traduit de l'italien, à partir de autistici.org/macerie. Les dates sans lieu sont de Turin.]

Un point sur la situation italienne

LES ÉLECTIONS ITALIENNES des 13-14 avril 2008, si elles ont été précédées de rares actes anti-démocratiques accompagnés par la campagne *Qu'ils s'en aillent tous* (voir numéro précédent), ont donné une large victoire à la coalition de droite emmenée par Berlusconi (*Peuple de la Liberté*, PdL), avec un fort taux de participation. En face, c'est l'ex-maire de Rome, Walter Veltroni, qui a réussi avec le tout nouveau *Parti Démocrate* (PD, ex-*Démocrates de gauche*, DS) à s'imposer dans la nouvelle donne du bipartisme. On notera que le *Peuple de la Liberté* et le *Parti Démocrate* n'ont cessé de s'accuser de plagiat, tant la différence de propositions n'existait logiquement pas, le tout marqué par une surenchère en matière de sécurité. Ce qui reste de la coalition de gauche du gouvernement Prodi et qui ne s'était pas fondue dans le PD a été justement laminée suite à sa participation à l'ex-majorité. La coalition *Arc-en-Ciel* (avec *Rifondazione Comunista* ou les Verts) n'a pas passé les 4 % et est donc absente du Parlement. Enfin, les élections du 28 avril consacreront la victoire de la droite, avec la prise de Rome par Gianni Alemanno (ex-fasciste) pour symbole.

Pour faire court, on fera remarquer la continuité qui avait marqué le passage du gouvernement Berlusconi à Prodi 2, des centres de rétention au Val Susa, de la guerre (refinement de la mission en Afghanistan, agrandissement de la base américain de Vicenza) aux conditions d'exploitation. Le 31 octobre 2007, le gouvernement Prodi faisait aussi adopter en urgence un *pacchetto sicurezza* [paquet sécurité] qui a immédiatement permis l'attaque de camps Roms rasés à coups de bulldozers et l'expulsion de dizaines de roumains, pourtant membres de l'Union Européenne, à Gênes, Milan ou Turin. Le nouveau gouvernement Berlusconi vient à son tour d'adopter un paquet sécurité (annoncé le 20 mai et en cours d'adoption) qui continue sur la lancée de son prédécesseur.

Le décret-loi prévoit l'augmentation d'un tiers de la peine si l'accusé est sans-papier (considéré donc comme une circonstance aggravante), l'augmentation de la durée d'emprisonnement dans les camps de rétention de 2 mois à 18 mois, l'augmentation des peines (6 mois à 3 ans, dix mille à cinquante mille euros d'amende) pour location ou hébergement à des sans-papiers, l'expulsion de tout sans-papier condamné à plus de 2 ans de prison (dite «sûreté de l'expulsion») et augmentation de la peine jusqu'à 4 ans si celui-ci reste sur le territoire après un avis d'expulsion, plus de pouvoirs aux maires qui pourront adopter des «ordonnances urgentes pour raisons de sécurité» liées au trafic routier ou à la pollution. Les trois décrets législatifs prévoient, eux, l'expulsion de tout étranger (y compris ceux de l'Union Européenne, c'est la nouveauté) qui ne pourrait justifier d'un revenu et d'un logement et élargit les possibilités en matière de «trouble à l'ordre public» pour les interdire de territoire, ainsi que l'introduction de tests ADN pour tous les migrants.

Enfin, le projet de loi introduit notamment le délit de clandestinité pour les immigrés (6 mois à 4 ans de prison pour le seul fait d'être sans-papier), l'augmentation à 2 ans de résidence après le mariage pour obtenir la citoyenneté italienne, l'accès de la police municipale aux fichiers de la police nationale, l'extension du délit de tag et «dégradation» à tout type de bâtiment ou chantier et l'augmentation de la peine (jusqu'à 1 an de prison et obligation de nettoyage), l'obligation d'enregistrer son

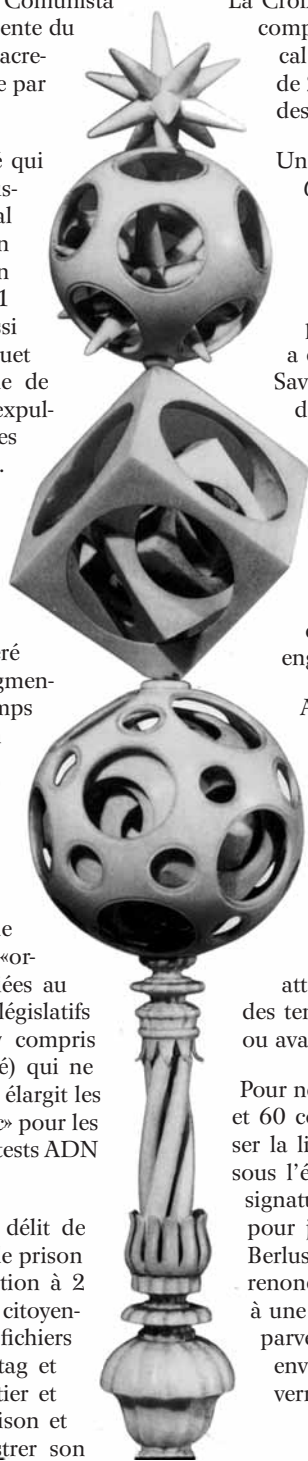
identité pour tout transfert d'argent (empêchant les sans-papiers d'envoyer ou recevoir celui de leur famille), le déploiement de l'armée régulière dans les rues pour accompagner les policiers en patrouille à titre provisoire sur 6 mois renouvelables une fois (3000 militaires prévus dans 10 villes). Le ministre de la Défense, La Russa, a précisé à ce sujet qu'il s'agira de la mettre à disposition des préfets «pour des missions spécifiques et exceptionnelles de prévention de la criminalité dans les zones où s'avère nécessaire un contrôle accru du territoire». Pour finir, un recensement complet des 150 000 nomades (Roms, Sintis) est organisé du 15 juillet au 15 octobre 2008, avec fichage complet –photo biométrique, date et lieu de naissance, lieu du camp et de provenance, renseignements médicaux (vaccins, maladies, opérations) et empreintes digitales– dans pas moins de 700 campements. La Croix Rouge, comme d'habitude sert de caution, puisqu'elle accompagnera la police et sera chargée de la gestion du volet médical des fiches individuelles (y compris pour les enfants, à partir de 2 ans, et pour tous ceux de nationalité italienne, soit la moitié des Roms).

Un autre décret-loi voté le 23 mai (dit «urgence des déchets en Campania») prévoit aussi de faire passer tous les lieux liés à la question des ordures de la région de Naples en zone militaire (jusqu'à 2010, avec un super-préfet, trois incinérateurs, 10 décharges,...), suite à leur classification en «aires d'intérêt stratégique nationale». Le 27 juin, les forces armées ont donc pris possession pour 90 jours de l'incinérateur d'Acerra, qui a été suivi des zones de Sant'Arcangelo Trimonte (Benevento), Savignano Irpino (Avellino) et Chiaiano le 9 juillet. Dans cette dernière, lieu de lutte depuis des mois avec barricades et affrontements contre la décharge prévue, les 200 militaires et 45 véhicules ont été accueillis comme il se doit : de nouvelles barricades se sont dressées, des bus ont été arrêtés, vidés de leurs passagers et du chauffeur puis mis de travers, le tout accompagné de manifestations et d'assemblées. Et moins de 24h après leur arrivée, trois engins composés de bombonnes de gaz reliées à de gros pétards explosaient à proximité du camp militaire. Le jour suivant, un engin identique était lancé contre le commissariat de quartier.

A ce dispositif étatique qui formalise une hystérie sécuritaire qui a provoqué un déplacement en masse aux urnes dans un pays en crise économique profonde, on peut rajouter les rondes citoyennes (voir pages précédentes) ou l'augmentation sans fin des attaques fascistes, encouragées et couvertes par l'Etat : à titre d'exemple, cinq jeunes fascistes assassinaient Nicola Tomassoli à Vérone le 1er mai à coups de poings et pieds, tandis que le 24 mai à Rome, un raid fasciste saccageait plusieurs magasins immigrés et défonçait des bangladais. Mais en vrai, on ne compte plus les attaques en dehors de ces quelques cas médiatisés (sans parler des tentatives de pogrom contre les Roms près de Naples en mai, ou avant à Turin).

Pour ne pas désespérer tout à fait, après 70 réunions, 298 auditions et 60 consultations d'experts internationaux, un accord pour réaliser la ligne TGV Lyon-Turin passant en Val Susa vient d'être signé sous l'égide de l'*Observatoire Technique* créé par la gôche, avec la signature de tous les maires du coin. Le début des travaux est prévu pour janvier 2010, après les études d'impact. Après la méthode Berlusconi en décembre 2005 qui avait militarisé la vallée et dû renoncer (le chantier de Venaus avait par exemple été saccagé suite à une grande manifestation), la méthode citoyenniste de Prodi est parvenue à neutraliser l'opposition de façade (élus, association environnementalistes) en l'associant à un projet alternatif. On verra la réaction des habitants...

Paris, le 15 juillet 2008



Actions contre Security Expo 2008

Du 3 au 6 avril 2008 se tenait à Galatina (province de Lecce) la Security Expo 2008 pour la seconde année, un salon du matériel de sécurité en même temps qu'une vaste opération de propagande militariste sur le thème de la sécurité. Les écoles et la population étaient d'ailleurs fortement incitées à y participer.

Des compagnons ont alors organisé du 30 mars au 6 avril toute une série d'initiatives (affiches, tracts, projections, exposition, rassemblements) pour porter une voix dissidente hors du chœur unanime des partisans des guerres humanitaires à l'extérieur et du contrôle social républicain à l'intérieur.

Nous publions ci-contre un compte-rendu de ces activités et des réactions qu'elles ont provoquées, ainsi que la traduction du tract appelant à la manif du 6 avril.

CES DERNIERS JOURS se sont déroulées à Galatina (Lecce) plusieurs initiatives contre *Security Expo 2008*, une foire sur la sécurité et la guerre qui d'un côté fait la propagande pour les forces armées et de police en les présentant comme des instruments de paix, et d'autre part favorise la rencontre entre les institutions publiques et les entreprises impliquées dans le marché de la guerre et de la sécurité (entreprises internationales productrices d'armes, de caméras de vidéosurveillance, Croix Rouge, laboratoires universitaires de recherche, etc.). Exprimer son opposition à une telle vitrine a semblé naturel et nécessaire à quelques individus qui ont collé des affiches les jours de la foire, lancé des rassemblements, projeté des films, distribué sans cesse des tracts à l'entrée des écoles (une circulaire ministérielle invitait les élèves à visiter la foire et à organiser auparavant un exposé intitulé «*les forces armées instrument de paix*»), faisant sentir avec force une voix opposée aux mensonges propagés par cette vitrine. Les journaux locaux ont également parlé de nombreux tags contre la foire et les forces armées, ainsi que de la coloration en rouge de l'eau d'une fontaine du village par des inconnus, symbolisant «*le sang que les armées font couler partout dans le monde*».

Ces simples initiatives ont créé beaucoup d'embarras, surtout parce qu'elles ont rencontré l'approbation d'autres individus encore capables de s'indigner face à la violence de la guerre et au viol du langage.

C'est ainsi que certains contestataires ont dû «rendre visite» par deux fois au commissariat local : la première suite à une plainte pour affichage abusif, la seconde pour tractage abusif (!), parce qu'il existerait un règlement du maire qui interdirait à quiconque de distribuer des tracts ! Il est tout de suite apparu clairement que ce qui dérangeait vraiment n'était pas le tractage en soi, mais le contenu des textes. On remarquera l'attitude des flics lors de la première interpellation, qui au cours de la fouille dans une pièce fermée du comico, ont dit que si on avait été à Bolzaneto lors du G8 de Gênes, les choses se seraient passées autrement. Lors de la seconde interpellation, le commissaire en personne, Mirabella, a donné l'ordre de défoncer la voiture dans laquelle étaient restés de nombreux tracts, si son propriétaire ne l'ouvrait pas.

L'absurdité de telles interdictions et ce climat de tension n'ont pas empêché les compagnons de faire, dimanche 6 avril, un autre rassemblement sur la place principale de Galatina. L'exposition, les textes et les discours au mégaphone ont suscité un grand intérêt de la part des nombreuses personnes présentes dans les rues.

Encore une fois, cela a si bien dérangé que des flics municipaux puis leurs collègues nationaux, menés par le commissaire, ont donné l'ordre d'enlever une photo de l'exposition qui reprenait les tortures qui ont eu lieu dans la tristement célèbre prison d'Abu Graib en Irak ; pour ces êtres sans neurones, la

photo était jugée indécente pour les enfants présents. Malgré l'opposition des manifestants et de nombreux personnes qui se sont solidarisées activement avec eux, la photo a été arrachée par les flics au cours de la bousculade. Ces derniers se sont en réalité ridiculisés, parce que tous ont pu se rendre compte de qui provoque l'insécurité, vu leurs violentes et répressives manières de censeurs.

Les journaux ont écrit que quelques mères se seraient indignées face à ces photos (pourtant diffusées des dizaines de fois à la télé), alors que la juste indignation et la rage devraient s'exprimer contre les tortures pratiquées, pas parce qu'on les montre.

Le délire des forces de l'ordre a conduit aujourd'hui à la notification de la mise sous séquestre de la photo incriminée à charge contre trois manifestants pris au hasard, tandis que l'identification des autres qui se sont opposés à l'enlèvement de la photo est en cours, et porterait à une plainte pour «résistance» [rébellion].

Ce qui fait frissonner, c'est qu'il est affirmé dans le PV de séquestre que «*l'affiche représente des images de nus humains dans une pose offensant le sens commun de la pudeur... et qu'en plus de reproduire les images citées de façon ostensible, elle contenait le texte "Violences et tortures de prisonniers de guerre dans la prison d'Abu Graib"*». Il apparaît clairement qu'on veut éliminer tout type de dissensus hors des rangs et du chœur à Lecce et dans le Salento, tandis que la police et la magistrature tentent encore, d'une sale manière, de construire des accusations pesantes contre certains compagnons anarchistes, dénoncés en permanence quoi qu'ils fassent.

Ce qu'ils veulent liquider définitivement est toute voix forte contre les forces armées et de police, des voix qui démasquent l'œuvre de mystification permanente sur des guerres présentées comme des missions de paix menées par des héros, des guerres avec lesquelles ce système économique et de pouvoir joue aux dés. Rien que l'été dernier [2007], des flics ont tenté d'arracher à des compagnons une banderole contre les guerres et les bases militaires, sans y réussir, au cours d'une manifestation publique et gratuite [un festival de tarentelle] réunissant des milliers de personnes. Cet épisode a également provoqué des plaintes pour «résistance».

Nous ne pouvons accepter que cette violence contre la dignité de tous continue sans rencontrer aucune opposition. Nous continuerons encore à dire la vérité, à parler de guerre, de bases militaires, de sécurité et de répression dans la rue ; mais aussi de liberté, celle de nos idées et de nos cœurs.

Des déserteurs du contrôle social
sicurezza@hotmail.it

[Traduit de l'italien. Publié sur informazione.info]



Sur quelques unes de nos certitudes

UNE CHOSE EST SÛRE : un État comme le nôtre, impliqué depuis longtemps stratégiquement dans des missions de guerre à l'extérieur et qui n'offre à ses sujets que précarité et poisons en tous genres, aura toujours plus besoin de surveiller et de réprimer les actes de rébellion, ou le simple déchaînement de rage de ceux qui en ont trop supporté jusque là.

UNE CHOSE EST SÛRE : comme toujours, les innovations technologiques viendront rapidement au secours d'une telle nécessité, et ils trouveront à l'occasion les boucs émissaires nécessaires (l'étranger, le Rom, le clandestin, celui qui vit d'expédients) pour justifier et faire accepter toutes sortes de mesures restrictives et la prolifération de contrôles, vidéosurveillance, etc., à chaque coin de rue de notre existence.

UNE CHOSE EST SÛRE : les politiciens des deux bords, de droite à gauche, continueront à surfer sur le «problème de la sécurité», recherchant le consensus parmi ceux qui préfèrent décharger leurs frustrations contre ceux qui occupent un échelon plus bas, plutôt que de regarder en face les vrais responsables de l'odieux désastre. Et la division et la guerre entre les exclus ne profitera qu'aux patrons, qui pourront continuer à exploiter sans être dérangés.

UNE CHOSE EST SÛRE : le langage se prêtera encore une fois au renversement, pour mieux servir à embrouiller les esprits bombardés par l'opinion télévisée. Et le contrôle généralisé deviendra sécurité sociale, comme les guerres de conquête sont des missions humanitaires et les assassins en uniforme des faiseurs de paix. Et la sécurité sans frontières qu'il veulent nous vendre signifiera toujours plus de restrictions contre notre déjà bien maigre liberté.

NOUS SOMMES POURTANT SÛRS qu'ici les exploités continueront à mourir au travail, cloués par la logique patronale du profit sans freins. Et que le chantage à l'emploi et à la survie fera accepter des conditions de travail toujours plus précaires et dangereuses. Tandis que ceux qui sont nés là où il ne fallait pas pourront mourir dans l'indifférence générale sous les bombes de ceux qui exportent la démocratie. Ou bien être déportés et enfermés dans les lagers modernes, s'ils s'approchent de nos rives sans compte bancaire.

UNE CHOSE EST SÛRE : des événements comme l'*Exposition pour la Sécurité Publique et la Défense* (à Galatina du 3 au 6 avril) sont une vitrine utile pour ceux qui ont tout intérêt à défendre la raison du présent.

VOUS ÊTES SÛRS QU'ON PEUT ACCEPTER TOUT CELA ?

QUANT À NOUS, NOUS N'AVONS AUCUN DOUTE : il est nécessaire de mettre fin au plus vite à un ordre social, politique et économique fondé sur l'exploitation, la domination et le massacre généralisé, pour laisser place à une possibilité autogérée et égalitaire d'être ensemble.

NON À SECURITY EXPO

NI DE LA GUERRE NI DE LA PAIX DU CAPITAL

*Des déserteurs du contrôle social
sicurezzaograzie@hotmail.it*

[Traduit de l'italien. Tract appelant au rassemblement/expo du 6 avril 2008, diffusé à partir du 28 mars]



DÉCHET

Au mois de mai, l'enlèvement présumé d'une enfant par une Rom de 16 ans, abondamment exploité par les médias, a enflammé les esprits à Ponticelli, un quartier de la banlieue de Naples. Les résidents s'insurgent et attaquent à plusieurs reprises le camp nomade, l'incendiant avec des molotov ; les habitants du camp sont obligés d'abandonner leurs habitations, escortés par la police.

Dans la même période, les résidents de nombreux quartiers napolitains mettent fin à leur manière au dit «problème des déchets», boutant le feu aux tas d'ordures entassés dans les rues. Le feu est le point commun aux deux histoires, mais ce n'est pas le seul. Dans un cas, on incendie les poubelles, les restes des produits que la société marchande nous intime de consommer, une société qui transforme tout en marchandise et attribue à chaque chose une valeur d'échange. Dans l'autre cas, on incendie la «poubelle sociale», les restes humains que la société d'exploitation tente d'exclure et pour lesquels elle n'a pas de place, parce qu'ils sont le rebut d'une marchandise, la marchandise humaine, dont la valeur d'échange est donnée par leur force de travail : on achète celle qui sert, on jette le reste. C'est un vieux discours, si on pense que les Rom sont passés par les fours crématoires tout comme les ordures passent par les incinérateurs.

Mercantilisme et racisme se manifestent pour ce qu'ils sont, soit les deux faces d'une même médaille. L'un est la conséquence de l'autre, tandis qu'ils s'interpénètrent et se complètent à volonté. Comprendre cette banalité peut nous aider à comprendre que les responsables de l'insécurité vers laquelle tendent nos existences, ce ne sont ni nous, ni nos voisins, ce ne sont pas ceux qu'on voudrait nous faire croire. La responsabilité de l'entassement des ordures dans les rues n'est pas due à l'opposition des gens aux déchets et aux incinérateurs, ni au manque d'un tri correct des déchets (simple feuille de vigne pour masquer la nudité d'un système), mais à un style de vie qui nous est imposé et dont on ne peut se dépêtrer à l'intérieur de ce monde ; de même, nos vies ne sont pas moins sûres parce qu'un lieu commun favorisé par le Pouvoir veut que les tziganes volent les enfants, parce qu'ils mendient dans les rues ou vivent d'expédients, mais parce que les conditions de vie et de travail infâmes et précaires poussent une frange toujours croissante de la population à la marginalité, la contraignant à vivre d'expédients et à faire la manche à travers un chantage aux salaires toujours plus bas par rapport au pouvoir d'achat.

Ce n'est pas le remède qui est erroné, mais le diagnostic. Une fois que la maladie, et avec elle le semeur de peste, sont identifiés avec clarté, le feu, comme remède, est adapté.

[Traduit de l'italien. Tiré de *Lanterna* (Lecce), feuille apériodique de stimulation cérébrale, n°1, juin 2008]

Un matin, je me suis réveillé...

Et l'envahisseur n'était plus là¹ – celui en chemise brune, avec ses troupes et ses chars, avec ses bombes et sa brutalité, avec sa soif de guerre mondiale. En revanche, j'ai trouvé un «invité». Un allié à la bannière étoilée avec des troupes et des chars, des têtes nucléaires et une bonne dose de brutalité. Lui aussi avait grand soif de guerre mondiale. Le premier me hurlait des ordres, me filait des coups de pied, me torturait, me massacrait. Le second, non. Lui m'ignore, il me salue parfois en s'en allant vers d'autres pays [l'Italie compte plusieurs bases américaines sur son sol], où il va hurler des ordres, filer des coups de pied, torturer, massacrer. Certes, il arrive qu'il se trompe et que son "feu amical" extermine aussi ceux qui sont à côté. Mais, si personne ne proteste, il est même disposé à oublier.

Je n'ai pas rencontré non plus l'allié du vieil envahisseur, celui du coin, en chemise noire. Je n'ai pas rencontré sa matraque ni son huile de ricin. Je n'ai pas rencontré l'OVRA [la police politique de Mussolini], avec ses espions et ses filatures. En revanche, j'ai rencontré l'allié local des nouveaux "invités" à la bannière étoilée, celui qui est en costume-cravate. Il utilise la matraque et le chantage. Il a la DIGOS et les ROS [services d'investigation de la police et des carabinieri], avec leurs micros espions et leurs caméras de vidéosurveillance.

Je n'ai pas non plus rencontré la chasse aux étrangers, aux juifs, boucs émissaires à mettre à l'index et à enfermer dans des camps de concentration. En revanche, j'ai trouvé la chasse à d'autres étrangers, les clandestins, boucs émissaires mis à l'index et enfermés dans des centres de rétention. Les premiers étaient persécutés pour qu'ils n'infectent pas la race, les seconds pour qu'ils n'infectent pas la nation.

Je n'ai pas non plus rencontré la dictature fasciste, celle du parti unique qui imposait son bon vouloir en contraignant les dissidents à l'exil ou à la prison. Je n'ai pas trouvé sa radio qui diffusait son *croire, obéir, combattre*. En revanche, j'ai rencontré la dictature démocratique qui, avec quelques partis et un seul programme de masse, réduit ceux qui ne sont pas d'accord au silence ou à la prison. Elle utilise la télévision pour distiller son *croire, obéir, travailler*.

La première voulait éliminer la conflictualité entre les classes sociales, la subordonnant aux exigences de l'Etat. La deuxième... aussi.

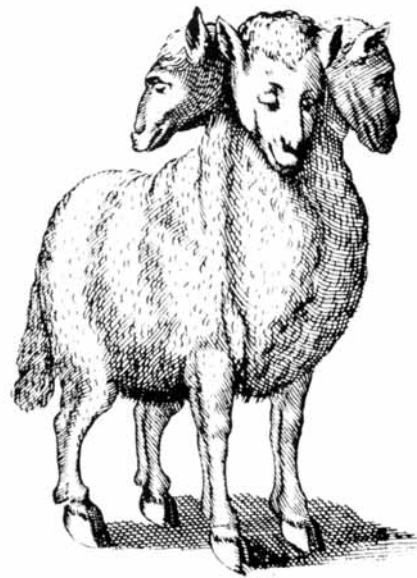
Enfin, je n'ai pas rencontré un pays des plus pauvres, aux bourses vides mais aux paysages luxuriants, à la vie rude mais aux rapports intenses. En revanche, j'ai trouvé un pays pour le moins riche, aux frigos pleins mais aux paysages empoisonnés, à la vie facile mais aux rapports insipides. Et malheureusement, j'ai rencontré, encore et encore, les industries, les banques, les églises, les écoles, les casernes, les tribunaux, les prisons...

Ce matin du 25 avril, je me suis réveillé et ils m'ont expliqué qu'on devait fêter la Libération passée. MAIS JE N'AI PAS COMPRIS LAQUELLE.

Ndt :

1. La célèbre chanson des partisans italiens, *Bella ciao*, commence ainsi : «Una mattina mi son svegliato / e ho trovato l'invasor» («Un matin je me suis réveillé, et j'ai rencontré l'envahisseur»).

[Traduit de l'italien. Tiré de *Machete* n°2, avril 2008, p.40]



Gênes

Camarade...

FINALEMENT, un peu de soleil... il pleut depuis des jours. Un beau dimanche de mi-avril, le centre de Gênes est plein de gens : des enfants qui jouent, des couples qui profitent des premières chaleurs, des familles qui –comme des lézards au soleil– s'entassent sur les quais du Vieux Port. Je sors aussi. Parbleu !, je ne suis pas si asocial que ça ! Je marche, évitant les gens qui sortent de la messe. Deux Témoins de Jéhovah m'attendent au coin de la rue... ah, non ! Pire encore, ce sont ceux de *Lotta Comunista*. Je tourne à droite, terrorisé, avec ces deux-là au train. «Eh, Camarade ! *Journal communiste, tu nous donnes un coup de main ?*». J'accélère le pas et les sème. Réchauffé, je retrouve ma moitié : l'épicerie habituelle qui vend de la bière à un euro.

Elle est bonne et fraîche, enfin un peu de tranquillité. Tout d'un coup, par derrière : «*Salut, camarade !*». Merde, ils m'ont retrouvé ! Par chance, ce ne sont pas eux, ceux de la "secte". C'est un monsieur un peu plus âgé, d'apparence courtoise et sympathique. «*Tu te rappelles de moi ?*». Bien sûr que non. Et je réponds : «*Mais oui, il me semble*», visiblement embarrassé. Ça ne l'intéresse pas, il file droit devant et me chauffe immédiatement : «*Tu as vu quel coup on a pris ?*». Ben, me dis-je, sûr que des coups j'en ai pris dans la vie, mais pas ces derniers temps... «*Dans quel sens ?*», je lui demande. «*Nous n'avons même pas réussi à entrer au Parlement !*» dit-il, indigné. Merde ! Faut-il que je me le farcisse tous, ce matin ? «*Tu vois, faut que je te dise, je n'ai jamais voté, et je pense qu'après tout vous l'avez bien mérités*», lui répondis-je, encore stupéfait de mes talents en matière de diplomatie. «*Certes, camarade, c'est vrai qu'on l'a cherché : supprimer le symbole de la faucille et du marteau !*». L'image de *Pulp Fiction* me saute aussitôt aux yeux : «*Dis-le encore une fois, "camarade" ! Répète encore ça, fils de pute, si tu l'oses !*». Mais, continuant à m'étonner moi-même, je lui réponds calmement : «*Tu vois, c'est pas à ça que je faisais allusion*». «*Et à quoi, alors ?*», fait-il. «*Ben, je pensais à des trucs comme les lois sur la précarisation du travail, à votre vote en faveur des centres de rétention, au refinancement de la guerre...*», je lui réponds un peu irrité, commençant à me reprendre.

«*Tu ne peux pas nous accuser de ne pas être du côté des travailleurs ! Si nous avons perdu, c'est parce que nous n'avons pas su exprimer clairement notre identité communiste ! Et puis, il y a des votes de la base qui sont allés directement au Parti Démocrate juste pour arrêter Berlusconi...*». Plutôt que d'entamer une auto-critique sérieuse, je lui répète : «*Tu vois, si je ne me trompe pas, vous étiez au gouvernement quand les lois les plus scélérates ont été votées et, –pardonne ma franchise–, vous les avez aussi votées.*» «*Nous devons gérer le gouvernement pour que le Pays ne tombe pas aux mains de Berlusconi et, de toute façon, notre but était de tenter d'ouvrir une contradiction interne...*» Il l'a dit ! Il a dit "contradiction interne" ! Bordel, ils changeront jamais ! «*Donc...*», dis-je en tentant de conserver mon calme, «*...explique moi : recréer des lager en Italie comme vous avez fait en 1997 ou financer une guerre comme vous l'avez fait il y a quelques mois [en Afghanistan], les centaines de victimes de votre politique, ce serait simplement un sacrifice à*

faire au nom de l'intérêt commun ? Pour ne pas livrer l'Italie à la droite, évidemment, il suffit pour vous que la gauche fasse des choses de droite ? » Il s'énerve : « C'est de la falsification, une provocation ! Et puis le camarade Fausto [Bertinotti, chef de Rifondazione Comunista] a reconnu que certains passages de notre politique ont été des erreurs ! ». Là, je m'énerve à mon tour : « Vas le dire aux morts ! »

« La responsabilité des morts est à attribuer à la bourgeoisie impérialiste, au capitalisme des multinationales... » sentence-t-il. « Ah ouais ? Vous êtes pour un capitalisme à visage humain ! », je répète. « Provocateur, tu sais très bien que nous sommes pour une autre société et que nous sommes depuis toujours avec les travailleurs, les masses en lutte et pour la résistance ! ». Il est vraiment en train de s'énerver. Allons-y gaiement : « Mais vous n'étiez pas devenus non-violents et pacifistes ? Il ne me semble pas que les masses (comme tu les appelles) en lutte et la résistance, prenons par exemple celle d'Irak, partagent votre position... » Il me répond fermement « Marx et Lénine disaient que... ». Je le coupe : « Ces derniers temps, Bertinotti citait plus le Pape Wojtyła que Marx... »

« Ça suffit ! Tu n'es qu'un provocateur ! En ce moment d'urgence, il faudrait que le mouvement soit uni et VOUS, comme d'habitude, vous faites au contraire le jeu de la bourgeoisie ! » Plus ils s'agitent, et plus ils deviennent idéologiques, me dis-je. « Je suis peut-être un provocateur, mais au moins pour ce qu'on a pu voir, c'est à vous que les travailleurs ont craché à la gueule, pas à moi (petit-bourgeois-individualiste comme vous diriez), et j'ajoute que se joindraient probablement aux travailleurs beaucoup de ces partisans qui ont malheureusement disparu et dont vous falsifiez les perspectives et les rêves. » Touché au vif, sur le thème des valeurs de la Résistance : « Qu'est-ce que tu en sais, toi, des partisans ? ». Humblement (et bien sûr d'une manière ingénue), je réponds : « Moi, tu sais, pas grand chose... je suis jeune... mais il se-

rait intéressant de voir les positions du PC pendant les vingt années fascistes. Par exemple – et ce n'est pas le moins pire –, les directives de Togliatti [chef du PC en exil en URSS] sur la non-intervention contre les chemises noires (au reste, le Kremlin avait passé des accords avec Hitler...). Il serait aussi intéressant d'évaluer le comportement de vos dirigeants sur la révolution espagnole, tout comme ce serait pas mal de se demander pourquoi, après la guerre, de nombreux antifascistes (non affiliés au PC et à la Démocratie Chrétienne) ont pourri dans les prisons des dizaines d'années. » J'admets que ce petit développement historique est un peu décalé par rapport à la misère de cette conversation, mais je n'arrive jamais à fermer ma bouche.

« Apporte-moi les preuves de ce que tu dis, et nous verrons ! » « Certes, c'est pas un problème ! ». En réalité, il y en a un, de problème. Ce ne sont pas les preuves, que tout un chacun peut se procurer. C'est plutôt d'être condamné à une énième discussion avec un énième degôche Arc-en-ciel [nom de la coalition de Rifondazione et des Verts] nostalgique.

« Bah, ça suffit, je dois y aller : on se retrouvera avec les arguments en main », dit-il pour me congédier, mi-triste et mi-menaçant. « C'est ça, ciao, à plus ! », je lui réponds hypocritement. « De toute façon, camarade anarchiste, même avec nos différences, on se retrouvera toujours du même côté de la barricade ». Sûr, je pense, comme d'habitude : nous devant, et vous derrière avec vos fusils dans notre dos. « Camarade, mon cul ».

On est dimanche matin, il y a du soleil, il fait chaud. Gênes est belle, mais peut-être que j'aurais mieux fait de rester couché.

[Traduit de l'italien. Tiré de *Pagine anarchiche genovesi... dal sottosuolo*, n°1, avril 2008, p.7]

... mon cul



Sans issue de secours

Il est difficile de trouver un exemple plus significatif du monde dans lequel nous vivons, de sa meilleure expression en miniature, que celui que nous fournit ce qui est en train de se passer à Pianura, Marigliano et aux alentours de Naples. Un monde submergé par les ordures qu'il produit, la santé minée par les poisons qu'il diffuse, incapable de résoudre les problèmes qu'il crée. Face aux rues envahies d'ordures, face à la nécessité de se barricader chez soi et à l'impossibilité même d'ouvrir les fenêtres, la conscience qu'il n'y a plus d'issue de secours grandit. Alors la rage grandit, et les antennes paraboliques ne suffisent plus à entretenir la résignation quotidienne. Longtemps couvée et étouffée, cette rage explose cette fois sans prendre de précautions, et elle est aussi bien capable d'attaquer la police avec des moyens adéquats que de respirer la dioxine dégagée par les bûchers qu'elle allume. Contre tout cela, la raison politique ne sait littéralement plus quoi faire. En équilibre toujours plus instable sur le fil élimé des illusions qui la régissent, il ne reste plus à la politique qu'à s'agiter dans le vide, qu'à gesticuler pour tenter de retrouver l'équilibre, repoussant à tout prix le moment de la chute. En Campania, on calomnie d'abord la protestation en l'attribuant à de louches infiltrations mafieuses, puis on s'adresse à un superfluc afin qu'il s'emploie gracieusement à résoudre une situation devenue un problème d'ordre public (dommage que les ordures ne se liquéfient pas comme le sang de San Gennaro ou qu'on ne puisse pas les disperser à coups de matraque comme une manifestation à Gênes). Dans ce paysage désolé, les militaires professionnels sont recyclés en flics-éboueurs et déployés pour débarrasser les rues, selon les besoins, des barricades ou des ordures.

Pour tranquilliser les esprits, surtout en vue des « urgences » futures qui nous guettent à chaque coin de rue, la pensée dominante à sens unique est contrainte de marteler l'idée qu'on est en proie à Naples à un problème de mauvaise gestion, dramatique mais circonscrite.

S'il en était ainsi, on pourrait tout résoudre avec des mesures opportunes, comme une accélération du tri sélectif, une réduction drastique de l'utilisation des emballages, etc. Le message qu'on nous envoie est le suivant : excusez-nous pour la gêne occasionnée, prenez patience, nous travaillons pour vous. Mais une administration plus efficace et honnête, une population plus attentive aux comportements quotidiens, des entrepreneurs plus sensibles au gaspillage, pourront-ils jamais faire quoi que ce soit contre un des nombreux symptômes de la nécrose sociale et environnementale qui avance ? Cela a-t-il un sens de faire disparaître des rues ces tonnes d'ordures avec des incinérateurs pour ensuite les retrouver dans les poumons ?

Non, la dégradation de ces zones ne constitue pas l'exception embarrassante d'un Pays sain et normal. C'est le miroir d'une civilisation toute entière, qui partout dans le monde ouvre aux flancs des métropoles des décharges sociales toujours plus mortifères dans lesquelles elle fait confluencer ses propres déchets urbains. Poubelles de marchandises et poubelles d'êtres humains partagent les mêmes espaces, le même air, le même destin dans ce qui a été défini comme une *planète bidonville*. Lorsque les habitants des alentours de Naples racontent leurs histoires de pauvres gens contraints de vivre dans des maisons construites en quelques semaines, précaires et branlantes, sur des terrains rendus insalubres par les substances toxiques industrielles enterrées là, lorsqu'ils reconnaissent qu'ils sont contraints de vivre d'expédients, poussés par l'absence de travail, au milieu de relations humaines dégradées, ils ne sont pas en train de décrire une histoire locale avilissante. Ils racontent une histoire universelle.

[Traduit de l'italien. Extrait d'un article de *Machete* n°2, avril 2008, pp. 9-10]

DERNIERES BREVES DE LA LUTTE CONTRE LES CENTRES FERMES

19/04 Molenbeek - Manifestation sauvage contre les centres fermés et les prisons. Une demi-heure après, la police anti-émeute réussit à disperser la manifestation.

24/04 Molenbeek - Suite à l'alerte qu'une femme de l'occupation de l'Eglise du Béguinage était arrêtée, environ 50 personnes sont parties en manifestation vers le commissariat de Molenbeek. Elles sont rapidement encerclées par la police anti-émeute envoyée par le bourgmestre Moureaux (PS). La police a distribué des coups de matraques ça et là. La femme a ensuite été libérée.

25/04 Bruxelles - Des personnes perturbent la circulation sur l'Avenue Roosevelt et distribuent des tracts en solidarité avec les sans-papiers.

29/04 Bruxelles - 200 personnes manifestent devant l'Office des Etrangers. Vers 16h, des flics anti-émeute débarquent, frappent les manifestants et arrêtent une grande partie d'entre eux.

29/04 Bruxelles - Le soir, rassemblement de solidarité devant le Palais de Justice pour exiger la libération de toutes les personnes arrêtées. Les voitures de police sont bloquées sur le parking et leurs pneus sont crevés. De petites barricades sont érigées dans les rues autour. Ils commencent cependant à relâcher des détenus. Vers 3h, la police charge avec l'autopompe et réussit à chasser les manifestants. Entre 15 et 30 sans-papiers n'ont pas été relâchés et sont transférés vers les centres fermés.

30/04 Bruxelles - Une centaine de personnes se rassemblent à la *Fête du Progrès* du PS au Jardin Botanique pour protester contre les arrestations. Le slogan " *PS, bouge tes fesses* " domine le rassemblement...

30/04 Bruxelles - Des affiches de solidarité et contre les centres fermés sont collés sur l'Office des Etrangers, le siège du PS, le Palais de Justice,...

1/05 Merksplas - Ebénizer Folefack Sontsa meurt dans le centre fermé de Merksplas. Il se trouvait dans une cellule d'isolement en attendant une troisième tentative d'expulsion. Les autres détenus expriment leur rage et se mutinent. Quelques matelas sont incendiés, une partie de la salle de séjour est détruite et ils bloquent l'accès aux docteurs et aux flics.

1/05 Bruxelles - Environ 150 personnes se rendent à la Fête du premier mai du PS

Un oiseau ne peut pas voler sans ailes

Ces derniers mois, la lutte contre les centres fermés et les déportations a de nouveau gagné un peu de vitesse. Il y a eu plusieurs mobilisations de sans-papiers, d'étudiants et d'une gauche toujours prompte à se trouver des excuses pour s'inviter à la table des politiciens, mais surtout plusieurs émeutes, évasions et un énième mort dans les centres fermés. A plusieurs reprises, les cadres traditionnels et pacificateurs qui caractérisent cette lutte depuis quelque temps ont été dépassés dans les faits.

Lorsqu'un conflit s'intensifie, les divergences à propos de ce que pourraient être des contributions pratiques se manifestent dans toute leur profondeur. Le manque d'une vision claire à propos de l'élaboration d'un projet précis et spécifique d'intervention repose souvent sur un manque d'expérience et un manque d'idées plus générales qui rendent possible l'élaboration d'un tel projet. Ceci se révèle souvent sous forme d'un activisme vidé de sens, d'un mouvementisme qui ne sait faire quelque chose que quand il y a du monde dans la rue, ou d'une analyse plutôt défaitiste qui ne se mêle jamais à la réalité des luttes et aux possibilités de révolte toujours présentes. Le moment d'intensification passé, nous essayons d'oublier vite fait notre échec pour attendre la prochaine vague, nous abstenant de faire une analyse et de rendre ainsi le projet plus adéquat et plus approfondi. Ce texte voudrait être une contribution à dépasser cette impasse autour de la lutte contre les centres fermés [centres de rétention] et les déportations et inviter les compagnons à tirer parti des expériences, constater les défauts et élaborer des perspectives.

Une contestation à l'ombre des églises

Comme le but de ce texte est de dresser quelques perspectives pour un projet d'intervention dans la lutte contre les centres fermés et son monde, nous voulons reparler de quelques expériences récentes pour en faire un bilan et en tirer des leçons. Même si beaucoup de nos activités partent d'une analyse et d'une hypothèse de lutte, nous ne pouvons pas ignorer que c'est pendant la lutte elle-même qu'on forge de nouvelles analyses plus aiguës. Ainsi, notre projet ne peut réellement se développer que dans la joyeuse dynamique d'une révolte qui cherche à s'approfondir dans toutes ses dimensions.

Il y a quelques années, différents groupes de sans-papiers et associations de soutien ont commencé à construire l'*Union pour la Défense des Sans-Papiers*, qui se voulait une " auto-organisation des sans-papiers " pour la suppression de tous les centres fermés et la régularisation générale. L'UDEP a commencé à stimuler des occupations d'églises un peu partout sur le territoire belge. Au cours des deux dernières années, ce mouvement a connu une extension assez impressionnante sur le plan quantitatif, avec plus de cinquante églises occupées. Simultanément, des groupes de sans-papiers ont entamé des dizaines de grèves de la faim. Face à l'ampleur de ce mouvement, le mécanisme de la démocratie s'est mis en route pour empêcher que celui-ci arrive à identifier ses ennemis et à auto-organiser une lutte directe contre eux. Ainsi, grâce à l'intervention des gauchistes, des associations humanitaires et des politiciens en herbe au sein des groupes de sans-papiers, l'accent mis sur et contre l'existence des centres fermés a été déplacé vers la dénonciation du fait de ne pas avoir accès à la condition de citoyen. Ce déplacement a eu pour conséquence directe d'entamer des débats avec le pouvoir, d'essayer de trouver un accord pour être admis dans cette communauté de citoyens et de participer à la rationalisation de la machine à expulser. Cette rationalisation s'impose actuellement à la gestion de la migration en Belgique, comme dans plusieurs pays en Europe, pour pouvoir continuer à diviser et à isoler certaines parties de la population. Une régularisation n'est souvent rien d'autre qu'une décision du pouvoir pour mieux séparer ceux qui seront plus utiles (pour l'économie comme pour l'ordre public) quand ils auront des papiers et ceux qui doivent rester dans la clandestinité. Outre le fait que l'Etat se sert de la régularisation en fonction des besoins du marché, il l'a utilisée plusieurs fois en Belgique pour casser des mouvements de protestation avec le cas par cas. Le mot d'ordre qui accompagnait et qui continue d'accompagner la plupart des discours des groupes de sans-papiers et de leurs défenseurs est la demande de " critères clairs " pour être régularisé - ce qui devient évidemment de plus en plus l'horizon du capital pour mieux gérer la force de travail et de l'Etat pour mieux gérer ceux qui sont considérés comme dangereux ou indésirables.

Ainsi, forcé de suivre et attendre les cadences du pouvoir, les rencontres avec les responsables ou les congrès des partis politiques, ce mouvement a perdu toute initiative et toute capacité de développer des perspectives autonomes de lutte. C'est surtout ce choix - au-delà de la présence des gauchistes et des seuls manipulateurs politiques, comme certains ont l'habitude de dire - qui a fait mourir ce mouvement.

Nous ne donnerons ici qu'un petit aperçu de comment des compagnons ont vu leur intervention à ce moment. Certains se sont dit qu'il fallait aller à la rencontre des sans-papiers qui occupaient les églises pour échanger des idées et proposer des actions qui sortiraient du cadre toujours restreint imposé par les légalistes et humanitaires de gauche, et encourager à refuser la collaboration avec les partis politiques. D'autres ont constaté que dans beaucoup d'églises et de groupes de l'UDEP, ceci n'était pas adéquat et qu'il fallait élaborer son propre projet qui refuserait les compromis avec les politiciens, les curés (avec lesquelles beaucoup d' " occupations " étaient négociées d'avance) et la logique de mendier une régularisation. Ils ont essayé de mettre en avant l'identification des ennemis et d'affirmer la nécessité des actions directes contre la machine à expulser et les institutions qui la gèrent (Croix Rouge, Caritas,...)¹. Le manque de coordination, d'intervention bien précises et les restes d'illusions sur ce mouvement (en plaçant l'intervention spécifique dans une vague idée de " radicalisation " quantitative et à cause de l'incapacité à percevoir les mécanismes autoritaires et de manipulation qui se jouaient à l'intérieur de ces groupes, comme la religion, le profond désir d'une grande partie des sans-papiers de simplement grimper dans l'échelle sociale de ce système, le patriarcat,...) ont empêché ce projet de se déployer dans toute son ampleur.

Une révolte qui montre ses forces

Au même moment, des mutineries, des évasions et d'autres expressions de refus commencent à perturber le bon fonctionnement des prisons. Au fur et à mesure, des compagnons ont commencé à faire le lien évident entre les prisons et les centres fermés. Ils y voyaient une possibilité pour porter à nouveau l'attention sur les centres fermés, tandis que le mouvement pour la régularisation avait très vite fondu suite à l'échec des occupations et l'effondrement de l'UDEP, qui n'a permis d'obtenir quelques pauvres cartes de séjour limitées dans le temps que pour quelques leaders, tandis que les autres, probablement très déçus, sont retournés essayer de survivre dans l'ombre. Il serait absurde de ne pas voir le lien entre les dizaines de mutineries dans les prisons et les mutineries qui suivirent dans les centres fermés, ne fût ce que parce que certains des mutinés condamnés pour des délits de survie ont ensuite été transférés dans les centres fermés. Depuis fin 2006, plusieurs mutineries ont éclaté dans les centres avec toute leur violence, brisant les faux arguments d'une grande partie du " mouvement des sans-papiers " à l'extérieur, toujours plus organisé autour d'un discours ultra-citoyenniste espérant ainsi renforcer sa crédibilité auprès de l'Etat et du Capital. Il ne faut pas oublier non plus les dizaines de tentatives d'évasions et d'évasions réussies...

Nous pensons que les quelques expériences de solidarité active avec les mutineries dans les centres fermés ont ouvert une perspective intéressante. D'abord parce que les récupérateurs catholiques, gauchistes ou syndicalistes n'osent pas (ou plus) se prononcer sur ce terrain – ce qui laisse entrer un peu d'air frais dans le conflit autour de la migration. Ensuite parce que les mutineries partent sur des bases initiales dans lesquelles nous pouvons immédiatement nous reconnaître. Elles sont forcément auto-organisées et reposent sur l'attaque directe contre les structures opprimantes et leurs serviteurs. Les mutineries sont et resteront des occasions intéressantes pour avancer nos idées et pratiques, qui partagent les mêmes bases que la mutinerie elle-même (d'autant plus dans un pays où les compagnons ont peu de force pour lancer des conflits plus larges). Cependant, une chose qui est souvent oubliée doit aussi être prise en compte : les mutineries dans les centres fermés sont souvent précédées de plusieurs actes de révoltes plus modestes ou individuels qui mettent toujours plus en évidence la nécessité de l'attaque. A l'extérieur, il n'en est pas autrement, et nous devons souligner cette réalité, car elle est le lien entre le quotidien et la révolte, disons, plus éclatante.

Les expériences des derniers mois et la nécessité d'un projet autonome

“ Plutôt que de rassembler les gens dans une salle, il faut invectiver cette société dans la rue, mais c'est difficile car les rues ne sont pleines que de passants pressés, et pour les inviter à écouter il faut des barricades et des bombes. ”
Antonin Artaud

Fin avril 2008, pour la première fois depuis des années, la police attaque une manifestation de sans-papiers et réussit à arrêter plusieurs dizaines d'entre eux. La même nuit, des centaines de personnes se rassemblent devant le Palais de Justice pour exiger leur libération. Après plusieurs heures de rassemblement, la police essaye de disperser les manifestants, de petits affrontements suivront. Une dizaine de sans-papiers sont enfermés dans des centres fermés, les autres sont relâchés. Des groupes d'étudiants et de sans-papiers intensifient ensuite leur activité avec plusieurs manifestations et d'autres actions (comme se rendre à une fête du Parti Socialiste pour exiger que le maire PS libère les sans-papiers ou se rassembler devant les centres fermés). Le contenu de cette mobilisation allait

(place Rouppe) pour protester contre les arrestations.

1/05 Bruxelles - Un distributeur de billets de la Banque de la Poste est incendié. La Poste gère les comptes bancaires des centres fermés et des prisons.

3/05 Vottem et Merksplas - Rassemblements de solidarité devant les centres fermés. A Merksplas, la situation reste très tendue.

4/05 Bruxelles - Un véhicule banalisé des flics est incendié à Schaarbeek.

5/05 Bruxelles - Le siège du PS à Bruxelles est attaqué, ses vitrines brisées, tandis qu'un tag laissé sur place précise : «*Non aux rafles*».

7/05 Bruxelles - 200 personnes se rassemblent dans le quartier européen pour protester contre la nouvelle directive qui augmentera la durée maximale de détention dans les centres fermés à 18 mois. Une partie du rassemblement part en manifestation sauvage et bloque la circulation sur la petite ceinture. Le trajet de la manif sauvage est décidé par des étudiants qui se mettent par terre à chaque carrefour pour voter quelle direction ils vont prendre.

10/05 Bruxelles - Marche silencieuse et pacifique pour commémorer Ebenitzer Sontsa.

10/05 Merskplas - Un détenu détruit sa cellule d'isolement dans le centre fermé.

19/05 Bruxelles - Manifestation de solidarité pendant le procès en appel des 9 sans-papiers arrêtés le 29 avril.

Fin mai Bruxelles - Dans deux églises occupées, des grèves de la faim ont été entamées par des sans-papiers pour obtenir leur régularisation.

Début juin Bruxelles - Une affiche intitulée *Brisons la routine macabre de la machine à expulser* est retrouvée sur les murs de la ville.

31/05 Verviers - Mutinerie dans la prison. Une aile est entièrement détruite.

13/06 Bruxelles - L'entrée de la station de métro Osseghem, dans le quartier de Molenbeek, est totalement dévastée en moins de deux minutes par un groupe d'inconnus : distributeurs de billets, composteurs, caméras de surveillance et grandes baies vitrées. Sur place, un tag précise «*Stop aux rafles*».

16/06 Bruxelles - Dans la nuit de lundi 16 juin 2008, une camionnette de ISS Cleaning est incendiée à Bruxelles. ISS Cleaning effectue les travaux de nettoyage dans les centres fermés.

dans tous les sens : l'accent mis sur les quelques sans-papiers qui se sont fait arrêter (et pas sur tout le monde dans les centres), appels à " l'humanité " et aux politiciens (" PS, bouge tes fesses "), un citoyennisme en action qui condamnait les appels à l'action directe ou toute affirmation de solidarité avec les émeutes (crier sa solidarité avec les mutineries devant les centres n'était pas vraiment apprécié). En résumé, tout le cirque gauchiste rentrait en scène, espérant dépasser l'impasse de leurs échecs néfastes essayés avec l'UDEP. D'un autre côté, nous ne nions pas que le fait que la question des centres fermés se diffusait à nouveau ouvrait des perspectives importantes d'intervention – surtout si celles-ci essaient de lier l'agitation dans les quartiers populaires de Bruxelles, les mutineries dans les prisons et les actes de révolte dans les centres fermés et contre la machine à expulser.

Cependant, pour avancer dans cette perspective, il fallait plus que jamais commencer sur nos bases et sur nos terrains (comme la solidarité avec les mutineries dans les prisons et les centres fermés). C'est-à-dire refuser en acte de jouer sur le terrain de l'interpellation des politiques et de ce qu'on pourrait nommer la contestation démonstrative, qui empêche d'identifier les ennemis au sein du conflit, et ce afin de rendre la nécessité de l'attaque encore plus évidente. Refuser la logique de se rendre devant le Parlement européen pour contester une énième directive ou de se rassembler devant les institutions pour contester telle ou telle circulaire, mais continuer ce qu'on a toujours choisi de faire : commencer à partir de nos quartiers où l'antagonisme se fait sentir sous mille formes, où la tendance à la guerre entre pauvres est renforcée au quotidien par l'Etat et ses laquais, où les contradictions se font sentir réellement et pas abstraitement comme dans les discours de la politique institutionnelle. Il a été douloureux de constater que, quelques semaines plus tard, il n'y avait presque pas de réactions lorsque Ebénizer Folefack Sontsa a été assassiné dans la cellule d'isolement du centre fermé de Merksplas, suite à sa tentative d'expulsion ². Et cette impuissance a été encore plus douloureuse lorsque la révolte qui a éclaté un jour plus tard dans le centre n'a presque pas eu d'échos dans la rue. Certains leaders étudiants et sans-papiers mobilisés autour des derniers arrêtés de la manifestation de fin avril 2008 ont même déclaré très fiers que « leurs » sans-papiers arrêtés et détenus à Merksplas n'avaient pas pris part à la révolte dans le centre fermé.

Il faut en finir avec les illusions sur les associations officielles de soutien envers les sans-papiers et sur les groupes *formels* de sans-papiers qui sont sous leur tutelle. Ils ne partagent en général pas le même désir de liberté que nous, ils n'ont pas les mêmes raisons pour se bouger autour des centres fermés. Au lieu de garder la fausse perspective de les " radicaliser " en acceptant au moins provisoirement des bases incompatibles (comme par exemple l'invitation perma-

nente dans les occupations du responsable de l'*Office des Etrangers*, qui gère rafles, centres fermés, déportations et... régularisations), il faudrait plutôt développer sa propre perspective, qui rentrerait alors en dialectique avec eux au sein de la lutte commune (comme par exemple l'organisation *autonome* de manifestations, soit bien sûr sans journalistes, élus ou récupérateurs professionnels comme les syndicats ou les associations catholiques) ³.

Il s'agit de continuer à élaborer ce projet d'intervention et de ne pas tomber dans le piège mouvementiste qui ne voit du conflit que quand il y a du quantitatif, des nombres " importants " dans la rue. Les mutinés dans les centres fermés n'ont pas besoin de centaines de personnes (le plus souvent, ils n'étaient que quelques dizaines) pour faire ce qu'ils pensaient adéquat : attaquer la structure qui les enferme. La diffusion de ces révoltes dans la rue, l'identification des ennemis et des rouages vulnérables de la machine à expulser (les entreprises et les institutions qui collaborent à sa gestion se trouvent à chaque coin de rue) nous semble une perspective intéressante qu'il faut continuer de développer.

Mais nous ne pouvons pas en rester là. Nous ne pouvons pas ignorer la guerre civile entre pauvres qui se répand partout et à tous les niveaux. La lutte contre les centres fermés peut et doit être élargie à la critique globale non seulement du capitalisme et de l'Etat, mais aussi de l'oppression quotidienne qu'exercent les communautés fondées principalement sur la religion, le nationalisme, le patriarcat ou l'autorité en général. Il serait faux d'opposer la seule communauté qui existe, celle du Capital, aux communautés d'immigrés et aux clans mafieux qui se nourrissent souvent des sans-papiers. Il s'agit par contre d'affirmer partout les lignes de démarcation entre oppresseur et opprimé, entre exploitateur et exploité. Même si cela semble une perspective très difficile à développer, nous pourrions commencer du terrain où on est déjà (c'est-à-dire la lutte contre les centres fermés et les prisons), et l'étendre peu à peu en identifiant les petits chefs et autres structures de base de l'autorité (la famille, le patron immigré du coin, les curés et les imams,...) qui forment l'un des piliers de la domination et de la résignation. Ce chemin audacieux mais indispensable reste à explorer...

Les années à venir comporteront certainement des conflits importants et significatifs autour des centres fermés et des déportations. Les bases nécessaires pour développer une première perspective de solidarité, entendue comme extension du conflit, sont là (les mutineries et les évasions dans les centres ; la résistance –même si elle reste à petite échelle– contre les rafles dans les quartiers et les transports publics), les possibilités d'une perspective plus large d'intervention se font sentir chaque jour dans la rue.

*Quelques anarchistes sans patrie,
Bruxelles – juillet 2008*



1. Les attaques anonymes contre les locaux de partis politiques qui exerçaient leur racket dans la lutte n'ont par exemple pas eu la signification qu'elles auraient pu avoir...
2. Le ministère de l'Intérieur a d'ailleurs diffusé une note aux médias leur demandant que cette mort ne soit pas ébruitée, afin de ne pas créer un mouvement de révolte comparable à celui qui a suivi l'assassinat de Semira Adamu en 1998.
3. Le 24 avril 2008, suite à l'arrestation d'une femme sans-papiers dans la rue, un rassemblement spontané a lieu devant le commissariat de Molenbeek, porté notamment par les occupants de l'église du Béguinage. De petits affrontements se déroulent, et leur amie est relâchée. Ceci montre une fois encore que la présence des souteneurs officiels n'est pas nécessaire... A l'inverse, le 29 avril, c'est en leur nombreuse présence que les flics se sont permis d'arrêter une dizaine de sans papiers en plein milieu du rassemblement autorisé devant l'Office des Etrangers.

Emeute à la prison de Verviers

Dans la nuit du vendredi 30 mai, une émeute a éclaté dans la prison de Verviers. Une trentaine de prisonniers ont saccagé l'aile B de la prison.

VERS 20H30, les matons ont essayé de mettre un détenu au cachot. Celui-ci a refusé de se rendre à l'étage des cachots et s'est mis à hurler contre les matons. En réaction, une trentaine de prisonniers ont refusé de réintégrer leurs cellules. Ils se sont affrontés aux matons présents, qui, à leur tour, se sont vite retirés, ont fermé les portes de sécurité et appelé la police locale et fédérale. La police n'étant intervenue qu'à minuit 30, les prisonniers ont eu tout leur temps pour donner libre cours à leur rage : néons, tables et chaises cassés, radiateurs arrachés des murs et sanitaires détruits. Ce n'est que vers 3.30h que l'émeute a pris fin. " Au moment où la police fédérale est intervenue, les 26 émeutiers étaient en train de forcer les portes en acier et de percer le vitrage de sécurité. Je n'ai jamais vu autant de dégâts de ma vie", a déclaré Christian Miécrot, délégué principal du syndicat socialiste CGSP. La Régie des Bâti-ments a estimé les dégâts à 25.000 euros. Les 30 prisonniers ont été placés en iso-

lement pendant quelques heures ; cinq d'entre eux sont restés 4 jours de plus au cachot, avant d'être transférés vers d'autres prisons. Pendant quelques jours, la promenade a été interdite pour toute la population carcérale, soit environ 250 personnes. Pendant les travaux de réparation, les prisonniers de l'aile B n'ont pas été autorisés à quitter leurs cellules, " parce que ça pourrait entraîner de nouvelles émeutes. "

Les matons, sous la direction des délégués syndicaux du CGSP, ont utilisé les émeutes afin d'obtenir des mesures de sécurité répressives et ont immédiatement menacé de se mettre en grève. Ils ont déposé un préavis de grève qui a été prolongé quelques jours plus tard à fin septembre 2009. Ils ont exigé le transfert de dix soi-disant meneurs de l'émeute, ce qui a eu lieu quelques jours plus tard. Ils exigent également le transfert de tous les prisonniers dits dangereux ou représentant un risque d'évasion, ainsi que l'amélioration des systèmes d'alarme.

Solidarité avec les émeutiers !

[Tiré de *La Cavale* n°13, juillet 2008]



Un local anarchiste a récemment ouvert ses portes à Bruxelles. Un espace de rencontres et de discussions ; un instrument destiné à aiguiser nos connaissances et à trouver des bases solides pour affronter la domination.

DANS LA BIBLIOTHÈQUE du local, vous pourrez trouver essentiellement des livres et des publications qui ont trait à l'histoire des luttes sociales, la critique anti-autoritaire et la pensée anarchiste. Au fil du temps, la lutte contre la domination s'est exprimée de différentes manières et sur différents terrains : dans le mouvement ouvrier, dans la lutte contre les différentes formes d'enfermement et d'aliénation, dans la résistance aux nuisances techno-industrielles, dans l'assaut contre les divers mécanismes d'oppression qu'engendre l'autorité. Des idées et des histoires qui offrent des expériences et des perspectives de lutte et exhortent à la révolte. Vous pourrez consulter ces publications sur place ou les emprunter.

DANS LES ARCHIVES, vous pourrez consulter beaucoup de vieux numéros de publications anarchistes, révolutionnaires et anti-autoritaires - tout comme des traces écrites d'agitation (affiches, tracts, textes...) de notre entourage.

Dans le local vous trouverez aussi UNE TABLE DE PRESSE où vous pourrez vous procurer des publications (journaux, livres, brochures) dont le point commun est l'intransigeance envers ce monde d'exploitation et d'oppression.

En dehors des permanences, des soirées de discussions et d'autres activités seront régulièrement organisées au local.

Ouverture le 17 mai 2008

* à partir de 14h
présentation du projet, ouverture de la bibliothèque et du distro
* à 20h

'La raison du plus faible'
Un film sur des chômeurs dans la région de Liège qui décident de transgresser la légalité pour se réappropri-er ce qui leur appartient.

Permanences

chaque jeudi
de 17h à 21h

chaque samedi
de 14h à 18h

32, Rue de la Grande Ile
1000 Bruxelles
(près de la Bourse)
acrata@post.com

Où en sommes-nous ? et autres textes de Miguel Amorós, Typemachine (Gand), mai 2008, 88p. (Postbus 30 - 9000 Gent 1 - Belgique)

Recueil de plusieurs articles et comptes rendus des causeries écrits par Amorós. Ils traitent de l'histoire contemporaine espagnole, de la technologie et des rapports sociaux, du lien entre les luttes contre les nuisances, de l'histoire de la lutte des classes et de la critique des différentes formes que peut prendre l'aliénation moderne, y compris la fausse contestation. Les traducteurs ont aussi rédigé une vaste introduction qui pose clairement les limites des textes d'Amorós.

BRISONS LA ROUTINE MACABRE DE LA MACHINE À EXPULSER !

DANS LE MONDE ENTIER, la guerre et la misère sont utilisées pour renforcer la domination et maintenir le règne de la marchandise. Des millions d'hommes et de femmes tentent alors de fuir leur condition et atterrissent dans les métropoles occidentales... quand elles ne meurent pas devant les fils barbelés des frontières, noyées en méditerranée, asphyxiées dans des avions, ou encore abandonnées dans le désert par des trafiquants d'êtres humains ou par la police.

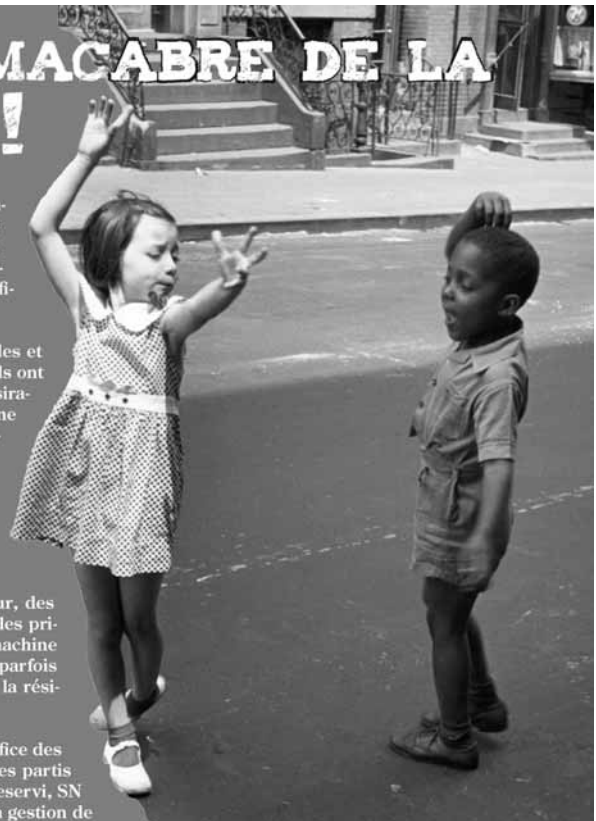
CEUX QUI PARVIENNENT jusqu'ici sont alors accueillis par la terreur quotidienne des rafles et des contrôles dans la rue, par des conditions de vie qui rappellent souvent celles qu'ils ont fuies, par des centres fermés et le racisme qui fait d'eux un ennemi social. Ces indésirables ne servent pas seulement à alimenter la machinerie capitaliste à la recherche d'une exploitation sans frontières, mais aussi à faire figure d'étranger pour canaliser le mécontentement des prolétaires vers leurs semblables.

L'INTÉGRATION dans des communautés autoritaires fondées principalement sur la religion et le nationalisme empêche qu'ils ne s'attaquent à ce qui les opprime. Alors que désormais, il n'y a que dans la révolte que les indésirables, d'ici et d'ailleurs, pourront se reconnaître et forger des complicités pour affronter ce monde.

EN EFFET, la machine n'est pas si bien huilée que ça. Dans les aéroports, chaque jour, des sans-papiers résistent contre leur expulsion. Dans les centres fermés, comme dans les prisons, les enfermés se mutinent, s'évadent et brisent ainsi la routine macabre de la machine à expulser. Dans les rues, où règnent la police et le racisme, des contrôles tournent parfois au vinaigre, peu à peu les indésirables sortent de l'ombre et rompent la cadence de la résignation.

LES GÉRANTS ET LES COLLABORATEURS de la machine à expulser ne sont pas anonymes : l'Office des Étrangers, Fedasil, la police, les contrôleurs dans les transports en commun, tous les partis politiques, les entreprises comme Sodexo, la Banque de la Poste, ISS Cleaning, Horeservi, SN Brussels Airlines, et des institutions comme Caritas et la Croix Rouge participent à la gestion de ces véritables camps de déportation.

**DIFFUSONS LA RÉVOLTE...
DÉTRUISONS LES CENTRES FERMÉS ET LES PRISONS**



Le 28 avril 2008, une quinzaine de personnes se sont rassemblées devant la prison de Lantin. Le prétexte pour ce rassemblement de solidarité contre toutes les prisons était la construction d'une nouvelle cage dans les caves de Lantin, destinée à Farid Bamouhammad. Récemment, Farid avait incendié sa cellule d'isolement (fin mars, ensemble avec deux autres prisonniers détenus dans le même bloc et transférés peu après). Actuellement, l'ancien quartier d'isolement à la prison de Lantin, le fameux bloc U, est en plein travaux de rénovation pour y installer les nouveaux modules d'isolement, ce qui est aussi le cas dans la prison de Bruges.

Après beaucoup de bruit, des slogans et de la communication entre les personnes à l'intérieur et à l'extérieur, la tension est montée dans les cellules. Les prisonniers hurlaient, entre autres, qu'ils étaient traités comme des animaux et qu'ils étaient régulièrement frappés par les gardiens. Ils hurlaient aussi des cris comme " Plus d'hélicoptères ! " et " Liberté ! ". Des objets enflammés ont été lancés à travers les fenêtres, les prisonniers tapaient sur les portes et les barreaux et, selon la police, des matons et des prisonniers ont été blessés suite à des affrontements. Après 20 minutes, la police est venue sur place pour arrêter les individus solidaires. Après une tentative de fuir à travers les champs, la police a encerclé et embarqué toutes les personnes. Elles ont été emmenées au commissariat de la petite commune de Visé, à une dizaine de kilomètres de Lantin. Ils ont été relâchés après quelques heures, sans charges.

Avant la manifestation, des tracts ont été laissés dans les boîtes aux lettres de Lantin et dans le quartier des logements sociaux *La Trappe* (à Ans). Le tract a aussi été diffusé auprès de quelques visiteurs. Nous en reprenons une partie :

ILS CONSTRUISENT DES CAGES À LANTIN...

DEPUIS DES SEMAINES, la prison de Lantin est en chantier. Chaque jour, c'est le bruit, insupportable... les nouvelles cellules de haute sécurité s'annoncent. Des cellules dans les caves de Lantin où des personnes seront enfermées pour être isolées, oubliées. L'État a déjà annoncé quelles personnes auront l'honneur d'être foutues là-bas : les détenus " récalcitrants " comme ils les appellent. Ceux qui ne baissent pas la tête, qui ne se laissent pas détruire par les drogues, qui n'ont pas peur d'affronter la prison - en s'évadant ou en s'attaquant directement à leurs bourreaux : les matons.

FARID BAMOUHAMMAD est une de ces personnes là. Depuis quelque temps, la direction de Lantin menace de lui injecter de l'Haldol. Ils menacent de le droguer et de l'interner. Et tout le monde sait qu'une fois interné, on n'en sort plus.

VERS MI-AVRIL, ça a été le coup presque fatal : les matons ont annoncé à Farid qu'il avait droit à un traitement spécial supplémentaire : ils sont en train de construire une cage, spécialement pour lui, dans une tentative de le briser. Certains matons le menacent chaque jour : « *On va te tuer. On va te tuer.* »

C'est la direction et les matons qui collaborent chaque jour qui sont responsables.

Nous serons toujours du côté des prisonniers qui se révoltent,
ET NOUS NE LAISSERONS PAS FAIRE !

Solidarité !

BRÈVES DU

29/03 Lantin – Farid Bamouhammad met le feu à sa cellule. Deux autres prisonniers du bloc d'isolement l'ont suivi et ont également incendié leurs cellules. Les matons ont éteint le feu, les deux autres prisonniers ont été transférés immédiatement tandis que Farid reste dans sa cellule à moitié brûlée.

1/04 Steenokkerzeel - Cinq personnes détenues au centre de rétention 127bis à Steenokkerzeel ont réussi de s'évader en coupant les barreaux.

5/04 Steenokkerzeel - Quatre personnes détenues au centre de rétention 127bis à Steenokkerzeel ont essayé de s'évader, mais l'évasion a été découverte et les quatre sont arrêtés.

10/04 Bruxelles – Un compagnon qui était en train de taguer des slogans contre ce monde d'exploitation et de domination sur le Palais de Justice à Bruxelles a été arrêté par la police. Il a été relâché quelques heures plus tard.

10/04 Malines - Alors que le maire Bart Somers était présent sur une réunion de voisins, le pare-brise de sa voiture garée devant le lieu a été cassée. Il y a quelques jours, Bart Somers avait lancé l'idée d'une police VIP (Very Irritating Police) pour harceler des jeunes jugés irréductibles avec six contrôles d'identité par jour, leurs photos distribuées chez les forces de police, des lettres d'avertissement, etc.

17/04 Anderlecht (Bxl) - Deux véhicules de police essuient des tirs de plombs d'une carabine à air comprimé, vers 18h45 sur la chaussée de Mons, à Anderlecht. Les policiers sont pris à partie par une dizaine de jeunes. Deux d'entre eux, âgés de 19 ans, sont appréhendés. Cinq de leurs compagnons se sont alors rendus au commissariat pour réclamer la libération du duo. L'un des cinq, âgé de 21 ans, s'en est pris physiquement à un policier et a été appréhendé à son tour. Les trois ont été déférés au parquet de Bruxelles, entendus, puis relâchés dans le courant de la journée du lendemain.

22/04 Lantin - Une tentative d'évasion est déjouée à la prison de Lantin. Trois hommes ont réussi à pénétrer, vers 1h00, dans le périmètre de l'établissement pénitentiaire. Ils ont utilisé une échelle afin de descendre dans l'une des cours de la prison. Mais ils ont rapidement été repérés par les caméras de surveillance et les agents pénitentiaires ont donné l'alerte. Les trois hommes ont alors utilisé l'échelle pour quitter l'enceinte de la prison et sont remontés en voiture avant

DÉSORDRE BELGES

de prendre la fuite. Le véhicule utilisé a été retrouvé incendié environ 30 minutes plus tard, près de l'autoroute, à Liège.

28/04 Manage – Des inconnus ont mis le feu à un supermarché. Les dégâts sont limités à l'avant bâtiment.

1/05 Gand - Vers 10h du matin, un groupe d'hommes et de femmes cagoulés ont cassé toutes les vitres du VDAB [équivalent de l'ANPE] dans la rue Congo.

21/05 Bruxelles – «*Le 21 mai 2008, deux voitures diplomatiques grecques ont été incendiées à Etterbeek en solidarité avec les anarchistes incarcérés.*»

22/05 Melsele - Dans la nuit, des inconnus ont fait un feu à l'intérieur de la salle avec les distributeurs automatiques d'une filiale de la banque KBC. Les pompiers sont vite intervenus, les dégâts sont limités.

27/05 Merchtem - Des vandales ont causé des dégâts à l'intérieur de la salle avec les distributeurs automatiques d'une filiale du KBC.

24/05 Anderlecht (Bxl) - La commune d'Anderlecht à Bruxelles a connu une nuit agitée. Ces bagarres faisaient suite aux affrontements violents entre supporters d'Anderlecht et une bande de jeunes à l'issue de la coupe de Belgique la semaine dernière. La police a dû s'interposer. Résultat : il y a eu plusieurs blessés dont quatre policiers. Les dégâts matériels sont très importants. Des vitres brisées, des voitures endommagées, du mobilier urbain saccagé ou encore une station de métro vandalisée. Au total, plus de 150 personnes ont fait l'objet d'arrestations administratives ou judiciaires. il y aurait eu 193 arrestations, selon le parquet de Bruxelles.

27/05 Bruxelles – Une explosion dans une cabine électrique près du canal a causé une panne de courant de plusieurs heures à Anderlecht. La panne a notamment touché le Westland Shopping Center ainsi que le métro.

31/05 Bruxelles - Un incendie d'origine criminelle est commis vers 22h15 dans une école, l'Institut Marie Immaculée-Montjoie, située au 93 de l'avenue Monjoie à Uccle. A l'arrivée des pompiers qui avaient été appelés pour une fumée suspecte dans le bâtiment, le hall d'entrée était en feu.

31/05 Verviers – Une mutinerie éclate à la prison. Une aile est entièrement détruite.

1/06 Anderlecht (Bxl) - «*La vigilance restait de mise dans le quartier Saint-Guidon d'Anderlecht, aux abords du parc Astrid.*

Mais dès le départ des forces de l'ordre samedi soir, une cinquantaine de jeunes se seraient regroupés et auraient repris les affrontements, utilisant même des armes à feu. C'est ainsi qu'on comptait au moins un blessé par arme, nécessitant son transport à l'hôpital en ambulances. Quatre personnes ont été arrêtées lors de contrôles dans la rue. Deux d'entre eux, dont l'un est domicilié à Berchem-Sainte-Agathe, étaient porteurs d'un couteau à cran d'arrêt et un troisième d'un long bâton, considéré comme une arme prohibée. Le quatrième était en possession de matériel pouvant servir à la confection d'explosifs, type cocktails Molotov».

2/06 Bruxelles – Un des plus importants informateurs de la police a été liquidé à Anderlecht. Un groupe de jeunes lui aurait foutu une balle dans la nuque. Le Parquet a refusé de donner plus d'informations et a demandé aux journalistes de ne pas publier d'articles à ce sujet.

5/06 Bruxelles – Manifestation des pêcheurs au centre. Environ 200 personnes s'affrontent avec les flics anti-émeute. Quelques voitures sont incendiées, les vitres de plusieurs banques et institutions sur la rue de la Loi sont brisées. Personne n'est arrêté, il y a plusieurs blessés du côté des flics.

8/06 Bruxelles – Plusieurs tags apparaissent sur les murs de la ville, notamment «*Le terroriste, c'est l'Etat*» sur différents bâtiments officiels et sur une grande église.

9/06 Gand - Des bombes de peinture ont été jetées sur les bureaux du parti fasciste Vlaams Belang à Gand, ce qui a été revendiqué avec le nom ARA (Action Anti-Raciste).

12/06 Mons et Namur – Suite à des mobilisations surtout syndicalistes dans différentes villes avec des milliers de manifestants contre la vie chère, des affrontements éclatent à la fin des manifestations à Mons et à Namur. Deux journalistes ont été envoyés à l'hôpital. Différentes commerces et banques ont été attaqués, notamment à Mons où une rue commerciale entière a été saccagée. Il n'y a pas eu d'arrestations.

19/06 Zwevegem - Les façades de trois maisons où habitent des membres du parti fasciste Vlaams Belang ont été taguées avec le mot ARA, ce qui signifierait «*Action Anti-Raciste*».

24/06 Bruxelles – Alors que la police essaye d'arrêter quelqu'un à Anderlecht, des dizaines de passants commencent à lancer



des pavés et des bouteilles. Cinq policiers sont envoyés à l'hôpital, deux voitures de flics sont saccagées. Le recherché réussit à se faire la belle, mais est arrêté quelques jours plus tard.

24/06 Mouscron – 22 voitures saisies par la police partent en flammes. La cause de l'incendie est décidément d'origine criminelle.

8/07 Louvain – Des vitres du dépôt des flics dans la Rue de Malines sont brisées. Un tag est retrouvé sur place : «*Tous les flics sont des bâtards*».

[Tirés du site *Suie et Cendres*, brèves de la guerre sociale (suieetcendres.blogspot.com), et l'équivalent en néerlandais (rookenas.blogspot.com)]



QUE LE CONTRAT SOCIAL EST UNE MONSTRUOSITÉ

Anselme Bellegarrigue
(1820/5- ?)

Cependant, notre vie sociale à tous est engagée par contrat. Rousseau a inventé la chose, et depuis soixante ans le génie de Rousseau se traîne dans notre législation. C'est en vertu d'un contrat, rédigé par nos pères et renouvelé tout dernièrement par les grands citoyens de la Constituante, que le gouvernement nous enjoint de ne voir, de n'entendre, de ne parler, de n'écrire, de ne faire que ce qu'il nous permettra. Telles sont les prérogatives populaires dont l'aliénation constitue le gouvernement des hommes ; ce gouvernement, je le mets en question pour ce qui me concerne, laissant d'ailleurs aux autres la faculté de le servir, de le payer, de l'aimer, et finalement de mourir pour lui. Mais quand bien même tout le peuple français consentirait à vouloir être gouverné dans son instruction, dans son culte, dans son crédit, dans son industrie, dans son art, dans son travail, dans ses affections, dans ses goûts, dans ses habitudes, dans ses mouvements, et jusque dans son alimentation, je déclare qu'en droit, son esclavage volontaire n'engage pas plus ma responsabilité que sa bêtise ne compromet mon intelligence ; et si, en fait, sa servitude s'étend sur moi sans qu'il me soit possible de m'y soustraire ; s'il est notoire, comme je n'en saurais douter, que la soumission de six, sept ou huit millions d'individus à un ou plusieurs hommes entraîne ma soumission propre à ce même ou à ces mêmes hommes, je défie qui que ce soit de trouver dans cet acte autre chose qu'un guet-apens, et j'affirme que, dans aucun temps, la barbarie d'aucun peuple n'a exercé sur la terre un brigandage mieux caractérisé. Voir, en effet, une coalition morale de huit millions de valets contre un homme libre est un spectacle de lâcheté contre la sauvagerie duquel on ne saurait invoquer la civilisation sans la ridiculiser ou la rendre odieuse aux yeux du monde.

Mais je ne saurais croire que tous mes compatriotes éprouvent délibérément le besoin de servir. Ce que je sens, tout le monde doit le sentir ; ce que je pense, tout le monde doit le penser ; car je ne suis ni plus ni moins qu'un autre homme ; je suis dans les conditions simples et laborieuses du premier travailleur venu. Je m'étonne, je m'effraie de rencontrer à chaque pas que je fais dans la vie, à chaque pensée que j'accueille dans ma tête, à chaque entreprise que je veux commencer, à chaque écu que j'ai besoin de gagner, une loi ou un règlement qui me dit : On ne passe pas par là ; on ne pense pas ainsi ; on n'entreprend pas cela ; on laisse ici la moitié de cet écu. A ces obstacles multiples, qui s'élèvent de toutes parts, mon esprit intimidé s'affaisse vers l'abrutissement ; je ne sais de quel côté me retourner ; je ne sais que faire, je ne sais que devenir.

Qui donc a ajouté aux fléaux atmosphériques, aux décompositions de l'air, aux insalubrités des climats, à la foudre que la science a su dompter, cette puissance occulte et sauvage, ce génie maléfaisant qui attend l'humanité au berceau pour la faire dévorer par l'humanité ? Qui ? Mais ce sont les hommes eux-mêmes qui, n'ayant pas assez de l'hostilité des éléments, se sont encore donné les hommes pour ennemis.

Les masses, encore trop dociles, sont innocentes de toutes les brutalités qui se commettent en leur nom et à leur préjudice ; elles en sont innocentes, mais elles n'en sont pas ignorantes ; je crois que, comme moi, elles les sentent et s'en indignent ; je crois que, comme moi, elles ont hâte d'en finir ; seulement, n'en distinguant pas bien les causes, elles ne savent comment agir.

extrait de *L'Anarchie. Journal de l'Ordre*, n° 1, 1850